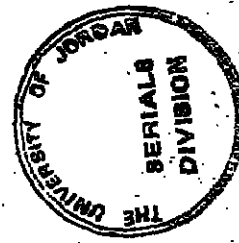


Radio-Télévision Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14778 - 7 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 AOÛT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Défense européenne et neutralité

LA Commission européenne a rendu, vendredi 31 juillet à Bruxelles, un avis favorable à la demande d'adhésion de la Suède à la Communauté. Sur le plan purement économique, cette intégration devrait se faire presque en douceur : l'industrie de ce pays est dominée par une poignée de groupes multinationaux, qui même s'ils connaissent aujourd'hui des jours grisés, sont déjà solidement implantés en Europe. D'autre part, depuis l'adoption de l'acte unique, Stockholm s'emploie à se conformer à l'acquis communautaire.

Si des problèmes apparaissent, ce sera sur le terrain de la politique étrangère et de défense commune, telle qu'elle est envisagée dans les accords de Maastricht. La Commission dit bien dans son rapport qu'il est exclu que de nouveaux États-membres - et les neutres sont les premiers visés - fassent le traité, chacun à sa façon, et réclament des dérogations sur tel ou tel point. La Suède, par exemple, veut-elle revenir sur sa politique de neutralité traditionnelle reposant sur une défense relativement forte ?

APRÈS les grands chambardements en Europe, ce refus d'appartenir à des alliances militaires n'est plus aussi évident qu'avant Gorbatchev. La question est largement débattue à Stockholm, mais aucun responsable, pour des raisons politiques intérieures, n'ose proposer carrément l'abandon de la neutralité. Ce serait automatiquement renforcer le déjà puissant courant du « non » à la CEE et le gouvernement de centre droit préfère donc rester évasif. A ses yeux, une défense européenne commune ne verra pas le jour avant peut-être vingt ans, et certains vont même, en privé, jusqu'à dire qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux ce « gadget » franco-allemand...

A ce propos, le chef d'état-major des armées suédoises, le général Bengt Gustafsson - estimé notamment que tout risque de crise d'envergure dans le nord de l'Europe n'étant pas à écarter du fait des désordres de la Russie et de la proximité de la région de Saint-Petersbourg - vient de relancer l'idée d'une alliance militaire nordique. Celle-ci entraînerait des relations équilibrées avec la Communauté, les États-Unis et la Russie voisine, ce qui, à ses yeux, garantirait la stabilité de la région. L'idée, qui avait sous une autre forme déjà capoté dans les années 50, a été fraîchement accueillie. A Oslo comme à Copenhague, on a fait remarquer au général suédois que le Danemark, la Norvège et l'Islande étaient déjà membres de l'OTAN et que, pour eux, une alliance suffirait.

Si la Suède et la Finlande - candidate également à la CEE - paraissent si réticentes à s'engager sur la voie d'une « armée européenne », c'est également parce qu'elles doutent de la volonté des Européens de venir leur prêter main-forte en cas de conflit dans leur région. Elles pensent, non sans raison (Helsinki se souvient des belles paroles d'encouragement que Paris et Londres lui avaient adressées au début de la deuxième guerre mondiale...), qu'elles sont les mieux placées pour défendre leurs territoires respectifs et qu'un certain « égoïsme » national est ainsi justifié par rapport à l'Union européenne.

Dans son « avis » favorable, la Commission de Bruxelles a raison de demander des assurances à Stockholm, mais elle devrait peut-être aussi souligner, d'une façon explicite, que les Douze sont prêts à prendre leurs responsabilités en cas de crise dans la zone nordique. Ainsi, le cas de la Suède illustre les problèmes que soulève l'extension de la Communauté.

Lire page 5 l'article de Philippe Lemaître

M0148 - 0803 0 - 7 00 F



Deux ans après l'invasion du Koweït

L'ONU estime avoir démantelé les principales armes de l'Irak

Deux ans après l'invasion du Koweït, Bagdad clame à nouveau que l'armée fait partie du territoire irakien et multiplie les entraves à l'application des résolutions des Nations unies. Le chef de la Commission spéciale de l'ONU, chargée du désarmement de l'Irak, M. Rolf Ekeus, estime que l'élimination des armes de destruction massive est très avancée mais redoute, pour l'avenir, les possibilités d'un

réarmement dans ce domaine. Vendredi 31 juillet, le président Saddam Hussein, dont l'entreprise de reconstruction du pays est un autre défi, a reçu de Washington un nouvel avertissement avec l'annonce de l'envoi prochain de 2 400 militaires américains au Koweït. La date de ces manœuvres, prévues dans le cadre d'un accord de défense, a été avancée de deux semaines.

Mais beaucoup reste à faire...

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

M. Rolf Ekeus en est convaincu : l'Irak est pratiquement désarmé, mais ce n'est certainement pas grâce aux bombardements de la coalition alliée durant la guerre du Golfe. Le diplomate suédois chargé du désarmement de l'Irak semble même prendre plaisir à affirmer que l'opération « Tempête du désert » a bien peu contribué à éliminer l'arsenal des armes les plus redoutables du régime de M. Saddam Hussein. « Avec tout le respect et l'admiration que j'ai pour les alliés, je constate qu'ils n'ont pas réussi à détruire grand-chose, ni les missiles Scud, ni les armes chimiques, ni même le programme nucléaire », nous a-t-il dit. Et d'ajouter : « La Commission spéciale a montré

avec grand succès que c'est grâce aux inspections qu'on a réussi à désarmer l'Irak. Mais les recherches continuent ».

M. Ekeus a peut-être oublié de mentionner, comme le rappellent certains diplomates occidentaux, que sans la guerre la commission spéciale n'aurait pas existé, puis qu'elle a été créée à la suite de la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 avril 1991 et instaurant le cessez-le-feu. Ce texte dispose que l'Irak doit accepter l'élimination, sous supervision internationale, de toutes ses armes de destruction massive d'une portée supérieure à 150 kilomètres. La tâche de la commission que dirige M. Ekeus a été envisagée par le Conseil en trois phases : inspections et enquêtes, destruction et contrôle, et vérification continue, à long

terme, visant à « s'assurer que l'Irak ne se dote pas de nouveau d'armes prohibées ». C'est cette dernière clause qui dérange le plus Bagdad, pour qui les plans établis à cet effet par la commission sont « illégaux ». Les dirigeants irakiens continuent de refuser de fournir les documents permettant de déterminer l'étendue de ses recherches.

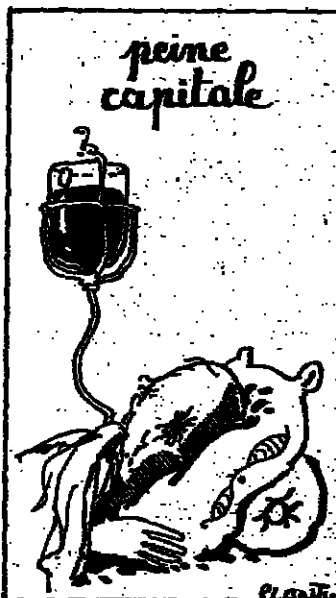
Le 19 avril 1991, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a désigné M. Ekeus à la tête de la commission spéciale. Celle-ci, selon la résolution 687, doit coopérer de près avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), présidée par un autre Suédois, M. Hans Blix.

AFSANE BASSIR POUR
Lire la suite
et nos informations page 3

Le procès des responsables de la transfusion sanguine

Quatre ans de prison requis contre le docteur Garretta

Dans le procès des responsables de la transfusion sanguine, à Paris, le ministère public a requis, vendredi 31 juillet, une peine de quatre ans d'emprisonnement et une amende de 500 000 francs contre le docteur Michel Garretta. Il s'agit des maxima prévus par la loi sur les fraudes. Le substitut a requis quatre années avec sursis et 100 000 francs d'amende contre le docteur Jean-Pierre Allain, quatre années avec sursis contre le professeur Jacques Roux et deux années avec sursis contre le docteur Robert Netter.



Lire page 6 l'article de LAURENT GRELSAMER

LES FINS D'EMPIRES

12. - La horde croisée à Constantinople, par MICHEL KAPLAN. page 2

HEURES LOCALES

L'île d'Yeu a conquis les touristes. Elle subit maintenant le rancun de la gloire. Lire page 7 l'article de MARTINE VALO

Egalement au sommaire
■ Compétition pour l'Europe.
■ La ville de Metz contre ses femmes de ménage.

Potions olympiques

Le soupçon de dopage pèse sur plusieurs champions
à l'occasion des premières épreuves d'athlétisme à Barcelone

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Les conférences de presse qui suivent les compétitions olympiques se transforment rarement en tribunal. Vendredi 31 juillet, les trois lauréats du concours de lancer du poids, venus narrer leurs exploits, ont dû concevoir une certaine déception de l'accueil que leur ont réservé les journa-

listes. Leur médaille au cou, ils ne s'attendaient sans doute pas à devoir s'expliquer sur leur passé, comme dans une salle d'audience.

Leur renommée toute fraîche n'était pas celle qu'ils devaient espérer. C'est que le premier podium d'athlétisme de Barcelone, celui sur lequel ils venaient de monter, marquait sans doute l'histoire olympique. Pour la pro-

mière fois, les trois athlètes récompensés ont déjà tous purgé une peine de suspension pour dopage.

Médaille d'or, l'Américain Jim Stulce a été écarté des stades pendant deux ans.

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite page 9
et les articles
de nos autres envoyés spéciaux
pages 8 et 9

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or : marché nerveux. ■ Marché international des capitaux : vers un assèchement du marché de l'écu ? ■ Matières premières : espoirs mesurés pour le cacao. ■ Marché monétaire et obligataire : le syndrome de Maastricht. page 15

LOIN DES CAPITALES

Le monde à part de l'eurocratie à Bruxelles. page 4

Le sommaire complet se trouve page 16

LE MONDE diplomatique

Août 1992

- ALGÉRIE : Vers une économie de guerre, par Larbi Talha. - Pactiser avec les islamistes ? par Luc-Willy Deheuve. - Les somnambules, les affairistes et les inquisiteurs, par Jean-Louis Hurst.
- YOUGOSLAVIE : Le matin des tribus, par Ignacio Ramonet. - La dérive d'une Croatie « ethniquement pure », par Catherine Samary.
- RUSSIE : La Fédération menacée par les « émeutes du rouble », par János A. Medvedev. - Moscou, cœur d'un nouvel empire de la drogue, par Alexandre Datskevitch et Dimitri de Kockko.
- IRAN : L'heure de la reconstruction tarde à venir, par Laurent Lamotte.
- SOCIÉTÉ : Enlèvements d'enfants et trafic d'organes, par Maïté Pinero.
- MÉDIAS : Les séries américaines dépriment M. Bush, par Serge Halimi. - Un spectacle, les procès télévisés, par Yves Etudes.
- GUYANE : Danger d'explosion, par Maurice Lemoine.
- UN ETHNOLOGUE A EURO DISNEYLAND, par Marc Augé.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

CHEZ LES PEINTRES

La fureur de Joan Mitchell

De Chicago aux bords de la Seine,
la recherche d'une indépendance absolue

par Philippe Dagen

Tout est abrupt chez Joan Mitchell, la falaise en haut de laquelle elle habite et son caractère, les degrés qui montent chez elle et sa parole. De la route, on ne voit rien de sa villa, hors un portail de fer orné d'une tête de chien-loup et d'un avertissement : « Je monte la garde ». Les chiens sont morts et l'on gravit avec moins d'inquiétude les escaliers taillés dans la falaise de silex et de craie, à l'ombre des buis.

La terrasse ombragée d'un immense tilleul et la villa sont en haut, et l'atelier encore plus haut, au bout d'un autre gazon peau

entouré d'une clôture. De la terrasse, la vue porte loin, au-dessus du méandre de la Seine, sur la campagne et le long des falaises blanches que le fleuve a creusées. Monet a peint en bas, dans le village. Il habitait une simple maison au bord de la route. Celle de Joan Mitchell est à l'aplomb du monument historique, aussi vaste qu'il est petit, trop vaste peut-être. Une famille de la grande bourgeoisie française en avait fait l'une de ses résidences secondaires, avant que le peintre ne s'y établisse, à la fin des années 60. Aussi présente-t-elle tous les fastes et agréments d'un manoir patricien, tour d'angle, colonnes de stuc peintes en faux marbre, escaliers imprévus, bibliothèque dans la tour suspendue au-dessus du paysage et salle de billard à grande cheminée.

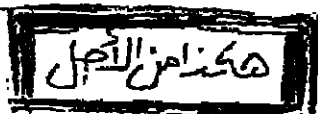
Peu de meubles à l'intérieur cependant, aucun appareil de confort ni de luxe, mais des tableaux dans les couloirs, dans

l'escalier, partout, œuvres de Joan Mitchell et de ses amis, Sam Francis ou Shirley Jaffe. Dans la bibliothèque, le plus précieux de sa collection : un pastel de De Kooning, étude pour une « Woman », et un dessin de Matisse, autre nu de femme, posés entre les rayonnages de livres. Devant le Matisse rampe une vipère naturalisée, fixée dans un paralélépipède de plastique transparent - étrange association d'objets. Frère de la porte, un atelier d'une dizaine de fusils de chasse de grandes marques - fusils notés ou trop juste symbole.

Pour atteindre l'atelier, un ancien pavillon au fond du parc, il faut traverser la cuisine, gravir encore des marches et monter à travers une pelouse. La pièce est de taille assez réduite. Devant les fenêtres, des toiles tendues pour se défendre contre la lumière du sud.

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4 500 DA ; Arabie Saoudite, 250 000 R ; Argentine, 250 000 P ; Belgique, 40 FB ; Brésil, 2 250 C ; Canada, 455 F ; Chili, 14 000 U ; Espagne, 130 PTA ; États-Unis, 220 \$; France, 200 F ; Grèce, 1 200 Dr ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 Krn ; Pays-Bas, 2 75 Fl ; Portugal, 170 Esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 Kr ; Suisse, 1 500 Sfr ; USA (hors Alaska), 2 500 \$.



LES FINES D'EMPIRES

Le 13 avril 1204, les Croisés d'Occident en route vers la Terre sainte prennent d'assaut et pillent la plus grande ville chrétienne du monde, l'antique Constantinople. Ce sac leur ouvre d'éphémères empires latins d'Orient. Il conforte surtout la fortune de Venise et, à terme, fait le lit des Turcs. L'Empire de Byzance, lui, va mourir, mais debout.

Par MICHEL KAPLAN

Quiconque visite le trésor de la basilique Saint-Marc de Venise tombe en admiration devant la splendeur des croix, calices ou reliquaires, sans toujours se demander comment ils se trouvent rassemblés en cet endroit. Pour une bonne part, comme le célèbre quadrige qui orne la façade de la basilique, ils n'ont pas été achetés. Ils proviennent du pillage de Constantinople.

Le 13 avril 1204, les chevaliers croisés, partis reconquérir sur les musulmans le tombeau du Christ, ont en effet pris d'assaut la plus grande des villes chrétiennes, peuplée de plus de 400 000 habitants. Ils réussirent là où les plus célèbres envahisseurs - Avars, Arabes, Bulgares ou Russes - ont échoué. Pour la première fois, les murailles construites par Constantin au début du quatrième siècle, agrandies et doublées par Théodose II au début du cinquième, réputées infranchissables, même s'il fallait parfois faire confiance à l'intercession de la Vierge, patronne de la cité, ont laissé passer l'envahisseur. Durant trois jours, les vainqueurs ont pillé cette cité d'une richesse fabuleuse.

Cinquante-sept ans plus tard, appuyé par les Génois, Michel VIII Paléologue va reconquérir sa capitale. Mais l'Empire restauré n'est plus que l'ombre de lui-même et une longue agonie commence. Le 29 mai 1453, par la brèche qu'a ouverte l'artillerie du sultan dans des murailles que depuis des décennies l'on n'a plus les moyens d'entretenir, les Turcs de Mehmet II mettront définitivement fin à plus de onze siècles d'histoire d'un Empire. La ville où ils pénétreront, dans l'indifférence de l'Occident, à peine peuplée de 50 000 habitants, n'était plus qu'un fantôme. Car ni l'Empire byzantin ni sa capitale ne se sont jamais remis du coup porté en 1204 par les Croisés.

Au départ, pourtant, la quatrième Croisade retrouve les accents des origines, ceux d'Urbain II à Clermont en 1095 et de saint Bernard à Vézelay en 1147. Tandis que la deuxième et la troisième Croisades étaient animées par les plus puissants souverains d'Occident, l'initiative de la quatrième revient au pontife qui incarne l'apogée de la papauté, Innocent III. A peine élu, en août 1198, il a envoyé ses légats dans tous les azimuts demander des contingents aux nobles et aux villes et une contribution générale au clergé. L'argumentation des prédicateurs enflammés reste exclusivement religieuse : il s'agit toujours d'aller délivrer le tombeau du Christ. Mais, encore : les souverains refusent de participer à l'entreprise cette fois-ci, ce qui dissipe les soupçons d'intrigue politique.

Le premier à prendre la croix, en novembre 1199, est le comte de Champagne, Thibaud, bientôt rejoint par Simon de Montfort, Baudouin de Flandre, et de nombreux autres. Au début de 1200, une centaine de compagnies fortes de 80 à 100 hommes sont ainsi prêtes. Soucieux de se rendre le plus rapidement possible en Terre sainte, les Croisés optent pour la voie maritime. Encore faut-il trouver des navires, que seules peuvent fournir les Républiques maritimes italiennes. Or Gênes et Pise sont occupées à se battre. Ne reste par conséquent que la plus riche et la mieux implantée en Orient, Venise. Mais la cité de l'Adriatique n'est nullement nue par l'idéal de la Croisade et elle propose donc un contrat de transport pour 4 500 chevaliers, 9 000 écuysers et 20 000 fantassins moyennant 85 000 marcs d'argent : le prix est raisonnable, mais s'accompagne du partage des futures conquêtes. De plus, l'objectif, gardé secret, n'est pas la Terre sainte, mais l'Égypte des sultans ayyubides, principale menace sur la Palestine ; détournement infime sans doute, mais détournement tout de même.

Un an plus tard, en juin 1202, les premiers Croisés commencent à se rassembler sur l'île Saint-Nicolas (l'actuel Lido). Mais il y a eu beaucoup de défections, et nombre de guerriers ont préféré partir par eux-mêmes ; un tiers seulement de l'effectif est présent. Malgré l'appui financier de l'ordre de Cîteaux, il manque 34 000 marcs. Impatients de partir, harassés de chaleur, les chevaliers, commandés par Boniface de Montferrat, acceptent alors la proposition du vieux doge Enrico Dandolo : un délai de paiement contre la prise de la ville dalmate chrétienne de Zara, anciennement vénitienne, mais pour lors sous l'autorité du roi de Hongrie. Les navires lèvent enfin l'ancre. La masse des petits chevaliers, persuadés de partir pour la Croisade, entonnent le *Veni Creator*, et seuls les chefs sont au courant de la destination réelle. Si bien qu'arrivés devant

Zara, certains Croisés refusent de combattre. Pourtant, le 24 novembre 1202, cette cité chrétienne est prise et mise à sac. Innocent III excommunique aussitôt Vénitiens et Croisés, mais le détournement de la Croisade a reçu un commencement de mise en pratique.

Alors entrent en jeu les intrigues internes à l'Empire byzantin. En 1195, Alexis III Ange a déposé son fils Isaac II. Or ce dernier a donné sa fille Irène en mariage au souverain germanique Philippe de Souabe. Lequel soutient activement la tournée de propagande qu'a entreprise le frère d'Isaac, un autre Alexis, et réussit à persuader les Croisés, encouragés par le doge vénitien Dandolo, d'accepter les mirifiques propositions du Byzantin : les habitants de Constantinople n'attendent que son arrivée et quand Isaac aura retrouvé son trône, il leur fournira 200 000 marcs et une troupe de 10 000 hommes pour poursuivre la Croisade. Avec, en prime, pour amadouer Innocent III tou-

avoir peur de donner l'assaut aux Grecs, car ils étaient des ennemis du Seigneur Dieu.

Le 12 avril, tandis que, de son navire, le vieux doge, quasi aveugle, donne les ordres, les Croisés parviennent à s'emparer d'une poterne et déclenchent un incendie ; le 13 au matin, la résistance s'effondre, Alexis V Murzuphle s'enfuit ; le dernier carré, autour de Théodore Laskaris couronné à la hâte, tente une ultime résistance, puis s'enfuit pour l'Asie Mineure. C'est la curée.

La description d'un témoin, le métropolite d'Éphèse Jean Masarites, confirmée par des chroniqueurs croisés comme Villehardouin, se passe de commentaire : « Alors, de partout, les places, les maisons à deux ou trois étages, les établissements sacrés, les couvents, monastères d'hommes et de femmes, les divins sanctuaires et même la Grande Église de Dieu (Sainte-Sophie), le palais impérial, furent envahis de guerriers, porte-glaives privés de raison qui respiraient le meurtre. Les saintes images, murales ou mobiles, du Christ, de

Croisade, Urbain II proclame explicitement vouloir secourir les frères orientaux contre les Turcs. L'accord se fait d'ailleurs au départ pour que Byzance aide les Croisés à reconquérir Jérusalem, avec restitution à l'Empire des territoires arrachés aux Turcs. De plus, Venise, dont la flotte supplée les insuffisances de la marine impériale, est le principal allié de l'empereur Alexis I^{er} Comnène (1081-1118), en échange de l'exemption des droits de circulation sur les marchandises ; les Vénitiens s'installent en nombre à Constantinople, où leur présence semble bien accueillie ; les Grecs se rendent à la messe dans les églises des Latins, et réciproquement.

Pourtant, la première Croisade a fait naître le malentendu. Il a d'abord fallu empêcher les Croisés de piller sur leur passage, puis les forcer à prêter serment. L'appui byzantin aux chevaliers occidentaux s'est fait très vite plus que discret, justifiant aux yeux des Croisés de ne pas rendre à Byzance la seconde ville de l'Empire enfin recon-

12. - La horde croisée à Constantinople



La conquête de Constantinople, tableau de Palma il Giovane (1544-1628).

Quand les navires lèvent l'ancre, les petits chevaliers, persuadés de partir pour la Croisade, entonnent le « Veni Creator ». Seuls les chefs sont au courant de la destination réelle.

jours réticent et qui maintient son opposition, la promesse d'une réunion des églises dans le giron romain.

Le 23 juin 1203, les Croisés arrivent devant Constantinople. A leur grande surprise, ils constatent que les Byzantins n'attendent pas Alexis. Avec les Vénitiens, ils donnent donc l'assaut : les hommes du doge, qui connaissent le terrain, s'infiltrent dans la ville et ouvrent les portes ; le 17 juillet, Alexis III s'enfuit ; Isaac II est tiré de prison et son fils, couronné co-empereur, devient Alexis IV. Reste à exécuter le traité, sous la menace des armées croisées.

Quelques années plus tôt, le versement de 200 000 marcs d'argent, soit quelque 10 000 livres d'or, n'eût pas posé de problème. Mais Alexis III s'est enfui avec ses trésors, et le nouveau pouvoir, qui ne contrôle pas le territoire byzantin, doit lever cette somme sur la région de Constantinople. Or le peuple de la capitale est bien incapable de fournir une somme pareille ; aristocrates et églises refusent de payer. Rapidement, le peuple de la cité s'insurge contre ce qu'il assimile à une occupation et crie son refus de la soumission à l'Eglise romaine. Le faible empereur est incapable de lui imposer sa politique. Le 29 janvier 1204, un haut fonctionnaire, Alexis Murzuphle, se fait couronner empereur ; Isaac II meurt, Alexis IV est exécuté. Excessivement confiant dans les défenses de sa ville ou simplement inconscient, le nouvel Alexis V défie les Latins, chez qui les derniers événements ont fait taire les derniers scrupules.

Le 9 avril 1204, l'assaut commence. Un premier échec relance les réticences de ceux qui étaient venus aider un empereur chrétien à retrouver son trône et hésitent à ruiner une ville chrétienne, d'autant que le pape reste formellement hostile. Pourtant, le dimanche 11 avril, selon Robert de Clari, « les évêques prêchèrent des sermons au travers du camp et montrèrent aux pèlerins que la bataille était légitime, car les Grecs étaient traités et meurtriers, déloyaux puisqu'ils avaient assassiné leur seigneur légitime : ils étaient pires que les juifs. Les évêques disaient qu'ils absorbaient, de par Dieu et le Pape, tous ceux qui donneraient l'assaut, et ils commandèrent aux pèlerins de se confesser, de communier fort bien, et de ne pas

la Mère de Dieu et des saints, qui, depuis l'éternité, plaisaient à Dieu, ils les jetèrent à terre. Ils profanèrent les églises et les monastères, arrachèrent les enfants aux mères et les frères aux frères, violentèrent sans honte les vierges dans les enceintes sacrées, sans craindre le châtiement divin ni la vengeance des hommes. Ils torturaient les moines, les frappaient du poing, leur foulaient le ventre de leurs talons, roulaient de coups ces corps vénérables. Ils versaient le sang mortel sur les saintes tables. Tel était le respect des choses de Dieu de ceux qui portaient sur leurs épaules la Croix du Christ ! Ainsi leurs propres évêques leur avaient appris à se conduire ».

Tandis que le reste des forces byzantines se regroupe autour de Théodore Laskaris au nord-ouest de l'Asie Mineure, formant l'Empire de Nicée, Vénitiens et Croisés exécutent le partage prévu à la veille de l'assaut. Venise reçoit « le quart et demi » de l'Empire, essentiellement dans les régions maritimes, notamment la Crète, l'Ébée et les principales îles ioniennes et égéennes. L'Empire latin de Constantinople en reçoit le quart et demi à Baudouin de Flandre. Boniface de Montferrat se taille un royaume autour de Thessalonique, dont dépendent duché d'Athènes et principauté de Morée ; qui recouvre le Péloponnèse. A la place d'un Empire certes affaibli, mais encore une grande puissance, se met en place une mosaïque de forces médiocres. En définitive, la quatrième Croisade, outre la fortune de Venise, fait le lit des Turcs.

Certes, depuis des siècles, les deux moitiés de la chrétienté s'éloignent irrésistiblement l'une de l'autre. Les Occidentaux ne savent plus le grec, et le latin est devenu pour les Byzantins un objet d'archéologie. La naissance d'un Empire en Occident en 800 est regardée avec soupçon, d'autant que la papauté, qui faisait traditionnellement le lien entre Orient et Occident, se tourne vers les Carolingiens, puis vers les empereurs germaniques. La lutte est chaude pour la conversion des Slaves, gagnée au nord par Rome et au sud par Byzance. Ainsi aboutit-on, en juillet 1054, à la double excommunication entre les légats du pape et le patriarche Michel Cérulaire.

Pourtant l'événement passe quasiment imperçu sur le moment, même à Rome, car, pour la papauté, l'Empire d'Orient continue d'incarner la chrétienté orientale. En prêchant la première

quise, Antioche. Par la suite, les principautés franques d'Orient ont souvent eu le sentiment que l'Empire n'hésitait pas à s'entendre avec les Turcs contre elles.

Les avantages commerciaux consentis aux Vénitiens, puis, au cours du XII^e siècle, à d'autres Italiens, aboutissent à une véritable colonisation italienne à Constantinople. Le petit peuple, comme les boutiquiers, jaloux de la réussite des Occidentaux, développe un vigoureux sentiment antilatin. En 1171, les Vénitiens sont chassés de l'Empire, ce à quoi d'ailleurs les autres Italiens applaudissent discrètement. Et en mai 1182, les Latins de Constantinople sont massacrés et leurs maisons mises à sac. Dès 1185, les Vénitiens ont certes retrouvé leurs positions dans la capitale, mais ils n'ont plus confiance dans les Byzantins et rêvent d'installer sur les rives du Bosphore un pouvoir qui, leur devant tout, leur sera totalement favorable.

Par ailleurs, la conscience byzantine se cristallise sur l'originalité religieuse. Le schisme n'était, en 1054, qu'une querelle de prélat ; il devient un phénomène de masse. L'idée qui, à Rome, sous-tend la réforme grégorienne, la « liberté de l'Eglise », la séparation du domaine spirituel d'avec le temporel et la supériorité du premier sur le second, est aussi étrangère aux Byzantins que l'idée de croisade. Car c'est l'idée d'universalité qui fait partie de la conscience existentielle des Byzantins, et celle-ci s'exacerbe d'autant plus que la réalité politique s'en éloigne. Il ne pouvait par conséquent être question ni de céder devant les exigences d'un pape pourtant bien disposé, ni de rendre le pouvoir à un prétendant qui, profitant de l'affaiblissement d'un pouvoir impérial mis en coupe réglée par un système familial qui l'importait sur l'idée de l'Etat, arrivait dans les foyers de l'Occident.

L'Empire byzantin va mourir, mais debout.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les Croisades, de Cécile Morrisson, PUF, 1969.
- Les Croisades, de Michel Balard, MA Éditions, 1988.
- L'Orient des Croisades, de Georges Tate, Gallimard, collection « Découvertes », 1991.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Le rêve brisé de Frédéric II », par Michel Sot

ÉTRANGER

Deuxième anniversaire de l'invasion de l'émirat

Les Etats-Unis avancent la date de leurs manœuvres militaires au Koweït

Dans le but de «montrer l'engagement des Etats-Unis à assurer la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe persique» deux ans après l'invasion du Koweït par l'Irak, le gouvernement américain a annoncé, vendredi 31 juillet, qu'il s'apprêtait à envoyer 2 400 militaires au Koweït au cours des prochaines semaines, pour un exercice d'entraînement. Des soldats appartenant à des unités d'infanterie et de blindés de Fort Hood (Texas) et une unité des forces spéciales de Fort Campbell (Kentucky) ont reçu l'ordre de se prépa-

rer, a précisé le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams.

Prévues de longue date pour le mois de septembre, dans le cadre de l'accord de défense conclu après la guerre du Golfe, ces manœuvres ont été avancées en raison de la récente crise entre l'Irak et les Nations unies à propos de l'inspection du ministère de l'Agriculture à Bagdad. «Même si la situation a été réglée, nous avons décidé de continuer», a dit M. Williams. Cette mesure fait suite à la décision de Washington

d'envoyer une batterie de missiles anti-Scud Patriot au Koweït et une autre à Bahrein. L'US Navy et des unités des marines doivent en outre participer à des exercices avec les forces koweïtiennes à partir de la semaine prochaine. Les soldats de l'armée de terre doivent, eux, commencer à arriver dans l'émirat au même moment, mais la totalité des troupes n'y sera pas avant la fin du mois.

Dénouant la dernière décision comme un acte de «provocation», l'Irak a renoué avec son dis-

cours d'avant la guerre du Golfe en désignant le Koweït comme «une partie du territoire irakien». Vendredi, le quotidien *Al-Qadisiya*, publié par le ministère de la défense, affirmait que les dirigeants américains, britanniques et koweïtiens «ne peuvent modifier la réalité géographique», ni «changer ce que l'histoire a déterminé il y a des siècles», à savoir l'appartenance de l'émirat à l'Irak. La télévision diffuse depuis le début de juillet une émission tendant à prouver cette thèse. (AFP, Reuters.)

M. Saddam Hussein reconstruit

L'embargo, les sanctions et les menaces d'intervention n'y ont rien fait. A marche forcée et en réprimant brutalement toute contestation, le président Saddam Hussein a entrepris de reconstruire l'infrastructure de son pays dévastée par les bombardements de la coalition alliée durant la guerre du Golfe. La population bénéficie, certes, de ces grands travaux, mais, disent de nombreux opposants exilés, nul n'est dupe à Bagdad ni ailleurs : tout est mis au service des ambitions d'un homme, qui, même vaincu, n'acceptera jamais de déclarer forfait. Refaire l'Irak envers et contre toutes les difficultés est l'un des défis qu'il lance à la face du monde. Et la presse, entièrement contrôlée par le régime, se charge de répéter un message, sans doute exagéré, à l'intention de l'Irakien moyen qui n'en peut mais.

On en est au point, commente amèrement un diplomate occidental, où «avec le temps, tout paraît possible aujourd'hui en Irak». «Tout sauf la reconstruction d'un contrat social totalement brisé» nuance un opposant irakien qui veut rester anonyme. Saddam a brisé la trame de la société irakienne et il s'en soucie comme d'une guigne. Il a reconstruit et continue de le faire, mais il ne gouverne que par la force brutale, et le pays ne se remettra pas sur pied aussi longtemps que perdurera ce régime.

Selon des informations rapportées par des ressortissants de ce pays en voyage ou en exil, l'Irak, sur les cent trente ponts détruits par l'aviation de la coalition alliée, en aurait reconstruit près de cent quinze (l'un d'eux à Bagdad). La plupart des centrales électriques ont été elles aussi réaménagées en marche et la population ne subirait ni coupure ni rationnement de courant. Le système de purification de l'eau aurait été refait sur la quasi-totalité du territoire, à l'exception de certaines régions du Sud, notamment Bassorah, où le réseau des égouts est à refaire. Les lignes téléphoniques et télégraphiques ont été rétablies à Bagdad, après la remise en service de la majorité des centraux. Les lignes interurbaines demeurent toutefois défectueuses.

D'après la revue américaine

spécialisée *Petroleum International Weekly*, près de 80 % des raffineries de pétrole ont été remises en état. En particulier, la raffinerie de Dorah, près de Bagdad, qui fonctionnait à plein rendement, au rythme de 92 000 barils par jour, cependant que le complexe de Bejj, dans le nord-ouest du pays, en fournit 290 000. Les autorités irakiennes affirment pour leur part pouvoir produire aujourd'hui 2,5 millions de barils/jour. Mais ces indications ne sont pas vérifiées, indique un expert.

La production actuelle varierait, selon des sources occidentales, entre 400 000 et 500 000 barils/jour, dont 50 000 sont exportés (en dépit de l'embargo) vers la Jordanie et le Liban. Le ministère irakien du pétrole a annoncé, à la mi-mai, avoir achevé les travaux d'installation d'un nouvel oléoduc d'une cinquantaine de kilomètres de long, reliant le port de Fao, au sud, au terminal pétrolier offshore de Mina-al-Bakr, dans le Golfe. La véritable problématique demeure le stockage, la quasi-totalité des réservoirs ayant été détruits.

Les limites d'une ambition

Le gouvernement irakien a par ailleurs annoncé la construction d'un canal reliant Bagdad à Bassorah. Il a relancé les investissements dans les industries de consommation et promu un programme de bonification des terres. Au cours des derniers mois, la presse, principalement le quotidien *Al-Sawra*, a multiplié les annonces : projet de construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole, restauration d'une centaine de bâtiments à Bagdad, redistribution de 200 000 dunam (1 dunam = 1 000 mètres carrés) de terres agricoles, projet d'adduction d'eau potable pour Bassorah, travaux de restauration des sanctuaires chiites de Najaf, etc.

«Oui, le gouvernement irakien reconstruit», admet M. Adib Al-Jaber, ancien ministre irakien de l'Industrie, qui préside aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme, basée à Genève. «Mais la qualité de ces travaux laisse sceptique, non pas tant faute de moyens que de savoir-faire. Les ingénieurs irakiens sont au contraire très qualifiés. Mais parce qu'il

s'agit de bricolage. Les pièces de rechange sont transférées d'un ouvrage à un autre, d'une usine à l'autre, et sont déjà usées. Sans oublier que l'Irak, quelles que soient les compétences humaines par ailleurs, n'est pas encore en mesure de réaliser certains travaux très pointus.»

«Vrai, remarquent certains irakiens exilés qui demeurent en contact permanent avec leurs familles, mais il n'y a pas que du bricolage. Le régime irakien, à qui toutes les portes de l'Occident étaient ouvertes dans les années 80, s'est constitué des stocks considérables de pièces détachées. Il s'est par ailleurs emparé d'un «butin» lors du pillage du Koweït. Et puis, les infractions à l'embargo, via non seulement la Jordanie, mais également la Syrie, l'Iran, la Turquie, voire l'Arabie saoudite, permettent à Bagdad d'importer, même si c'est en quantités limitées, des équipements interdits par l'embargo. Il est enfin désormais certain, selon ces mêmes sources, que M. Saddam Hussein s'est constitué à l'étranger d'importantes réserves en devises et en or, difficiles à chiffrer : les estimations varient entre 5 et 30 milliards de dollars - et qu'il a créé des sociétés écrans au nom de personnes privées, malgré la saisie des avoirs de l'Etat à l'étranger.

Les irakiens, affirme M. Al-Jaber, ne sont pas dupes, mais ils ne sont pas davantage satisfaits de l'attitude de la coalition alliée, dont ils se sentent abandonnés. D'abord parce qu'ils sont les premières victimes de l'embargo, mais, surtout, parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi le Conseil de sécurité, qui met tant de vertu à voir appliquée la résolution 687 sur le cessez-le-feu, ne met pas la même acharnement pour l'exécution d'une autre résolution, la 688, qui exige un arrêt de la dépression contre le peuple irakien.

Judi 30 juillet, comme à l'unanimité, le Pentagone et le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Irak, M. Max Van der Stoep, ont justifié la multiplication des infractions à cette résolution.

MOUNA NAÏM

Le 2 août 1990, à l'aube

Le 2 août 1990 était un jeudi. La veille, les pourparlers ouverts à Djeddah (Arabie saoudite) pour tenter de rapprocher l'Irak du Koweït, accusé par Bagdad de lui voler son pétrole, d'empêcher sur son territoire et de pousser à la surproduction pour maintenir les prix du pétrole à un bas niveau, avaient été, faute d'accord, suspendus. Au même moment, la frontière était fermée entre les deux pays. Grâce à ses avions et à ses satellites d'observation, Washington, depuis plusieurs jours, y avait bien remarqué une concentration inhabituelle de troupes, mais sans, apparemment, en tirer de conclusion particulière : manœuvres, ultimes pressions...

A l'aube du 2 août, il fallut se rendre à l'évidence : les troupes de M. Saddam Hussein avaient traversé la frontière dans la nuit. En quelques heures, l'émirat, à peine plus gros que sa capitale ville et capitale, était occupé. La surprise fut totale, et les quelques poches de résistance ne parvinrent pas à retarder l'avance des troupes irakiennes, appuyées par des blindés et par l'aviation. Seul revers dans ce Blitzkrieg du désert : malgré le bombardement de son palais, l'émir Jaber réussit à se réfugier en Arabie voisine.

Tandis qu'un «gouvernement provisoire du Koweït libre», selon une technique éprouvée en d'autres circonstances, ébauchait la responsabilité de l'appel aux troupes de Bagdad, promettant, dès que sera assurée la stabilité dans le pays, l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple, les Etats arabes, consternés, faisaient assaut de prudence. Seuls l'Algérie, le Maroc et le Liban condamnèrent immédiatement le coup de force, les autres pays arabes attendant encore quelques heures avant de se prononcer.

Le président Bush, de son côté, déclara d'abord qu'«aucune action militaire n'était envisagée». Quelques heures plus tard, il haussait le ton, assurant avoir discuté d'une série d'opérations «à l'ordre militaire», avec ses experts du Conseil national de sécurité. Entre-temps, le porte-parole d'Indépendance, qui croissait dans l'océan Indien, était détourné vers le Golfe.

Plus significativement, Moscou, condamnant le coup de force et gelant ses livraisons d'armes à l'Irak, pourtant l'un de ses principaux clients. La redistribution des alliances consécutives à la fin de la «guerre froide» se manifestait, ici, avec éclat. L'Irak, qui n'avait pas compris la leçon de la révolution iranienne, allait le payer très cher.

LIBAN

Retour inopiné de M. Gemayel après un exil de quatre ans

A moins d'un mois des premières élections législatives au Liban depuis vingt ans, M. Amine Gemayel, ancien président de la République, hostile au gouvernement pro-syrien, est rentré, vendredi 31 juillet, inopinément au Liban, après un exil de quatre ans.

Il s'est aussitôt rendu auprès du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, qui comme lui, s'est prononcé contre le prochain scrutin en raison de la présence syrienne.

D'autre part, la communauté druze a décidé de suspendre la grève décrétée pour protester contre la prise de contrôle par l'armée de trois bâtiments, dans la région druze du Chouf (le Monde du 1^{er} août). M. Walid Joumblat, dirigeant druze qui a démissionné de son poste ministériel à cause de cette affaire, a déclaré souhaiter parvenir à un accord avec le gouvernement le plus rapidement possible. (AFP.)

Mais beaucoup reste à faire...

Suite de la première page

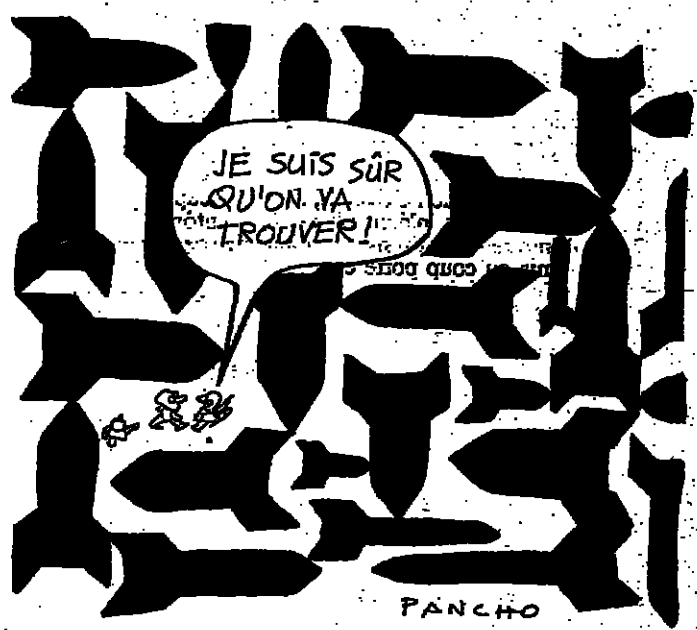
Chargée d'inspecter les armements nucléaires, chimiques, biologiques et balistiques, la Commission a entamé sa première visite, le 15 mai 1991, et effectué depuis lors quarante-trois inspections - la dernière en date étant celle du ministère de l'Agriculture, les 28 et 29 juillet. Au total, depuis mai 1991, cinq cents sites ont été visités et des patrouilles aériennes ont été assurées par des hélicoptères de l'ONU, avec deux cents heures de vol.

Si la commission a beaucoup fait, il lui reste à l'évidence encore beaucoup à faire. De la part de Bagdad, sa tâche est compliquée par un constant «refus de coopération et une dissimulation de l'information».

été détruits. Mais à ce jour, l'Irak refuse d'autoriser la destruction du matériel associé à son programme de production de missiles balistiques.

- Armes chimiques : Bagdad a reconnu avoir été en possession de 15 000 obus équipés de charge chimique, et de 3 500 tonnes d'agents chimiques divers. Selon des experts, l'Irak a été le troisième plus grand producteur d'armes chimiques au monde, devant seulement par l'URSS et les Etats-Unis.

- Armes biologiques : la plupart des activités irakiennes dans ce domaine étaient concentrées sur la recherche. La commission n'a pas encore trouvé de preuve de production d'armes biologiques.



mation». M. Ekoua a d'ailleurs menacé à plusieurs reprises de démissionner. Selon l'un des experts de la commission, «le problème se pose surtout au sujet de la capacité de production des missiles balistiques de l'Irak». Et pour l'AIEA, le problème majeur se trouve dans le centre nucléaire d'Al-Athar, dont les principales installations techniques ont été conçues pour la mise au point et la fabrication d'armes.

«Un ensemble impressionnant»

En revanche, disent les spécialistes de l'ONU, les autorités irakiennes se montrent coopératives en ce qui concerne l'élimination des armes chimiques et de leurs composants. Bagdad est d'ailleurs en train de construire à Al-Muthanna une usine pour la destruction de ce type d'armement qui devrait ouvrir en septembre prochain.

La commission spéciale éprouve beaucoup de difficultés à évaluer le pourcentage des armes irakiennes qu'elle a elle-même détruites, car, en l'absence de toute coopération de la part de Bagdad, elle ne peut compter que sur les informations fournies par les services de renseignement des pays membres de l'ONU, «avec parfois leurs propres intérêts politiques en tête», commente un diplomate. Devant le manque de collaboration de Bagdad, le Conseil de sécurité a dû intervenir plus de douze fois en l'espace de deux ans, pour lancer des avertissements aux autorités irakiennes.

Douze mois après le début de ses travaux, la commission spéciale dresse le bilan suivant concernant ses quatre champs d'investigation : - Missiles balistiques : onze inspections ont été effectuées ; 151 missiles, 19 lanceurs, 76 têtes chimiques, 9 têtes conventionnelles et 2 «super-canons» de 350 mm (ayant une portée théorique de plusieurs centaines de kilomètres) ont

- Armes nucléaires : l'AIEA a découvert trois projets clandestins d'enrichissement d'uranium. Selon cette agence, l'Irak avait «un vaste programme» de recherche nucléaire. Les autorités irakiennes refusent de fournir des renseignements sur ce programme et, surtout, rejettent toute vérification à long terme dans ce domaine.

Selon les termes du cessez-le-feu, l'Irak doit financer la destruction de ses principaux armements, et les résolutions 706 et 712 du Conseil de sécurité, outre qu'elles autorisent l'Irak à vendre une partie de son pétrole pour financer l'achat de vivres pour sa population, exigent également le financement par Bagdad des travaux de la commission spéciale. L'Irak n'ayant toujours pas accepté la vente d'une partie de son pétrole sous contrôle international, «la situation financière de la commission reste précaire», selon M. Ekoua, et ses activités se poursuivent «grâce à la contribution en espèces ou en nature des Etats membres».

Un inspecteur russe, M. Nikita Smidovitch, se dit «extrêmement impressionné» par l'expertise irakienne dans le domaine des armes de destruction massive. «Ils ont créé un ensemble impressionnant, confie-t-il. L'Irak était beaucoup plus avancé qu'on aurait pu le croire dans tous les domaines. Il était pratiquement autosuffisant en matière de missiles balistiques et, aussi pour le nucléaire...» «Très compétents», les spécialistes irakiens ont été formés «partout dans le monde». L'Union soviétique, bien sûr, mais aussi les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Pologne ont aidé les Irakiens, explique-t-il. Bagdad refuse formellement de présenter la liste des pays qui lui ont fourni des armes, se défiant, selon le dernier ministre des affaires étrangères irakien, de la «vengeance israélienne»...

AFSANÉ BASSIR POUR

EN BREF

■ ALGÉRIE : explosion d'une bombe près d'une mosquée. - Deux personnes ont été légèrement blessées par l'explosion d'une bombe vendredi 31 juillet, à l'heure de la grande prière hebdomadaire, près de la mosquée Salah Eddine El-Ayoubi, appelée «Kaboul», dans le quartier populaire de Belcourt à Alger. L'agence nationale APS a indiqué que l'explosion de l'engin - de faible puissance - avait endommagé un véhicule et provoqué des bris de vitres dans les immeubles environnants. (AFP.)

■ EGYPTÉ : plus de trois cents islamistes arrêtés. - Plus de trois cents intégristes ont été arrêtés en Egypte, dont onze dirigeants de l'organisation clandestine de la Jamia Islamiya, ainsi qu'un Soudanais et un Egyptien, a rapporté, samedi 1^{er} août, le quotidien officiel *Al-Ahram*. Parmi les personnes arrêtées figurent onze membres de la direction de la Jamia Islamiya, accusée d'être à l'origine des violences qui ont fait, en Haute-Egypte, une trentaine de morts depuis le mois de mars (le Monde du 30 juillet). (AFP.)

■ GRANDE-BRETAGNE : explosion de deux engins incendiaires dans la banlieue de Londres. - Deux engins incendiaires ont explosé, dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 juillet, dans des magasins de Mil-

ton Keynes (banlieue nord-ouest de Londres), où une demi-douzaine d'autres engins identiques ont été découverts intacts, a indiqué la police. L'un des magasins a subi des dommages importants. Les policiers de la brigade anti-terroriste de Scotland Yard ont également contrôlé l'explosion de l'une de ces petites bombes incendiaires, afin d'en étudier le fonctionnement. Ces engins, a précisé la police, sont semblables à ceux utilisés récemment par l'IRA dans des centres commerciaux anglais et nord-irlandais. (AFP, AP.)

■ ITALIE : arrestation du chef du groupe socialiste au conseil municipal de Milan. - M. Loris Zaffra, ancien responsable syndical et dirigeant du groupe socialiste au conseil municipal de Milan, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur la corruption dans la capitale lombarde, a annoncé, vendredi 31 juillet, la police italienne. Membre de la direction nationale du Parti socialiste italien (PSI) et ancien adjoint de la municipalité de Milan chargé de la construction, M. Zaffra est accusé d'avoir reçu des dessous-table lors de la concession de marchés publics dans un hôpital de la ville. (AFP.)

■ ROUMANIE : appel pour l'envoi d'observateurs aux élections. - Après l'adoption par le Parlement roumain

d'une loi très restrictive rendant le travail des observateurs nationaux «quasiment impossible», l'association Maires sans frontières a lancé un appel pour l'envoi «d'un maximum» d'observateurs lors des secondes élections générales libres en Roumanie, dont le premier tour doit avoir lieu le 27 septembre. Après avoir d'abord refusé toute présence d'observateurs nationaux à ces élections, le Parlement de Bucarest, dominé par des conservateurs, a posé de fortes conditions à leur présence dans les bureaux de vote. Ainsi, les observateurs pourront être condamnés à des peines allant de un à sept ans d'emprisonnement s'ils outrepassent le mandat fixé ; ils seront strictement contingents et assignés à un bureau de vote ; leurs associations ne pourront être financées par l'étranger.

■ La reprise des négociations israélo-arabes fixée au 24 août. - Les Etats-Unis et la Russie ont transmis à Israël et à ses voisins arabes des invitations, fixant au 24 août la reprise à Washington des négociations bilatérales. Selon un porte-parole de premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, les discussions se poursuivront pendant un mois, sans interruption, contrairement aux sessions précédentes qui ne durèrent généralement qu'une ou deux semaines. (AFP.)



EUROPE

Les combats en Bosnie-Herzégovine

Six « casques bleus » ukrainiens blessés à Sarajevo

Six « casques bleus » ukrainiens qui servaient un radar de localisation d'artillerie, près de Sarajevo, ont été blessés, vendredi 31 juillet, au cours d'une journée de bombardements continus et d'assauts d'infanterie serbe et bosniaque, a annoncé le porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU).

Dans la capitale bosniaque assiégée par des forces serbes depuis avril - et dont l'aéroport a dû être fermé pendant deux heures, vendredi, en raison de l'intensité des bombardements -, quinze civils ont été tués et soixante-dix blessés, selon Radio Sarajevo. Le ministre bosniaque de la défense,

M. Jerko Doko, a, pour sa part, affirmé que ses troupes avaient repoussé des assauts des unités serbes en leur infligeant « de lourdes pertes » et même réussi à progresser.

Suivant son habitude, l'ONU n'a pas révéqué elle-même pour responsable de l'intensification des combats et de tir sur ses positions. Cependant, le commandant en second de l'état-major de Sarajevo, le colonel Jovan Divjak, a reconnu implicitement que les défenseurs de la ville avaient pris l'initiative en certains points. Il a déclaré à l'AFP que les Serbes tentaient de s'emparer de deux axes routiers qui traversent la ville et que, pour prévenir leur offensive, l'armée bosniaque avait « lancé plusieurs attaques de diversion avec des résultats significatifs ». Selon la FOR-

PRONU, les pertes en combattants semblent avoir été très lourdes.

Les six Ukrainiens blessés servaient un radar de localisation d'artillerie de fabrication soviétique, le seul dont dispose actuellement l'ONU pour repérer les batteries des deux camps qui violent le cessez-le-feu, a indiqué le porte-parole des « casques bleus », M. Mik Magnusson. Les deux blessés les plus atteints ont été évacués sur Francfort dans un avion militaire américain.

De son côté, le dirigeant de la communauté serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a averti les Musulmans que « s'ils continuaient à refuser de négocier, ils risquaient d'être exclus d'un partage de la Bosnie-Herzégovine entre Serbes et Croates. Il a affirmé que les Serbes étaient prêts à faire des concessions pour permettre aux Musulmans de disposer de leur propre canton dans une Bosnie confédérale de type helvétique, mais, a-t-il ajouté, « le soutien à l'idée d'une Bosnie divisée en deux va croissant en Europe. Il serait bien mieux pour les Musulmans qu'ils entament immédiatement des négociations ». M. Karadzic a également revendiqué pour les Serbes de Bosnie une partie de la côte adriatique appartenant à la Croatie voisine. - (AFP, Reuters).

La Macédoine demande son adhésion à l'ONU. - La Macédoine a annoncé, vendredi 31 juillet, avoir demandé à adhérer à l'ONU bien qu'elle n'ait été reconnue que par la Bulgarie et la Turquie. L'opposition de la Grèce à une reconnaissance de l'ex-République yougoslave sous son nom de Macédoine, qu'Athènes estime appartenir exclusivement au patrimoine historique grec, a jusqu'à présent, empêché la CEE de reconnaître Skopje. Le président macédonien, M. Kiro Gligorov, a adressé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, une lettre rappelant que sa République était « parvenue à l'indépendance et à la souveraineté par des changements constitutionnels pacifiques et démocratiques ». - (Reuters).

LOIN DES CAPITALES

Le monde à part de l'eurocratie à Bruxelles

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

ENTRE la Grand-Place et le rond-point Robert Schuman, il y a quelque 3 kilomètres à vol de pigeon bruxellois. Mais, mentalement, le « quartier européen » de la capitale belge est à cent lieues du même. Trois fois rue Royale seulement s'écoulent les 16, rue de la Loi, bureau du premier ministre du roi Baudouin, du 200 de la même rue, emplacement du siège de la Commission. Il est rare que les voitures officielles et leurs escortes de motards les brûlent, tant les affaires du royaume et celles de la Communauté sont cloisonnées.

Symbole fortuit d'une Europe suspendue au résultat du référendum en France, le Berlaymont, quartier général de la Commission, est au demeurant une immense coquille vide, aucune décision n'ayant encore été prise sur la façon de la « restaurer ». En janvier, il faut en effet l'avancer pour cause d'insalubrité, bien qu'il n'ait que l'âge de la Communauté. La plupart de ses 3 300 locataires, sur les quelque 15 000 eurocrates en poste à Bruxelles, ont rejoint leurs collègues dans les nombreux immeubles réservés pour eux aux alentours. Les plus illustres, les dix-sept commissaires et leurs cabinets, se sont provisoirement installés au 45, avenue d'Audergem, à deux pas de leur ancien fief, dans un bâtiment banal appelé le Breydel, du nom d'une rue voisine sur laquelle donne le garage des huiles.

Indifférence

Ici, une bonne centaine d'habitants (sur les cinq cents journalistes accrédités, presque autant qu'à Washington) se retrouvent tous les jours à midi pour la conférence de presse des porte-parole de la Commission. Les Flamands et les Wallons peuvent menacer de s'écarter dans les Foursins, le premier ministre belge pressenti par le roi peut en être à son troisième mois de consultations pour la formation d'un gouvernement de coalition, aucune péripétie locale n'intéresse ces spécialistes travaillant par la question de savoir si la Commission va ou non présenter au conseil des ministres européens « une proposition de directive concernant les exigences de rendement pour nouvelles chaudières à eau chaude

alimentées en combustibles liquides ou gazeux ».

Tous les grands médias ont des bureaux dans quelques immeubles organisés pour eux au cœur de ce quartier tout en contraste, entre des maisons traditionnelles plus ou moins laissées à l'abandon et la pire des architectures modernes qui les remplacent. Le quartier est le quartier de l'Internationale Presse Center (IPC) est la ruche principale de ces « rédactions européennes ». Des politiciens belges essaient parfois de faire l'article dans sa salle de presse. Des partis, des associations, y invitent les journalistes étrangers. Peine perdue. Il se passe tous les jours quelque chose aux Communautés et les intéressés n'ont pas de temps à perdre pour des affaires personnelles ou pour tanner pour des « histoires belges ».

Transhumance perpétuelle

Des Belges, on en voit au moins un dans l'immeuble voisin, dit « le Charlemagne », où se tiennent, au rythme moyen de trois fois par semaine, les conseils des ministres des Douze. Les excellences arrivent généralement le matin, pour un début de séance vers les 10 heures, et repartent dans la fin des travaux, à moins qu'un méchant brouillard sur l'aéroport de Zaventem ne les piège quand le débat s'est transformé en marathon nocturne.

Pas de grands déplacements de motards, pas de coups de sifflet aux carrefours. Les ministres européens font partie du paysage dans le quartier. Bruxelles les ignore autant qu'ils l'ignorent. Mais il arrive que des agriculteurs mécontents débarquent par centaines d'autobus venus de toute la Communauté, bien décidés à lécher quelques cochons dans les couloirs des malfrats de la Commission. Ou que des Kurdes profitant de la présence des ministres des affaires étrangères à un « conseil affaires générales » pour venir crier des slogans contre Saddam Hussein dans une langue qu'ils sont seuls à comprendre. On semble alors bien content que les farces de l'ordre belge, placides et rompus à l'exercice, arrivent avec leurs chevaux de frise et leurs canons à eau pour rétablir le calme.

Le pendule de la rue de la Loi, de l'autre côté de l'immense chantier ouvert pour l'édification d'un nouveau siège du Conseil, est la rue Bellard, adresse du Parlement européen.



En transhumance perpétuelle, les cinq cent dix-huit eurodéputés se partagent entre Strasbourg, où ils tiennent leurs sessions plénières, et Bruxelles, où ont lieu leurs travaux de groupes politiques et de commissions. Beaucoup se plaignent de ce devoir d'ubiquité et affirment que leur travail serait de meilleur qualité si tout se passait en Belgique, près du Conseil et de la Commission. La vérité est qu'ils ne s'attachent nulle part, émergeant quand il le faut sur les listes de présence et reprenant vite l'avion en direction de leurs capitales respectives et de leurs intrigues nationales combien plus palpitantes.

Comme la Commission, le Conseil et le Parlement emploient quelques milliers de fonctionnaires et les payent bien (50 000 francs en moyenne pour les cadres). S'ils se retrouvent tous les matins aux abords du rond-point Robert-Schuman, une fois les enfants déposés dans les deux écoles qui leur sont réservées, ils s'éparpillent le soir dans quelques quartiers périphériques qui ont leur faveur. Ils y jouent généralement des villes au tarif fort. Une façon pour la Belgique de se rattraper sur cette clientèle exemptée d'impôts en raison de son statut international. Certains Flamands craignent que le droit de vote accordé aux Européens ne leur fasse perdre la majorité contre les Francophones aux conseils municipaux.

Récommançant, un universitaire a proposé, dans le *Libre Belgique*, que les institutions communautaires soient transférées à Waterloo, sur le site du champ de bataille, à une vingtaine de kilomètres au sud de Bruxelles. Ce serait tout un symbole et une manière d'honorer le souhait de Jean Monnet, partisan, pour l'Europe, d'un « district ayant sa souveraineté propre ». Mais c'est faire bien peu de cas des banquiers qui ont investi beaucoup d'argent dans les nouvelles constructions de l'« Espace Léopold » impart au Parlement des Douze et dans celles, futures, du Conseil. Encore quelques spéculations, quelques démolitions, et le « quartier européen » de Bruxelles sera un tout « homogène » de bureaux pour fonctionnaires, de salles de congrès et d'hôtels hors de prix pour députés et experts de passage. C'est en quelque sorte un Etat dans l'Etat, si encore il était sûr qu'il y ait un Etat belge.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

RUSSIE : la réforme de la Constitution

M. Boris Eltsine veut renforcer les pouvoirs présidentiels

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Partisan d'un Etat fort mais ennemi de toute sorte de dictature », M. Boris Eltsine a confié, mercredi 29 juillet, aux membres de la commission constitutionnelle du Parlement ses vues sur la réforme des institutions russes. Une réforme qui s'impose puisque ces institutions sont actuellement totalement hybrides. La Constitution en vigueur reste celle de Leonid Brejnev, tout juste amendée par M. Mikhaïl Gorbatchev en 1989. Certes, le président de la Fédération a été élu au suffrage universel, mais les membres du Parlement et du Congrès ont, dans leur grande majorité, été, en fait, choisis par le défunt Parti communiste.

M. Boris Eltsine souhaite que la nouvelle Constitution entre en vigueur dès 1993 et renforce les pouvoirs du président, c'est-à-dire les siens. Pour cela, il préconise tout d'abord la suppression pure et simple du Congrès, « un objet artificiel qui n'existe nulle part ailleurs ». Pour le président russe, « l'existence même [du Congrès] constitue une base permettant le viol de l'équilibre des pouvoirs, en provoquant le pouvoir législatif à intervenir dans les compétences des pouvoirs exécutif et judiciaire ». On se souvient qu'en avril dernier le Congrès, qui compte près de 2 000 hommes, avait violemment pris à partie M. Eltsine et s'était notamment opposé à l'adoption d'un nouveau statut de la terre.

Vers

un référendum ?

Si M. Eltsine veut transférer les pouvoirs actuellement détenus par le Congrès dans les mains du Parlement (Soviet suprême), composé d'environ 400 membres, il veut aussi limiter quelques-uns de ces pouvoirs. Le président devrait ainsi avoir un droit de veto sur tout acte législatif, veto qui ne pourrait être suspendu par le Parlement, qu'à la majorité des deux tiers, alors qu'une majorité simple suffit

aujourd'hui. Estimant qu'« un Etat fort est un Etat qui s'appuie sur une base législative bien établie et qui a accepté le principe général de la séparation des pouvoirs », le président russe souhaite aussi pouvoir continuer à nommer des représentants dans les régions et réguler le pouvoir exécutif. Il demande aussi la possibilité de faire appel lui-même au peuple par référendum. Quelle sera la procédure suivie pour adopter la nouvelle Constitution ? Si M. Eltsine estime que cette adoption doit passer par un référendum, il n'a pas été plus précis, notamment quant à la date et aux modalités de cette consultation. En avril dernier, le président russe avait en effet catégoriquement démenti le bruit selon lequel il s'apprêtait à dissoudre le Congrès par voie de référendum. Un mois plus tard, il était revenu

sur ce démenti en prénotant, de nouveau, l'organisation d'un référendum.

Celui-ci permettrait, de toute manière, d'avoir une idée plus précise sur l'état réel de l'opinion publique russe et sur son engagement en faveur des réformes démocratiques. Un récent sondage fait apparaître que M. Eltsine n'est plus le personnage le plus populaire du pays.

Si 24 % des personnes interrogées lui font une « confiance totale » et 33 % une « confiance partielle », ces chiffres passent respectivement à 28 % et 36 % pour le vice-président, M. Alexandre Roukotch, qui symbolise le courant nationaliste de l'équipe au pouvoir.

JOSÉ-ALAIN FRALON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle

Hollywood vote Clinton

Largement en tête dans les sondages, le rival de M. George Bush à l'élection présidentielle de novembre, M. Bill Clinton, obtient des appuis qui n'allaient plus, depuis des lustres, aux candidats démocrates. C'est ainsi que Hollywood, la Mecque du cinéma, penche pour lui.

LOS ANGELES

correspondance

« Hollywood a toujours préféré les gagnants », note le producteur de la Warner, Mike Braverman, pour expliquer le nouvel engouement du microcosme hollywoodien pour M. Bill Clinton. Presque inconnu il y a six mois, le gouverneur de l'Arkansas fait de plus en plus figure de vainqueur. En Californie, Etat crucial pour l'élection de novembre, il bénéficie d'une avance de plus de 30 points. Aucun président n'a été élu sans être vainqueur en Californie depuis 1912.

Au début de la campagne, des personnalités de Hollywood comme Mike Medavoy, président de Tri-Star Pictures, ne cachaient pas leurs préférences pour le candidat démocrate Bob Kerrey, un ancien combattant du Vietnam. Depuis la convention démocrate de New-York à la mi-juillet, les pontes des studios s'engagent de plus en plus pour M. Clinton. Le 13 août, Lew Wasserman, président de MCA Universal, l'une des personnalités les plus puissantes du cinéma américain, organise un dîner à 1000 dollars par tête dans sa villa de Beverly Hills. En une seule soirée, près de 0,5 million de dollars entreront dans la caisse du comité national du Parti démocrate. M. Wasserman, autrefois partisan du Californien Ronald Reagan, est un exemple de ces « Reagan democrats » qui, aujourd'hui, après douze années de domination du Parti républicain, se déclarent pour le changement.

Contre l'esprit de censure de Washington

A ce jour, M. Clinton a reçu 20 millions de dollars, dont 2,5 venant de Californie. Des personnalités comme Peter Guber, directeur de Sony Pictures Entertainment, Richard Dreyfuss, Warren Beatty, se sont déclarés en sa faveur. Lors des précédentes campagnes, Frank Wells, des studios Disney, le producteur Frederik Field, Barry Diller de la Fox, ont pu être classés parmi les plus gros donateurs individuels du Parti démocrate, avec des sommes dépassant les 40 000 dollars, souvent doublées grâce aux contributions de leurs épouses. De son côté, M. Bush continue d'être soutenu par Arnold Schwarzenegger. Il semble pourtant avoir perdu le soutien de Kevin Costner.

Avant même de bénéficier de l'apport des studios, M. Clinton avait trouvé dans la jeune génération des producteurs - en particulier ceux des émissions télévisées, considérés par les conservateurs comme des « gauchistes » - un soutien plus que financier. Le couple de producteurs Linda et Harry Bloodworth-Thomason, eux aussi originaires de l'Arkansas, ont aidé

le candidat dans sa préparation de la convention.

La productrice du feuilleton « Designing Women » s'est chargée de réaliser le film présentant le candidat démocrate et sa famille. Les Américains ont alors découvert les images « historiques », en noir et blanc, du président Kennedy serrant la main de l'adolescent Bill Clinton. Les conseils des Bloodworth-Thomason ont contribué à donner plus de charisme au gouverneur de l'Arkansas. Les deux cinéastes n'ont pas manqué d'insister sur l'enfance dramatique du candidat et sur son ascension courageuse « à la Hollywood ».

Avant de s'enticher de M. Clinton, une partie de Hollywood avait un moment été séduite par l'industriel Ross Perot, candidat indépendant potentiel. Katharine Hepburn avait soutenu le milliardaire texan. Jack Nicholson s'était dit intéressé. A la différence du candidat démocrate de 1988 Michael Dukakis, M. Clinton n'a réussi à conquérir Hollywood que tard dans sa campagne. L'absence de reprise économique avait tempéré l'enthousiasme des studios et des directeurs de télévision, en pleine restructuration. Mais les attaques répétées de l'administration républicaine contre les productions hollywoodiennes, jugées « décadentes », ont fini par irriter un petit monde très susceptible sur la question de la liberté d'expression.

Au début de la campagne, M. Bush avait poussé à la démission le directeur de la Fondation pour les arts (National Endowment for the Arts), John Frohman, sous la pression du candidat ultra-conservateur Patrick Buchanan. Ce dernier avait fustigé des subventions de la NEA à des œuvres d'art « pornographiques et blasphématoires ».

Le vice-président Dan Quayle avait, en juin, pris pour cible le feuilleton télévisé « Murphy Brown », qui n'aurait pas respecté les valeurs fondamentales américaines, notamment la famille, en présentant une héroïne enceinte avant le mariage. Les censeurs de Washington ont fini par laisser les producteurs de Hollywood.

M. Clinton a su aussi trouver un soutien important dans la communauté homosexuelle, en annonçant, le 18 mai, devant six cents personnes réunies au Palace Night-Club de Hollywood, un « projet Manhattan » contre le sida (1). Par ailleurs, le très puissant Comité politique des femmes de Hollywood (HWPC) soutient désormais le candidat démocrate et son épouse, l'avocate Hillary. Toutefois, les membres du HWPC, dont Barbara Streisand et Jane Fonda, accordent une priorité à la campagne de deux candidates féministes : Barbara Boxer et l'ancienne maire de San-Francisco, Dianne Feinstein.

L'apparition, en mai, de M. Clinton au journal de sexe, avec lunettes noires, sur le plateau d'Arsonio Hall, un présentateur noir vedette adulé par les jeunes, a enfin démontré qu'il se sentait parfaitement à l'aise dans le milieu du show-business.

RÉGIS NAVARRE

(1) Par allusion au programme de recherches pour la bombe atomique pendant la seconde guerre mondiale.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans la crainte de nouvelles violences

La grève générale lancée par l'ANC est attendue avec anxiété

L'Afrique du Sud s'apprête à vivre quarante-huit heures au ralenti, avec un sentiment d'attente teinté de fatalisme. La grève générale qui doit avoir lieu lundi 3 et mardi 4 août, à l'appel du Congrès national africain (ANC), du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) et du Parti communiste (SACP), n'a pas pu être évitée, au grand dam des principaux acteurs de la scène politique.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Personne ne souhaitait vraiment en arriver à cette extrémité. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le processus de négociations politiques, depuis l'échec de la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), avait conduit l'ANC à lancer une vaste campagne d'actions de masse (le Monde du 18 juin). L'objectif était clair : faire pression sur le gouvernement du président Frederik De Klerk, afin qu'il accepte l'instauration d'un gouvernement intérimaire - avec la participation de Noirs - et l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel, avant la fin de l'année.

Cette opération, menée crescendo, devait aboutir à des grèves générales au mois d'août si le gouvernement n'accédait pas aux revendications de l'ANC. Entre-temps, le massacre de quarante-cinq personnes dans le ghetto noir de Boipatong, le 17 juin, a raidi l'attitude des mouvements de libération, contraints de démontrer à leurs bases qu'ils n'étaient plus disposés à négocier avec un pouvoir considéré comme com-

plice de ce drame et peu enclin à mettre fin à la violence qui a fait plus de sept mille morts dans les cités noires en deux ans. M. Mandela annonçait alors que les discussions avec le gouvernement étaient suspendues et l'ANC se retirait de la CODESA, entraînant dans son sillage dix autres participants au forum.

L'ANC campe depuis lors sur ses positions, exigeant que le gouvernement réponde favorablement à ses demandes avant de renouer le dialogue. Le président De Klerk a bien laissé entendre à deux reprises qu'il était disposé à d'amples concessions, mais sans jamais en révéler le détail. Les deux parties ont cependant toujours pris soin, à chaque fois que l'occasion leur en était offerte, de rappeler qu'il n'existait pas d'alternative aux négociations.

Des observateurs de l'ONU

La communauté internationale, après une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations unies, a pris les uns et les autres au mot. Dans sa résolution 765, l'ONU a renvoyé des à dos le gouvernement et l'ANC, leur demandant de reprendre au plus vite les pourparlers. M. Cyrus Vance, l'ambassadeur du secrétaire général de l'ONU, qui vient de passer dix jours en Afrique du Sud et doit remettre ses recommandations à M. Boutros-Ghali la semaine prochaine, a réussi à organiser une rencontre officielle entre le gouvernement et l'ANC pour évoquer le délicat problème des quatre cent quarante prisonniers politiques toujours sous les verrous.

M. Vance a joué le rôle de catalyseur, donnant l'opportunité aux uns et aux autres de se parler de nouveau, sans perdre la face.

D'autre part, à la demande de l'ANC, et avec la bénédiction du gouvernement, M. Boutros-Ghali a accepté d'envoyer en Afrique du Sud douze observateurs chargés de contrôler le déroulement de la grève générale. Car dans un climat aussi lourd, des débordements sont à craindre.

La communauté noire n'est pas homogène. L'Inkatha, le parti conservateur dominant soutenu du chef Buthezi, désormais allié objectif du gouvernement, a pris position contre la grève. Les partis noirs d'extrême gauche, le Congrès panafricain (PAC), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et les syndicats proches de cette mouvance, qui devaient participer à la campagne d'actions de masse, se sont subitement désolidarisés du mouvement.

Les autorités viennent de déployer quelque cinq mille policiers et soldats dans les cités noires les plus turbulentes. « Pour rétablir l'ordre », selon le gouvernement ; « pour faire de la provocation », selon l'alliance tripartite ANC-COSATU-SACP. Conscients des risques de dérapages, les promoteurs de cette campagne de protestation ont adhéré à un « Code de conduite pour les manifestations », élaboré sous l'égide du Conseil sud-africain des Eglises (SACC).

Risque d'un retour en arrière

Le succès de ce mouvement est d'une importance capitale pour l'ANC et ses alliés. Car la reprise des négociations semble maintenant inévitable. Or M. Mandela, qui brandit des menaces mais sait tempérer les ardeurs des jusqu'au-boutistes, doit pouvoir estimer le soutien dont il dispose au sein de la communauté noire avant de s'asseoir de nouveau face au pré-

sident De Klerk. Une participation massive à la grève, aux manifestations de rues, et aux occupations de bâtiments officiels programmées pour le reste de la semaine, donnerait du poids à ses arguments.

Mais si les choses devaient dégénérer dans un nouveau déchaînement de violence, un dramatique retour en arrière serait inévitable, entraînant le pays vers l'état d'exception et une répression systématique, situation dont toute la population et l'économie nationale pâtiraient. Le parti de l'ANC et de ses alliés se retourneraient alors contre eux.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

RWANDA

Accord sur les modalités du cessez-le-feu

Les représentants du gouvernement rwandais et des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont signé, vendredi 31 juillet, à Addis Abeba, un accord sur les modalités d'application et d'observation du cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur vendredi à minuit. Les deux parties, qui négociaient depuis le 27 juillet dans la capitale éthiopienne sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, ont signé deux documents, concernant la constitution d'un « Groupe d'observateurs militaires neutres », et la mise sur pied d'une « Commission politico-militaire ». Le Nigeria, le Sénégal, le Zimbabwe et un quatrième pays africain restant à déterminer, doivent envoyer chacun dix militaires comme observateurs, l'opération étant financée par la France, la Belgique et les États-Unis. Selon une source officielle à Kigali, ces observateurs ne pourraient être déployés dans les délais escomptés. (AFP, Reuters).

CÔTE-D'IVOIRE : le chef de l'opposition amnistié

M. Laurent Gbagbo a été libéré après cinq mois de détention

Le chef de l'opposition ivoirienne, M. Laurent Gbagbo, en détention depuis la fin du mois de février, a été libéré vendredi 31 juillet, dans la soirée, au bénéfice de la loi d'amnistie votée mercredi par l'Assemblée nationale (le Monde du 31 juillet).

ABIDJAN

correspondance

Sans doute pour éviter que cette libération ne provoque des manifestations de joie devant la prison, autour de laquelle des petits groupes de militants se relayaient depuis quelques jours, le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) a été relâché en pleine nuit. M. Laurent Gbagbo a regagné son domicile à bord d'un véhicule escorté par des militaires, après cent soixante-cinq jours de détention.

Visiblement en bonne santé, il s'est dit « déterminé à poursuivre [son] combat » et a qualifié la loi d'amnistie de « hold-up politique ». « Un prétexte, a-t-il précisé, pour nous empêcher de réclamer la tête des militaires responsables des événements de Yopougon. »

Le champ de la loi d'amnistie s'étend en effet aux infractions « liées au maintien de l'ordre public » ; en bénéficiant donc aussi les militaires qui avaient été accusés de « viol » et de « tortures » dans la cité universitaire de Yopougon en mai 1991, par une commission d'enquête mise en place par le chef de l'Etat lui-même. C'est le refus

de ce dernier de sanctionner les coupables qui avait d'ailleurs provoqué la manifestation violente du 18 février au terme de laquelle plusieurs dizaines de responsables politiques et syndicaux avaient été arrêtés, puis condamnés à des peines de un à deux ans de prison ferme.

Outre cette loi d'amnistie, le gouvernement a décidé de doter le système judiciaire ivoirien d'une loi « anticasseurs » qui prévoit des peines allant de six mois à vingt ans de prison pour les « instigateurs et organisateurs » de manifestations violentes. Adoptée par l'Assemblée selon la procédure d'urgence, cette loi « donnera une arme à notre démocratie pluraliste », a affirmé un député du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, au pouvoir), pour lequel « la crainte du gendarme est le commencement de la sagesse ».

JEAN-KARIM FALL

TOGO : Lomé paralysée par une grève générale. - La ville de Lomé a été paralysée, vendredi 31 juillet, par la grève générale lancée par le Collectif de l'opposition démocratique (CODD-2) après le décès, mercredi, de Tavi Amoria, un des dirigeants de l'opposition (le Monde du 1^{er} août). Les rues de la capitale sont restées calmes, mais la crainte de nouveaux attentats régnait toujours dans les milieux politiques. Les dirigeants des principaux partis d'opposition se sont réfugiés dans une semi-clandestinité. (AFP)

DIPLOMATIE

Fen vert de la Commission de Bruxelles à la candidature de Stockholm

La Suède devra souscrire à la politique étrangère et de sécurité de la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne a rendu, vendredi 31 juillet, un avis favorable à la demande d'adhésion de la Suède à la Communauté (nos dernières éditions du 1^{er} août). Mais il n'y a pas de malentendu possible : c'est aux dispositions de l'Europe de Maastricht et à ses développements à venir que la Suède est invitée à souscrire, si possible sans restrictions mentales. En effet, comme tient à le préciser la Commission, c'est à une Union européenne, « caractérisée par l'établissement d'une Union économique et monétaire impliquant à terme l'adoption d'une monnaie unique, par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, doublée du cas échéant d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune, par l'instauration d'une citoyenneté européenne, par une coopération étroite dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ainsi que par le renforcement de la cohésion économique et sociale », que la Suède devra adhérer.

D'autres candidats

L'intégration économique de la Suède, pays prospère, socialement avancé ne devrait pas soulever de problème majeur, sinon quelques difficultés spécifiques, en particulier pour adapter l'agriculture aux contraintes d'une Europe verte en moyenne plus compétitive. L'interrogation sur ce que sera le comportement suédois se situe ailleurs : elle porte sur la manière dont les autorités de Stockholm accepteraient de jouer le jeu de la politique étrangère et de sécurité commune, c'est-à-dire sur ce que deviendra la neutralité du pays.

La Commission constate que « la participation pleine et entière de la Suède à la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne semble faire l'objet d'un consensus », mais décline néanmoins « certaines réserves » à propos de la défense commune qui apparemment la préoccupent. Elle recommande donc que les Douze veillent, lors des négociations, « à ce que la Suède fournisse des assurances spécifiques et contraignantes en ce qui concerne son engagement politique et sa capacité juridique à remplir ses obligations en la matière ».

La Commission se montre d'autant plus sourcilieuse que la vague de négociations qui se prépare

concerne notamment quatre pays neutres, qui ne considèrent pas forcément tous avec la gravité qu'on souhaiterait à Bruxelles cette perspective de défense commune, et que, par conséquent, il est important, chaque fois que l'occasion s'en présente, de marteler le bon message. « Nous avons besoin d'assurances formelles. Selon quelle formulation ? Ce sera à voir pendant la négociation », a commenté vendredi le vice-président néerlandais Frans Andriessen en présentant l'avis de la Commission.

Celle-ci, qui a transmis aux Douze son avis sur la candidature de l'Autriche voilà un an, soumettra à l'automne ceux concernant la Finlande et la Suède. Si la Norvège fait acte de candidature à cette époque, elle s'efforcera d'accélérer les travaux préparatoires pour que les négociations avec l'ensemble des pays de l'AELE candidats puissent se dérouler parallèlement.

Conformément à ce qui a été décidé par le Conseil européen de Lisbonne, en juin dernier, les pourparlers débuteront après que le traité paraphé à Maastricht aura été ratifié et qu'un accord sur la programmation budgétaire de la Communauté pour les cinq années à venir aura été conclu. M. Andriessen a précisé que la première condition posée, celle ayant trait à la ratification de Maastricht, impliquait qu'une solution ait été trouvée au problème posé par la victoire du non au référendum danois.

Quand l'adhésion de la Suède et des autres pays de l'AELE candidats deviendra-t-elle effective ? On parle souvent, comme d'une éventualité vraisemblable, du 1^{er} janvier 1995. « Il n'y a pas de date-cible officielle », a répondu M. Andriessen, qui a en outre remarqué qu'on avait parfois tendance à sous-estimer le travail à accomplir pour mener les pourparlers à leur terme.

PHILIPPE LEMAITRE

Confirmation de la « prochaine » visite de M. Eltsine au Japon. - Le ministre russe des affaires étrangères a confirmé, vendredi 31 juillet, que M. Boris Eltsine se rendrait prochainement au Japon, en dépit des divergences sur le conflit entre Moscou et Tokyo au sujet de l'archipel des Kouriles. Le Japon souhaite récupérer ces îles annexées par l'URSS en 1945, mais les conservateurs russes sont opposés à cette restitution. Des députés russes avaient souhaité le report de cette visite (le Monde du 30 juillet). (Reuters)

ASIE

Nouveau gouverneur de Hongkong

M. Chris Patten a adopté une attitude moins conciliante à l'égard de la Chine

Dans les jours qui ont suivi son entrée en fonctions le nouveau gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a adopté une attitude plus ferme à l'égard de Pékin dans le processus devant mener à la rétrocession du territoire, le 1^{er} juillet 1997. Les Chinois ont répliqué en bloquant les négociations sur le financement du futur aéroport de Hongkong ; la réunion bilatérale de jeudi 30 juillet n'a rien donné et aucune date n'a été fixée pour une prochaine rencontre. C'est dans ce contexte que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, vient d'effectuer une visite dans la colonie britannique.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Il est trop tôt pour déterminer si M. Patten se livre à un exercice d'illusionnisme ou s'il entend réellement mettre en pratique ses idées avant d'amener l'Union Jack sur « la Perle de l'Orient ». Le fait est, en tout cas, que le ton de l'ancien chef du Parti conservateur britannique contraste avec celui de son prédécesseur, Lord David Wilson, depuis qu'il a pris ses fonctions le 9 juillet. Au plus grand agacement de Pékin.

Lord Wilson, en diplomate chevronné membre de ce que les critiques ont baptisé « le gang des shoguns » du Foreign Office, insistait sur la nécessité d'une « convergence » entre Londres et Pékin pour assurer la « continuité » du processus menant à la rétrocession de Hongkong. M. Patten, lui, a promis de se montrer « courtois mais ferme » avec le régime communiste chinois. Il s'est également dit décidé à fournir à la colonie un

gouvernement « ouvert et accessible », présentant comme une évidence le fait qu'en tant que chef de l'exécutif il était « responsable » devant ce qui était l'ancien Parlement - le Conseil législatif, ou Legco - dont le rôle se limitait jusqu'à présent à entériner les décisions du représentant de la Couronne.

C'est bien ce qui inquiète Pékin. Le Legco est composé, outre les gens de confiance du pouvoir colonial, de députés élus qui réclament une démocratisation du système avant 1997. Ceux-ci font pression sur M. Patten pour qu'il tienne compte, dans la composition de son gouvernement, de la volonté exprimée en 1991 par l'électorat contre une trop grande docilité envers Pékin. « C'est une question qui ne me regarde en rien, et qui ne regarde en rien la Chine », s'est contenté de déclarer, à l'issue de sa visite, un M. Hurd qui sait ne plus pouvoir imposer à un proche de M. John Major les volontés de son ministre.

Dès son arrivée, M. Patten avait donné le nouveau la, par quelques formules bien senties : « La confiance, c'est une voie à double sens », avait-il dit à l'intention de Pékin. Ou : « Gouverner, c'est diriger les gens tout en laissant (à d'autres) le bénéfice du doute. » Une idée qui n'a guère cours en Chine. Dans son discours de prise de fonctions, il s'était attardé - pesamment, au goût de Pékin - sur l'atout « majeur » dont Hongkong avait bénéficié pour devenir une des sociétés les plus prospères de la planète : « le règne de la loi ». C'est-à-dire la prééminence du droit sur la volonté politique.

Comme pour illustrer son propos, le nouveau gouverneur a autorisé la divulgation de ce qui était ici le plus secret des secrets d'Etat, le montant des avoirs en devises de

la colonie : 226,8 milliards de dollars Hongkong (147 milliards de francs). Le geste était destiné à signifier l'impudence de Londres et de Hongkong face aux difficultés créées par Pékin dans la mise en chantier du nouvel aéroport, symbole voulu par la colonie des promesses qui lui ont été faites sur la pérennité de son système capitaliste après 1997.

La « diplomatie du mégaphone »

M. Patten avait fait savoir, à son arrivée, qu'il entendait étudier le fonctionnement des institutions avant de prendre les décisions lui incombant, telles que la formation d'un nouveau Conseil exécutif (Exco, cabinet). Il n'a pu toutefois empêcher une première prise de bec avec Pékin.

Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, l'a accusé de vouloir « bouculer » la Chine en laissant échapper des « fuites » en direction de la presse sur les négociations en cours pour assurer le financement de l'aéroport. M. Patten a répliqué à Pékin d'« user » de la diplomatie du mégaphone ». La Chine s'efforce de lier son accord à l'exclusion des instances dirigeantes des députés « subversifs » ainsi qu'à l'abandon de tout projet de réforme institutionnelle accroissant le nombre d'élus au scrutin universel lors de la prochaine consultation, en 1995.

M. Hurd s'est montré évasif sur un autre sujet d'actualité, celui de savoir si les membres de l'Exco nommés après 1995 seront autorisés à servir au-delà du 1^{er} juillet 1997. La Chine, là encore, voudrait éviter de s'engager dans pareille solution « de transit », tandis que l'opinion de Hongkong semble y attacher de l'importance.

De nouvelles consultations auront lieu lors d'une visite de

M. Patten à Pékin et d'une rencontre entre les chefs des deux diplomates à New-York en septembre. En attendant, M. Patten jouit d'un court état de grâce. Il a su, à son arrivée, donner une image plus moderne et moins hautaine que son prédécesseur, renonçant à l'uniforme colonial blanc que portait Lord Wilson dans les grandes occasions.

Il a même accepté de recevoir une pétition de défavorisés manifestant devant sa résidence. Bien perçu par l'instant par l'opinion, il lui reste quelques semaines pour bâtir la stature nouvelle qu'il entend donner à sa fonction avant que l'inévitable ne se produise : la confrontation avec Pékin qui, en dépit de ses démentis, entend commencer dès à présent à gouverner dans l'ombre la place financière.

FRANCIS DERON

VIETNAM : visite du vice-premier ministre russe. - « L'affirmation que la Russie n'abandonnera pas ses intérêts au Vietnam, un pays qui avait de bonnes relations traditionnelles avec l'ancienne URSS », a déclaré, vendredi 31 juillet, à Hanoï, le vice-premier ministre russe, M. Valeri Makharadze a précisé que « les relations entre les deux pays ne peuvent plus être bâties sur l'ancien modèle, c'est-à-dire d'un grand à un petit frère, mais sur des principes d'intérêt mutuel ». La rencontre avec ses interlocuteurs vietnamiens, qu'il a qualifiés de « tendue mais intéressante », n'a pas permis de décaler d'accord sur le remboursement de la dette vietnamienne, évaluée à 10 milliards de roubles. Par ailleurs, M. Makharadze n'a pas voulu se prononcer sur l'avenir de l'ex-base soviétique de Cam-Ranh. (AFP)

SOCIÉTÉ

Quatre ans d'emprisonnement requis contre le principal inculpé dans l'affaire du sang contaminé

Les « manipulations » du docteur Garretta

Au nom du ministère public, M^{me} Michèle Bernard-Requin a requis, vendredi 31 juillet, une peine de quatre ans d'emprisonnement contre le docteur Michel Garretta et une amende de 500 000 francs, devant le tribunal de Paris qui examinait l'affaire du sang contaminé. Il s'agit des maxima prévus par la loi sur les fraudes.

Un vent de fronde, un souffle de colère. En prenant la parole, le substitut du procureur de la République ne pouvait ignorer la contestation sourde bruisant dans le prétoire. Une révolte mêlant tout à la fois amertume à l'égard d'une justice se déployant dans une chambre correctionnelle et non en cour d'assises, et respect pour des juges qui, depuis six semaines, s'appliquent à juger sérieusement.

M^{me} Michèle Bernard-Requin en prit la mesure dès les premiers mots de son réquisitoire. Non sans mérite ni témérité, elle fit part de ses interrogations en citant le chancelier Henri-François d'Aguesseau, juriste du Siècle des Lumières qui, s'adressant à des magistrats, les avait avertis : « Vous jugez les hommes, mais les hommes jugent la justice. » C'était dire en peu de mots combien un procès peut parfois susciter des frustrations diverses.

« La question est posée, lança M^{me} Bernard-Requin. Comment pouvons-nous réparer l'insatisfaction des victimes frappées par une maladie maudite ? Comment répondre à ce sentiment d'injustice ? Et comment répondre à l'insatisfaction des inculpés qui vivent comme des bêtes émissaires ? Je pense depuis plusieurs mois que ce procès a été plus le procès de la médecine et du sida. C'est le procès du silence et de l'indifférence. Pourrions-nous juger ? »

Oui, peut-on bien « juger » tant de souffrances, un drame si collectif ? C'est abominablement, cet exutoire ne peut générer que des insu-

risfactions », a reconnu par avance le substitut, qui a justement énuméré toutes les « questions fondamentales auxquelles la justice ne peut pas répondre » et qui forment pourtant comme la trame de ce procès. Ainsi d'une santé publique dont nul ne peut ignorer qu'elle est dominée par son coût, ainsi d'une organisation de la transfusion sanguine en France, précisément revue et corrigée à la veille de ce procès, ainsi de cette race de médecins-généralistes aspirés par la gestion au détriment de la médecine, ainsi de la place prééminente prise par des conseillers ministériels « sans statut propre et difficilement détachables du ministère ».

Et après six semaines de procès, presque au terme de cette plongée dans l'univers médical, industriel, administratif et politique, M^{me} Bernard-Requin a insisté sur l'incroyable évaporation de l'information en France au fur et à mesure qu'elle atteignait les hautes sphères politiques : « Les ministres pouvaient beaucoup et savaient peu », dit-elle. Et le substitut s'étonna de cette propension à « édulcorer », de cette « tendance à arrondir » toute nouvelle alarmante dans la haute fonction publique. Alors seulement M^{me} Bernard-Requin prit le risque d'aller à contre-courant de la conviction des victimes hémophiles présentes dans le prétoire car « le rôle du ministère public, affirmait-elle, n'est ni de plaire ni de déplaire ».

Une abstention coupable

Rappelant qu'il appartient au seul Parlement de saisir la Haute Cour de justice, réaffirmant que le chef d'inculpation d'emprisonnement réclamé par certaines des parties civiles n'est pas approprié dans la mesure où l'intention homicide, la volonté de donner la mort ne sont pas réunies, elle fut pour la première fois interrompue par des protestations.

Le président Jean-Louis Mazières dut intervenir et s'adresser aux hémophiles et à leurs proches : « Je ne serai pas digne de

rendre un jugement si l'on ne peut ici réquérir ou plaider dans le silence. Je vous l'ai déjà dit : vous entendrez des choses qui ne vous plairont pas. C'est ainsi. Je ne laisserai pas plaider dans les jours à venir les avocats sous les huis. Ce n'est pas possible. »

Le substitut put alors reprendre : « Il n'y a pas eu crime. Il faut s'en tenir aux qualifications légales. C'est une garantie pour les citoyens de rester dans les liens du droit quelle que soit la vague qui porte l'opinion publique. » Puis le ministère public analysait les responsabilités des quatre inculpés, situés « au point géométrique de la pleine connaissance et du pouvoir de décision ».

Les silences du docteur Allain

Ce fut d'abord au tour du docteur Robert Netter, soixante-cinq ans, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, « le moins lourdement responsable ». Le substitut rappela que « la loi commande simplement un minimum de charité légale dans nos sociétés ». Ce minimum-là, selon elle, ne fut pas assuré. Conscient du danger, tenu régulièrement au courant des avancées scientifiques et médicales sur le sida, tout particulièrement à partir de 1983-1984, membre du Comité national de l'hémophilie et de la Commission consultative de la transfusion sanguine, le docteur Netter fait preuve en 1985 d'une « abstention coupable qui équivaut à de la complicité », explique le magistrat.

Il pourrait téléphoner, demander un rendez-vous au ministre. Il n'en fait rien. Il déclare même à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), au printemps 1985, que la qualité des produits du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) « ne fait aucun doute ». M^{me} Bernard-Requin requiert contre ce « législateur silencieux » deux ans d'emprisonnement avec sursis.

Le ton sera plus sévère à l'encontre du professeur Jacques Roux, soixante-neuf ans, ancien directeur

général de la santé. Ce dernier, absent en raison d'une hospitalisation décidée en urgence mercredi, « n'ignore plus rien des risques du sida et du degré de la contamination dans la région parisienne depuis janvier 1985 », selon le ministère public.

M^{me} Bernard-Requin décrit un haut fonctionnaire à la « position incohérente, contradictoire, qui avance, qui recule ». Le professeur Roux globalise le danger et ne voit que le problème de la généralisation des tests, dit-elle. Je crains qu'il n'ait pas pensé aux hémophiles, estimant que c'était marginal. Le reproche essentiel qui lui est adressé, comme au docteur Netter, est de ne pas avoir alerté son ministre.

Et le substitut rappelle que le professeur, « grand épidémiologiste », a avoué devant le tribunal son erreur : « J'aurais pu prévenir... Je ne l'ai pas fait. » « Je ne peux admettre que le directeur général de la santé ait laissé faire, lance le substitut. On ne peut accepter impunément un poste de prestige et d'autorité. Je me demande si l'idée de renoncer pendant plusieurs mois, en France, à l'auto-suffisance en matière de dérivés sanguins ne l'a pas complètement arrêté. »

Puis qu'il a « gravement failli à sa mission », mais tenant compte de ce qu'il fut le premier en Europe, en 1983, à signer une circulaire recommandant des mesures de sécurité lors des collectes de sang, M^{me} Bernard-Requin requiert quatre ans d'emprisonnement avec sursis contre l'ancien directeur général de la santé.

Abordant alors le cas des docteurs Jean-Pierre Allain, quarante-trois ans, et Michel Garretta, quarante-huit ans, le substitut déclare : « Ils se sont comportés comme des pires des marchands, comme des boutiquiers sans scrupules. Ils ont soldé leurs lots commerciaux, considérant les hémophiles comme des clients et ils viennent exiger de la particulière et, pourquoi pas, de la noblesse du sang. »

Mais M^{me} Bernard-Requin va nuancer son portrait du docteur Allain, en s'indignant qu'un des

parties civiles l'ait comparé au docteur Mengele, de sinistre mémoire, qui sévissait au camp d'extermination d'Auschwitz : « C'est faux, c'est une malhonneteté. Je rejoins M^{me} Nicole Dreyfus et Michel Zanol. Je ne peux pas admettre qu'on dise qu'il s'est servi de ses petits malades comme de cobayes, qu'il a tiré au sort les hémophiles. Ceux-ci furent les premiers à être protégés, à bénéficier de produits chauffés. Il est inadmissible qu'on en rajoute. M^{me} Lesné, qui est venu témoigner à votre barre, a eu le courage de le dire. »

Le substitut lui reproche en revanche ses silences, ce « devoir de réserve » qu'il s'impose alors qu'il est médecin, sa réticence systématique des informations dont-il dispose en tant que spécialiste de l'hémophilie et responsable de la recherche au CNTS. Médecin-conseil de l'Association française des hémophiles, il se tait. « Les hémophiles ont pourtant pour lui un visage et lui aussi pour les hémophiles », s'étonne le magistrat, qui requiert contre ce médecin, en proie à une légère schizophrénie selon son propre diagnostic, quatre ans d'emprisonnement avec sursis et 100 000 francs d'amende.

« Combien de marionnettes et de ficelles... »

Au moment d'évoquer les responsabilités du docteur Garretta, toute mansuétude disparaît. « J'ai cherché plus qu'on ne peut le croire des circonstances atténuantes, dit M^{me} Bernard-Requin. Mais on va le voir manipuler, mentir, compromettre sans aucun état d'âme. » Selon le substitut, le docteur Garretta ambitionne essentiellement, en 1985, de justifier l'investissement de 14 millions de francs consenti pour la construction de l'usine des Uba et d'écouler ses stocks de produits contaminés coûte que coûte. Il lui faut « rester, tenir, garder le pouvoir au CNTS ».

Et le magistrat énumère les organismes placés sous l'influence du docteur Garretta, qui verrouille ainsi toutes les décisions : le

Comité national de l'hémophilie, la Commission consultative de la transfusion sanguine, le conseil d'administration de la Fédération de la transfusion sanguine, les experts et leurs groupes, sous-groupes et assemblées, l'Association française des hémophiles elle-même.

« Combien de marionnettes et de ficelles quand on lit ce dossier ! Et le docteur Garretta les a toutes entre ses mains. Il possède une capacité exceptionnelle de manipulation... Il manipule aussi la direction générale de la santé et les autorités de tutelle », affirme le substitut. Et le ministère public relève avec quelle prémonition l'inculpé, dans une lettre du 19 juin 1985, adressée aux Centres de transfusion sanguine, conseillait fermement à ces derniers de souscrire des polices d'assurances « pour anticiper sur une responsabilité future ».

« Les hémophiles ont été complètement floués, trompés, conatus M^{me} Bernard-Requin. Une certaine d'inculpés à ses côtés l'aurait bien arrangé. J'ai vu qu'il avait envoyé au juge d'instruction une liste fort longue. Mais le docteur Garretta a voulu être seul au pouvoir. Peut-être aura-t-il le courage de tomber seul ou presque seul. »

Le substitut requiert alors quatre ans d'emprisonnement ferme et 500 000 francs d'amende contre l'ancien directeur du CNTS. Ce sont les maxima prévus par la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. Le magistrat demande en outre que le tribunal envisage, lorsqu'il rendra son jugement en octobre, de délivrer sur-le-champ un mandat de dépôt contre le docteur Garretta.

M^{me} Bernard-Requin se réjouit. Ses réquisitoires ont duré trois heures et demie. A 10 mètres d'elle, en contrebas, le docteur Garretta, littéralement sonné, reste sur le banc des prévenus alors que tout le monde se lève.

LAURENT GRELSAMER

ESPACE

Avec la mise en orbite de la plate-forme Eureka

Mission européenne pour la navette Atlantis

La navette américaine Atlantis a décollé, vendredi 31 juillet à 15 h 56 (heure française), de Cap-Canaveral (Floride), avec un équipage de sept hommes, dont deux Européens, le Suisse Claude Nicollier et l'Italien Franco Malerba. En raison d'ennuis de dernière minute, la NASA annonçait cependant un important retard du largage de la plate-forme européenne récupérable Eureka (European Retrievable Carrier) prévu à l'origine samedi 1^{er} août à 9 h 51 (heure de Paris). Au cours de cette mission de sept jours (la quarante-neuvième d'une navette, et la douzième d'Atlantis), les astronautes doivent aussi expérimenter un spectacle spectaculaire « satellite à fils italiens ».

Elle aurait dû être lancée début 1988. L'explosion tragique de la navette Challenger, qui fit sept morts en janvier 1986 la renvoya dans son hangar. Aujourd'hui, pourtant, la plate-forme récupérable Eureka de l'Agence spatiale européenne (ESA) ne porte pas son âge, et n'a toujours pas d'équivalent dans la panoplie spatiale américaine ou russe.

Cet engin de 4,5 tonnes (il s'agit du plus gros satellite jamais construit en Europe) peut être considéré comme un compromis entre le laboratoire habité (de type Spacelab ou Mir) et les plateformes scientifiques récupérables comme le LDF (Long Duration Facility) de la NASA. A l'instar du LDF, Eureka sera abandonnée dans l'espace par la navette, qui viendra la récupérer lors d'une mission ultérieure. Mais à la différence de l'engin américain, passif, elle se comporte, en orbite, comme une véritable petite station télécommandée, capable de « dialoguer » avec le sol. Les chercheurs pourront recevoir régulièrement les données des quinze expériences embarquées (1), et même surveiller le déroulement de certaines grâce à une caméra vidéo. Ils pourront

aussi modifier le fonctionnement de leurs instruments en envoyant des ordres à la plate-forme.

Cette dernière n'étant « visible » depuis le sol que durant 3 % du temps de sa mission, un ordinateur embarqué stocke les données pour les « cracher » à grande vitesse chaque fois que la plate-forme passe au-dessus de l'une de ses stations de contrôle situées à Maspalomas (îles Canaries), Kourou (Guyane), et Perth (Australie). Les ordres du sol sont enregistrés de la même manière par la mémoire de bord, ce qui permet un fonctionnement

en automatique de la plate-forme le reste du temps.

Eureka devait être larguée par Claude Nicollier, à l'aide du bras télémanipulateur de la navette. Déployée à environ 425 kilomètres d'altitude, la plate-forme européenne devait ensuite gagner par ses propres moyens son orbite opérationnelle, à 525 kilomètres. Elle devrait y passer quelque huit mois, à l'issue desquels les techniciens de l'ESA lui donneront l'ordre de redescendre à 315 kilomètres, pour un rendez-vous avec une navette. Récupérée et déposée dans la soute

à l'aide du bras manipuleur (mané à nouveau par Claude Nicollier), Eureka sera ramenée sur Terre pour y être révisée, et équipée de nouveau matériel en vue d'une deuxième mission.

Cette récupération est programmée pour avril 1993. Mais, en prévision d'éventuels problèmes de bouleversements du calendrier des navettes, la plate-forme a une autonomie de dix-huit mois en orbite. Eureka est prévue pour pouvoir effectuer cinq missions en une dizaine d'années.

Coût de l'opération : 2 milliards de francs

Deux nouveaux vols sont envisagés, et un consortium privé international pourrait ensuite la commercialiser à l'utilisation de la microgravité s'avérant économiquement rentable (ce qui semble loin d'être le cas actuellement). Le coût de cette première mission, financée par neuf des pays membres de l'ESA (2), s'élève à environ 2 milliards de francs, compris le développement et la construction d'Eureka et des instruments embarqués, ainsi que le lancement (pour 130 MF) par la navette.

Après avoir lancé Eureka, l'équipage entamera, lundi 3 août, la partie la plus spectaculaire - et aussi la plus délicate - de la mission. Les astronautes déploieront, en effet, le TSS (Tethered Satellite System), un satellite italien qui restera attaché pendant deux jours à la navette par un fil de 20 kilomètres de longueur.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Eureka est équipée pour cette mission de quinze instruments dont cinq à utilisations multiples, qui permettront la réalisation d'une cinquantaine d'expériences portant sur la synthèse de matériaux en microgravité, les effets de l'environnement spatial sur les tissus biologiques, l'étude de la haute atmosphère, du rayonnement solaire, des particules présentes en orbite, l'astrophysique (avec un télescope à rayons gamma et X), et pourront tester du matériel de télécommunications et de propulsion destinés aux satellites des futures générations.

(2) Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse.

CATASTROPHES

En amorçant sa manœuvre d'atterrissage sur Katmandou

Un Airbus de Thai International s'écrase au Népal avec 113 personnes à son bord

BANGKOK

de notre correspondant

Un Airbus 310-300 de Thai International Airways s'est écrasé, vendredi 31 juillet, à environ 60 kilomètres au sud-ouest de l'aéroport de Katmandou, au Népal, alors qu'il amorçait une manœuvre pour atterrir. Un total de 113 personnes - 99 passagers et 14 membres d'équipage - se trouvaient à bord. Les autorités redoutaient l'absence de survivants et un porte-parole de la Thai a déclaré à Bangkok qu'il était trop tôt pour préciser les causes de la catastrophe.

En raison du mauvais temps, l'appareil avait tourné à trois reprises au-dessus de l'aéroport de la capitale népalaise avant d'obtenir l'autorisation d'atterrir. Le commandant de bord, présenté comme un pilote chevronné, avec plus de vingt ans d'expérience et la qualité d'instructeur, a alors demandé l'autorisation de rallier le « point Roméo » (3 500 mètres d'altitude) avant d'amorcer sa descente.

L'épave de l'appareil a été repérée, dans la nuit, à 2 830 mètres d'altitude dans une forêt dense. Mais les opérations hélicoptères de secours ont été freinées par de fortes pluies et, surtout, des condensations de nuages à flanc de montagne. Elles ont été interrompues avec la tombée de la nuit sans que les hélicoptères puissent se poser. Samedi matin, des hélicoptères ont pu survoler l'épave. Deux mille personnes ont également été mobilisées à terre.

L'appareil avait, selon la Thai, subi sa dernière révision de routine le 22 juillet. La compagnie nationale thaïlandaise a démenti que le décollage de l'aéroport de Bangkok ait été reporté d'une heure en raison d'un problème de moteur. L'avion a même décollé avec cinq minutes d'avance, a affirmé un porte-parole. Le contrôle aérien de Calcutta a indiqué que l'appareil avait disparu de l'écran-radar alors qu'il amorçait sa descente, et un porte-parole indien a ajouté que l'Airbus « avait probablement perdu

sa direction en raison de fortes pluies ». Parmi les quatre-vingt-dix-neuf passagers embarqués à Bangkok figuraient cinq Belges, quatre Allemands, trois Espagnols et onze Américains.

C'est la première catastrophe aérienne thaïlandaise sur une ligne internationale et, s'il devait se confirmer qu'il n'y a pas de survivants, ce serait la plus grave dans l'histoire de l'aviation du royaume. Avant son absorption par Thai International, la Thai Airways (lignes internationales) avait perdu trois avions, en 1985, 1987 et 1990. La catastrophe de vendredi 31 juillet intervient à un bien mauvais moment pour la Thai, dont les bénéfices se sont nettement contractés pour la première fois depuis sa création en 1960. En outre, le gouvernement enquête actuellement sur une série d'opérations financières controversées.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Plus de cent morts dans un accident d'avion en Chine

Au moins cent personnes ont été tuées lorsqu'un avion d'un vol intérieur transportant 126 personnes a manqué son décollage, vendredi 31 juillet, à l'aéroport de Nanjing (Nankin, à l'est de la Chine), selon le dernier bilan encore provisoire de la catastrophe, publié samedi 1^{er} août à Pékin.

Le Yak-42 de la compagnie China General Purpose Airline devait assurer un vol à destination de Xiamen (sud-est de la Chine). Il transportait 116 passagers et 10 membres d'équipage, tous de nationalité chinoise. L'avion n'a pas réussi à décoller et s'est transformé en une boule de feu à quelque 600 mètres de la piste, a rapporté China nouvelle. Le Yak-42 est un court-moyen courtois de fabrication soviétique équipé de trois turboréacteurs. (AFP)

Le Monde

HEURES LOCALES

Yeu, une île vulnérable

Les Ogiens ont conquis les touristes. Ils subissent la rançon de la gloire

PORT-JOINVILLE

de notre envoyée spéciale

POUSSANT leur charrette à bras, les gamins se précipitent en direction des passagers chargés. Pour un transport de bagages jusqu'au bateau, « on donne ce qu'on veut, mais c'est 20 francs », explique un petit blond, qui va sur ses onze ans. L'industrie du tourisme de l'île d'Yeu commence ici, sur le continent, à l'embarcadere de Fromentine.

Curieuse industrie. Les 23 kilomètres carrés de terre vendue amarrée dans l'Atlantique n'offrent qu'un dispositif d'accueil réduit : un camping municipal, une centaine de chambres d'hôtel, un petit port de plaisance de 160 places. Mais l'ostacle n'est pas de nature à décourager les vacanciers. L'île aux basses maisons blanches attire des foules de visiteurs chaque année. Du 1^{er} juillet au 31 août 1991, alors que l'été ne fait pas particulièrement fâcheux, près de 200 000 personnes sont venues goûter aux joies des grandes plages du sud et sillonner à bicyclette les chemins qui surplombent les rochers de la Côte sauvage, face au large. Encore cette statistique ne prend-elle pas en compte les 4 500 personnes arrivées en hélicoptère, ni les centaines de navigateurs amateurs qui se sont présentés à Port-Joinville ou dans la minuscule anse naturelle de la Meule.

Des résidents secondaires mécontents

Pourtant, lorsque les Ogiens commentent les résultats de la saison estivale, ils font allusion à la pêche au thon blanc, tant qu'un remplissage des locations. Pour eux, pêche et tourisme sont les deux sources de revenus de l'île d'Yeu. A parts égales. Sur les quais, personne n'est prêt à en démordre. Seul le maire, M. Pierre Crochet, qui déclare se

situer, sur le plan politique, « entre Barre et Rocard », remet courageusement ce dogme en question. L'argent des touristes rapporte, selon cet ancien instituteur chaleureux devenu chef de gare maritime, plus que ses administrés ne veulent le croire.

Une enquête réalisée par le Centre technique des métiers a recensé près de 2 000 emplois permanents en 1991, soit 500 de plus qu'en 1983. La pêche occupe près de 28 % de la population active, le commerce 15 %, l'hôtellerie-restauration 9 %, et le bâtiment 16 %. Ce dernier secteur est en passe de devenir une spécialité ogienne : depuis 1970, 940 résidences secondaires et 770 habitations principales ont été construites.

« Désormais, les maisons poussent comme des champignons au bord des routes », fulmine une Parisienne. De Fromentine à Port-Joinville, un trajet effectué maintes fois depuis trente ans, elle n'en finit pas de regretter son paradis perdu. A l'époque où elle a choisi de construire ici sa résidence de vacances, raconte-t-elle avec l'amertume propre aux premiers amoureux de l'île, le confort citadin n'était pas de mise - l'eau courante, amenée du continent par des canalisations sous-marines, a été installée en 1960 - la traversée était soumise au rythme des marées. Les propriétés étaient vastes, les terrains bon marché, et les pionniers aisés dans l'ensemble. Les professions libérales se sont montrées particulièrement friandes du charme insulaire. Et elles ont contribué à le faire connaître.

Aujourd'hui, le nombre de familles autochtones est légèrement inférieur à celui des résidents. Si ces derniers sont les plus virulents à dénoncer le « braquage de l'île », ils n'en constituent pourtant pas les principales victimes. Le terrain à bâtir commence à manquer. Selon le plan d'occupation des sols, plus de la moitié de l'île, bientôt classée en zone d'intérêt national, doit rester sauvage.

Une fois soustraite la zone agricole, il ne resterait que 16 % de surfaces constructibles, selon une étude réalisée par une association locale, Yeu Sauvegarde Avenir (YSA).

Résultat : le prix du mètre carré s'est envolé. La colère gronde chez les jeunes nés ici, qui n'ont plus les moyens de s'installer sur ces terres vendues naguère par leurs parents. Certains réclament la construction de logements HLM. Jusqu'à présent, l'habitat traditionnel a été préservé sur l'île d'Yeu. Un style architectural sobre, rehaussé de volets aux couleurs vives et d'inévitables hortensias, domine encore. Pour combien de temps ?

Les papiers gras des « mille-pattes »

L'autre motif de mauvaise humeur des habitants de Paris, de Nantes ou de La Rochelle-sur-Yeu, ce sont les touristes venus passer une journée. Accusés de laisser derrière eux leurs papiers gras, de ne pas prendre le temps de sentir l'air marin, d'encroûter les plages et les chemins étroits, voilà une bête noire toute désignée. Les Ogiens se montrent moins critiques à l'égard de ces « mille-pattes », comme ils les nomment sans méchanceté, en référence au bateau qui autrefois pouvait amener cinq cents personnes à la fois. Ces vacanciers peu formés, venus des campings vendéens, font vivre les organisateurs d'excursions et les loueurs de vélos ou... de voitures tout-terrain, au grand dam des défenseurs des dunes.

Les transports maritimes entre l'île et Fromentine ou Saint-Gilles-Croix-de-Vie ont connu un développement rapide. En 1986, une compagnie privée avait inauguré une desserte de vedettes concurrente de la Régie départementale des passages d'eau de la Vendée. En retour, cette dernière a lancé l'hiver dernier une liaison rapide : trente-cinq minutes au lieu d'une heure dix auparavant. Le flot quotidien s'en est trouvé

accru. « L'intérêt des conseils généraux ne coïncide pas avec celui des îles du Ponant », déplore le maire. Pour combler le déficit de l'hiver, les bateaux multiplient leurs rotations pendant la saison touristique. En août, l'île est parfois au bord de l'asphyxie. Cette invasion périodique pose des problèmes considérables de voirie et d'infrastructures routières. Une lourde charge pour cette petite commune isolée, où le moindre effort d'aménagement revient de 20 % à 30 % plus cher que sur le continent, sans aides financières particulières.

Certains îliens, tel M. Yves Cadou, conseiller municipal « globalement de gauche », dénoncent aujourd'hui le souci de rentabilité immédiate qui a conduit à la situation actuelle. Si d'autres activités économiques ne sont pas rapidement lancées, l'île risque d'être noyée sous la déferlante touristique, explique cet homme-orchestre, animateur, entre autres, du club de théâtre, de la radio locale et d'un mouvement en faveur du développement de la lecture.

Dans l'ensemble, la population s'accroche à la pêche comme à un antidote. Mais les files millitaires, utilisés par les professionnels de Port-Joinville, sont dans le collimateur des écologistes français et étrangers. Quant à l'Europe des pêches, avec ses quotas, elle est ici ressentie comme une menace. Comment les fonctionnaires de Bruxelles pourraient-ils prendre en compte ce morceau de Vendée, situé à 17 kilomètres de la première côte communautaire ? Les Ogiens sont sceptiques.

MARTINE VALO

La semaine prochaine :
L'île d'Ouessant

REPÈRES

BOURGOGNE
Promotion hôtelière en Saône-et-Loire

DANS le sud de la Bourgogne, les mauvaises conditions climatiques du début de l'été, ajoutées à la grève des routiers, se sont ressenties sur le tourisme. Les professionnels de ce secteur, soutenus par le conseil général (UDF) de la Saône-et-Loire, ont décidé de réagir. Pour allonger le séjour des touristes de passage, un trentaine d'hôteliers leur offrent une troisième nuit à moitié prix, jusqu'au 25 août. Cette initiative est annoncée par une campagne d'affichettes et de tracts distribués au péage des autoroutes. Elle concerne quelque 1 100 chambres d'hôtel. Par ailleurs, les campings resteront ouverts en septembre et en octobre. Ainsi, espère-t-on, dans les milieux concernés, retrouver l'optimisme qui avait prévalu au printemps, lorsque le taux des nuitées avait marqué une progression de 9 % par rapport à l'an dernier.

BRETAGNE
Microfilmage de journaux anciens en Ille-et-Vilaine

Le conseil régional de Bretagne, le conseil général d'Ille-et-Vilaine, les villes de Rennes, Vitré, Fougères et Saint-Malo ont signé avec la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture une convention pour la réalisation d'un plan de microfilmage de journaux anciens. L'opération devrait coûter 900 000 francs. Plus de 300 000 pages de trente-quatre titres vont être accessibles au grand public sans risque pour leur conservation. Parmi les périodiques retenus figurent plusieurs journaux du dix-neuvième siècle. Le papier utilisé à cette époque contenait davantage de bois que de chiffon, d'où une plus grande vulnérabilité à l'épreuve du temps. Les 5 400 mètres de microfilms seront conservés aux archives départementales et dans les bibliothèques municipales de Fougères, Rennes, Saint-Malo et Vitré.

PAYS DE LA LOIRE

La « Sécu » de Nantes se décentralise

EN 1990, la caisse primaire d'assurance-maladie de Nantes décidait de se rapprocher de ses usagers en créant, dans l'agglomération, mais aussi dans certains chefs-lieux de canton distants d'une cinquantaine de kilomètres, treize « maisons de la Sécurité sociale ». Cette « décentralisation » de la « Sécu » a participé à la revitalisation des zones rurales, constate-t-on, deux ans plus tard. Rien à voir avec les permanences minimales de jadis. Les « maisons » sont équipées de réseaux informatiques leur permettant de traiter les dossiers dans les mêmes délais que la caisse centrale.

L'idée, que l'on doit à M. Claude Frémont, directeur de la caisse de Nantes, a été bien accueillie par les maires des communes concernées, à qui elle permettait d'obtenir de fournir des locaux. Les emplois sont occupés par du personnel volontaire, sans augmentation d'effectifs. La formule permet donc de rendre un meilleur service sans coûter un centime de plus à la « Sécu ».

POITOU-CHARENTES

Un centre d'information juridique à Poitiers

SIÈGE de l'une des plus anciennes facultés de droit de France, Poitiers vient de donner naissance à un centre d'information juridique baptisé Droit et médias, qui se trouve sur le site du Futuroscope. Plutôt que de se doter d'une bibliothèque, celui-ci a créé un réseau de juristes et de correspondants à l'étranger qui, grâce au téléport voisin, peuvent transmettre, dans les meilleurs délais, les renseignements demandés. Droit et médias est déjà implanté dans huit pays européens. Sa directrice, M^{me} Petra Cramer, avocate d'origine néerlandaise, annonce un développement rapide en direction des pays de l'Est.

► Droit et médias. Tél. : 49-49-41-41. Minitel 36-21, code REIDL.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants Clandine Mettetal (Macon), Christian Tual (Rennes), Yves Rochevigne (Nantes) et Michel Lévêque (Poitiers).

Compétition pour l'Europe

Le traité de Maastricht prévoit que les collectivités locales seront consultées sur les décisions européennes. Toutes demandent à l'être

LE rôle des collectivités locales dans la construction européenne va-t-il enfin être reconnu ? Le traité de Maastricht prévoit la création d'un Comité des régions à caractère consultatif, composé de 189 représentants, au sein duquel la France compterait 24 membres. Il s'agit là d'une avancée majeure par rapport au traité de Rome, qui reconnaissait les seuls Etats pour partenaires.

Il est néanmoins permis de se demander si cette nouvelle institution aura le pouvoir d'influencer la législation communautaire. Son fonctionnement, son mode de désignation et sa représentativité seront sans doute déterminants. Ils font actuellement l'objet de négociations entre Etats-membres et, au sein de chaque Etat, entre les ministères concernés et les associations de collectivités locales.

Une question, notamment, reste en suspens : quelles collectivités seront représentées ? Sur ce point, le traité est assez imprécis, voire contradictoire. Il stipule en effet que le Comité « des régions » sera com-

posé de représentants de « collectivités régionales et locales ». Moyennant quoi les élus des communes et des départements estiment avoir un droit de cité égal à celui des collectivités territoriales.

Pour une représentation équitable

« Si l'on veut appliquer le principe de subsidiarité et combler le déficit démocratique de Bruxelles, il faut faire siéger le niveau d'administration le plus proche du citoyen : la commune. D'ailleurs, que seraient, Midi-Pyrénées sans Toulouse, Languedoc-Roussillon sans Montpellier ? », demande M. François Zagoza, directeur de l'association française du Conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE).

Ce groupe, présidé par M. Jacques Chaban-Delmas (RPR), vient de lancer une campagne en faveur du traité de Maastricht auprès des élus locaux. L'AFCCRE réclame une représentation équitable des trois niveaux d'administration locale. Elle veut que les représentants du

Comité soient des élus, et non des fonctionnaires. « Il faut en faire une assemblée politique, et non un groupe d'experts semblable au Comité économique et social », estime M. Zagoza. Ses membres devraient être choisis par les associations politiques représentatives, et non par les gouvernements (Le Monde daté 15-16 décembre 1991).

En vertu du même principe de subsidiarité, les départements, compétents en matière d'équipement et d'aménagement rural s'estiment les mieux placés pour servir d'intermédiaires entre l'Europe et les citoyens des campagnes. « Quand la commune prend une décision, ce sont les départements qui l'appliquent », déclare M. Jean-Jacques Weber, président (UDF) du conseil général du Haut-Rhin.

Réaffirmation du principe de non-tutelle

L'Assemblée des présidents de conseils généraux a créé l'an dernier un centre de ressources et d'informations sur les procédures communautaires. Elle envisage de tenir son pro-

chain congrès à Strasbourg, sous les auspices du Conseil de l'Europe, fervent défenseur des minorités locales.

Echaudés par l'expérience des derniers conseils de plan, les députés craignent en effet un certain impérialisme des régions. « Elles ne doivent pas prendre de décisions à notre place », prévient l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF. Elle rappelle que la décentralisation a institué un principe de non-tutelle d'une collectivité sur une autre, ainsi que des compétences différentes.

Pourtant, tranche M. Jacques Blanc, président (UDF) du Languedoc-Roussillon et de l'Association nationale des élus régionaux, « seuls, les présidents de région auront le poids politique nécessaire pour bloquer les dérives technocratiques ». Il est d'accord pour que le Comité soit mixte dans un premier temps. Mais les régions devraient compter au moins treize représentants permanents.

Départements et communes se partageraient les onze sièges restants. M. Blanc souhaite que, après

une période transitoire de quatre ans, un deuxième comité consultatif soit créé, afin de regrouper ces collectivités infrarégionales.

De nouveaux droits ?

L'Europe donnera-t-elle aux régions le moyen de consolider leur influence sur le plan national ? Avec la réforme des fonds structurels, Bruxelles a déjà contribué à promouvoir le rôle de ces collectivités territoriales dans la construction européenne. Les régions étaient en effet associées - en théorie, sinon en pratique - à la gestion de ces énormes budgets qui doivent corriger les écarts de richesse entre territoires.

Fins stratèges, les élus pourraient s'appuyer sur Maastricht pour obtenir l'élargissement, en France, de leurs prérogatives : « Nous demandons de nouveaux droits en matière d'éducation, de formation professionnelle ou d'environnement », promet M. Jacques Blanc.

RAFAËLE RIVAIS

Une date limite pour la coopération intercommunale

LE calendrier de la coopération, prévu par la loi sur l'administration territoriale de la République, inquitte un certain nombre d'élus, qui craignent de se faire quelques peu forcer la main. Ils s'interrogent sur l'efficacité du 8 août, l'une des plus importantes, sans doute, prévues par ce texte. Il se demandent si elle doit être considérée comme une date limite pour le dépôt de leurs projets (Le Monde daté 5-6 juillet).

Selon la loi du 6 février 1992, la commission départementale de la coopération intercommunale est obligée de rédiger un schéma conforme aux propositions des communes, lorsque deux conditions sont réunies : il faut que ces projets aient été formulés avant le 8 août, et qu'ils soient « concordants » sur

deux points : la formule choisie (entité juridique, compétences) et les partenaires retenus.

Le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, a déclaré récemment que les propositions faites après le 8 août n'en seront pas moins « recevables » par la commission, et qu'elles « feront l'objet d'un examen attentif et approfondi ». Examiner, toutefois, n'est pas accepter. Après le 8 août, « la commission ne sera pas juridiquement tenue de reprendre les projets en l'état », rappelle le ministre, dans une lettre adressée, début juillet, au président de l'Association des maires de France. En cas de litige, et quelles que soient les tolérances promises par les commissions, c'est donc bien cette date qui sera retenue.

La ville de Metz contre ses femmes de ménage

La privatisation de services municipaux a déclenché un conflit entre la mairie et d'anciennes employées

METZ

de notre correspondant

LE conflit qui oppose, depuis cinq ans, la ville de Metz et certaines de ses anciennes femmes de ménage vient de connaître un nouvel épisode, avec la décision prise, à la fin du mois de juin, par la municipalité de M. Jean-Marie Rausch (majorité présidentielle) de se pourvoir en cassation.

En 1987, la ville privatisa les services de nettoyage de ses établissements scolaires. Cette opération, déclara alors M. Rausch, devait réduire le budget du nettoyage de 6 millions de francs à 3,5 millions.

Mais elle modifia la situation de quelque soixante-dix femmes de ménage. Près de la moitié sont reclassées dans les services municipaux. Une trentaine acceptent d'aller dans le privé. Six sont licenciées. Commence alors un véritable

feuilleton judiciaire. Les six salariées sans emploi, épaulées par la CFDT, déposent un recours au tribunal administratif de Strasbourg, qui, deux ans plus tard, casse les marchés passés par la municipalité.

Elles sont rejointes en 1989 par une quinzaine de leurs collègues, qui, à leur tour, se sont retrouvées au chômage, l'une des sociétés concessionnaires ayant été placée en liquidation judiciaire. Ces anciennes employées communales demandent à réintégrer les services de la mairie. Elles estiment que la ville a rompu abusivement leur contrat de travail, et réclament près de 3 millions de francs d'indemnités. Le conseil des prud'hommes les déboute de leur action, en avril 1991. Elles s'adressent alors à la cour d'appel de Metz qui, en mars 1992, condamne la ville à leur verser 500 000 francs, soit 22 000 francs à chacune.

La municipalité s'exécute, mais se pourvoit en cassation. Les

anciennes employées de mairie ne peuvent dépenser leurs indemnités tant qu'un jugement définitif n'est pas prononcé. Si, en effet, elles obtiennent gain de cause, elles devraient rembourser les sommes perçues, plus les intérêts. La procédure devant durer plusieurs années, la CFDT vient de lancer une souscription afin d'aider ces personnes qui, souvent, disposent, pour toute ressource, du revenu minimum d'insertion. Si la Cour de cassation confirme le jugement de la cour d'appel, les sommes recueillies seront versées à des œuvres humanitaires, précise le syndicat.

De son côté, la municipalité explique qu'elle « représente les intérêts de l'ensemble des contribuables messins, qui supportent individuellement les condamnations pécuniaires mises à la charge de la commune ».

JEAN-LOUIS THIS

ESCRIME : Philippe Omnès médaille d'or au fleuret

Délivrance

ALZ

AG

G. A.

Propos recueillis par
GERARD ALBOUY

OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Le Monde • Dimanche 2 - Lundi 3 août 1992 9

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

GYMNASTIQUE : le concours général masculin

Dernier triomphe pour un empire éclaté

Le Biélorusse Vitali Chitchebo est monté vendredi 31 juillet sur la plus haute marche du podium du concours général individuel de gymnastique. Il était encadré par deux autres membres de l'équipe de la Communauté des États indépendants (CEI), l'Ukrainien Grigori Misoutine et l'Azerbaïdjanais Valeri Belenki. La suprématie des ex-soviétiques a été totale dans cette discipline. Les deux Français en compétition, Patrice Casimir et Sébastien Darrigade, ont terminé respectivement aux 31^e et 32^e places.

Pour une razzia, cela en fut une. Et encore, il manquait Igor Konevitch. Cet autre Ukrainien, champion d'Europe 1992, avait pourtant terminé cinquième lors des qualifications du concours par équipes. Il n'avait cependant pas été sélectionné car seulement trois gymnastes sont retenus par nation dans le concours général individuel. Sinon cela aurait été la grande razzia: Quelle insolente domination! La mort de PURSS n'a pas mis fin au monopole qu'elle exerçait sur cette discipline. Dans ce domaine, elle a encore de belles ressources.

Un trio presque parfait. Il s'agit moins d'un point (59,025 sur 60) aux 62 exercices de Misoutine, Chitchebo, par produit de 10, mais pour être totalement irréprochable. Une petite faille à la barre fixe et une très, très légère insuffisance au sol pour que l'on puisse dire: bon à 100 %. Quelques juges chagrins ont dû voir un léger tremblement, noter un défaut de combustion dans un triple salto, déplorer une réception pas tout

à fait contrôlée pour tempérer l'ardeur des dix qui s'inscrivaient sur les tableaux lumineux.

Et encore, ce génie de précision n'a triomphé qu'avec un dixième de point sur Grigori Misoutine et trois dixièmes sur Valeri Belenki. D'où vient l'avantage, a-t-on demandé à Chitchebo? Il a répondu tout simplement: «La différence, est d'un dixième». Mieux qu'un long commentaire pour expliquer que cette belle brochette était à un grain de magnésie près et que les autres n'ont jamais pu les inquiéter - à part l'Allemand Andreas Wecker, un spécialiste des anneaux formé au Dynamo de Berlin, qui s'est adjugé une belle quatrième place.

Vitali Chitchebo et ses deux compères se sont baladés du début à la fin parvenant même à arracher, à de nombreuses reprises, les applaudissements d'une foule toute acquise à un compatriote espagnol nommé Rodriguez, lequel est d'ailleurs parvenu à terminer en seizième position de cette épreuve particulièrement relevée. Le maire de Barcelone, M. Pasqual Maragall, avait fait le déplacement pour saluer les performances de ces trente-et-un virevoltiers de haute

lignée dont la stature contraste singulièrement avec celle des superbes pot-pées sautantes de l'autre sexe. Ce qui n'empêche pas les entraîneurs de servir aussi dans leurs bras ces épones sculptées de muscles après un exercice réussi. Que d'affection et d'émotion maternelle entre ces chefs-d'œuvre élaborés au fil d'un long compagnonnage et leurs artisans couvant du regard ces bijoux de la voltige. Quand la main glisse, que la barre se dérobe, que la vitesse bousille l'équilibre et que tout bascule dans la rupture d'harmonie, elles sont là, tout près, ces secondes virevoltières pour transmettre d'un regard leur sollicitude.

Du haut de son 1,68 mètre et du poids de ses vingt ans, Vitali Chitchebo a crié qu'il «aimait» celui qui l'a aidé à conquérir cette médaille d'or. Barcelone était son objectif alors, aujourd'hui, il est «content». «J'ai réalisé mes rêves. Tout ce travail n'a pas été fait en vain», dit-il, très sérieux avec sa petite moustache blonde à peine visible, son nez pointu et ses cheveux en arrière qui lui donnent un air volontaire. Vitali sait ce qu'il veut. Il l'a obtenu. Maintenant, il n'a qu'une hâte: pouvoir retrouver sa femme qu'il n'a vue que trois fois depuis son mariage, en décembre dernier.

Dormir d'abord

Pour l'instant, il ne se soucie guère du reste, des reproches qu'on lui fait de ne pas sourire quand il est en compétition, de son avenir de gymnaste, de la probable dilution de cette force de frappe de compétition avec l'éclatement des différentes Républiques. A Paris, au mois d'avril, lors du championnat du monde, il avait été ulcéré que l'on hisse le drapeau de la Fédération internationale de gymnastique et qu'en guise d'hymne

profite même pour dénoncer «l'ancienne mafia soviétique». Deuxième épisode, sur le podium: Sarnedov, seulement troisième de la compétition, dénonce le comportement gênant des supporters grecs. Alors que retentissent les hymnes nationaux, il jette sa médaille par terre et s'en retourne aux vestiaires sous les huées du public. Le Tchèque a été exclu à vie par la Fédération internationale d'athlétisme et la sélection de la CEI traverse désormais une crise grave. Pourtant, dans les jours précédents, deux de ses membres avaient conquis des médailles d'or, l'Arménien Mikosian (57,5 kg) et le Moldave Kassapov (75 kg).

HALTÉROPHILIE : au sein de l'équipe «unifiée»

Bisbilles de poids

En catégorie 82,5 kg, le spectacle n'est pas seulement venu de la victoire du Grec Pyrrhos Dimas. Il s'est également déroulé en coulisses, où l'équipe dite «unifiée» a éclaté pour des problèmes nationaux.

Premier épisode, avant la compétition: l'entraîneur russe Vassili Alexeev évacue l'athlète turkmène Altynmurad Orazdurdyev, prétextant une blessure de l'ancien champion du monde. Alexeev reconnaît plus tard avoir voulu privilégier Ibrahim Sarnedov, un Tchèque de la République de Russie. Orazdurdyev s'insurge: «J'ai dit que je ne laisserais battre, que la deuxième place me suffirait mais il (Alexeev) a répondu que c'était trop tard». Son entraîneur personnel, Turkmène lui aussi, en

plique de la discipline ont été cités dans des affaires de dopage. L'Américain Randy Barnes a dû, lui, regarder la compétition de Barcelone avec le sourire. Son record du monde de la spécialité n'a pas été menacé vendredi. Le vainqueur, qui est également son camarade d'entraînement, s'en est tenu à une distance respectueuse - plus d'un mètre. Randy Barnes pourra récupérer son bien intact dès la fin du mois d'août, quand il en aura fini avec sa suspension pour dopage.

Le cas du lancer du poids est tellement caricatural qu'il en devient risible. Cette avalanche de sanctions, cette baisse générale du niveau des participants sont cependant le signe que la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a choisi de prendre le risque des scandales, que d'autres sports cherchent encore à éviter, en plaçant certaines de ses disciplines sous haute surveillance. L'IAAF, soutenue par le CIO, a surtout cherché, ces dernières années, à développer les contrôles effectués hors compétition. Elle vient d'en toucher un ultime dividende, après une série inédite de sanctions ces derniers mois, avec le renvoi de Barcelone de l'athlète anglais Jason Livingston. Des traces de stéroïdes anabolisants avaient été repérées dans ses urines à la suite d'un contrôle inopiné, effectué le 15 juillet dernier à l'initiative de la fédération anglaise (le Monde du 1^{er} août). «Baby Ben», ainsi surnommé à cause de sa ressemblance physique avec Ben Johnson, ne courra pas aux côtés de son idole.

Cette affaire montre bien que les Jeux de Barcelone ne sont pas ceux du dopage, explique le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du CIO. Les fédérations craignent désormais suffisamment nos contrôles pour ne pas souhaiter envoyer aux Jeux olympiques des athlètes qui pourraient faire scandale en se faisant prendre». Le principe de ses contrôles en extrême se rapproche cependant des vérifications qu'effectuait d'anciens pays de l'Est juste avant que leurs athlètes ne partent sur leur lieu de compétition. «La nouveauté», dit M. de Mérode, est que la plupart des fédérations jouent désormais le jeu: elles rendent publiques les noms des athlètes sanctionnés.

Ces premières victoires, cette volonté nouvelle de l'IAAF de jouer un rôle actif dans la lutte anti-dopage, ne parviendront pas toutefois à effacer tous les doutes sur la régularité des épreuves d'athlétisme. Dans le cas des lancers de poids, l'inflation des athlètes sanctionnés peut également s'expliquer par le fait que, pour développer leur musculature, presque tous utilisent des stéroïdes anabolisants, désormais aisément repérables lors des analyses d'urine. Mais qu'en est-il des nombreux produits qui demeurent indétectables à l'heure actuelle?

JÉRÔME FENOGLIO

national résonne du Beethoven. «Je ne savais plus pour qui je faisais de la compétition», avait-il fait remarquer. Désormais, il le sait un peu mieux, apparemment, puisqu'il arbore le drapeau biélorusse frappé de la faucille et du marteau et que, en plus, l'hymne biélorusse a été exécuté sous les voûtes du palais des sports Sant Jordi.

Valeri Belenki, 1,62 mètre, 57 kilos, est, lui, manifestement fier de son pays, l'Azerbaïdjan. Lors de la remise des médailles, cet étudiant de Belou a défilé le ruban pour qu'il ne dissimule pas son drapeau, qu'il affichait ostensiblement sur la poitrine. Il reconnaît que «les gymnastes ne sont pas toujours bien équipés, mais qu'il y a une série de jeunes qui font du sport et sont l'avenir du pays».

Bientôt, de la gymnastique ex-soviétique ne subsistera qu'un substrat déconnecté et éparpillé. L'Ukraine pourra peut-être prendre la relève. Grigori Misoutine n'en sait rien. Avec sa bonne bouille et son sourire timide, ce gymnaste à la technique pétillante n'est pas du genre à se faire de la bile. Ce «calme de nature», comme il s'est défini lui-même, a toujours pris les choses avec philosophie. Pourquoi se torturer les méninges en un si beau jour quand on a vu le sommeil comme passe-temps.

Le triomphe acquis, le stress oublié, ces trois valeureux ne voulaient plus que cela après les épreuves: dormir. Vitali Chitchebo n'a pu résister à répondre aux questions. Il a la tête vide, l'esprit fatigué. Son sac de sport à peine refermé, il quitte la salle, poursuivi par des amateurs d'autographes. L'avenir de la gymnastique venue de Moscou n'est pas son problème ce soir. Difficile de le blâmer.

MICHEL BOLE-RICHARD

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

MESSEURS
Poids. - 1. Suède (E-U), 21 m 70; 2. Doehring (E-U), 20 m 96; 3. Lykho (CEI), 20 m 94.
20 km marche. - 1. Plaza Montero (Esp.), 1 h 21 min 45 s; 2. Lablanc (Can.), 1 h 22 min 5; 3. De Benedictis (Ita.), 1 h 23 min 11 s.

AVIRON

DAMES
Quatre sans barreur. - 1. Canada; 2. États-Unis; 3. Allemagne.
Deux de couple. - 1. Allemagne; 2. Roumanie; 3. Chine.
Deux sans barreur. - 1. Canada; 2. Allemagne; 3. États-Unis; 4. France (Dajou, Gossé).
MESSEURS
Quatre avec barreur. - 1. Roumanie; 2. Allemagne; 3. Pologne; 5. France (Schulte, Fauché, Lot, Vergnes, barreur: Hagest-Balant).
Deux de couple. - 1. Australie; 2. Autriche; 3. Pays-Bas.
Deux sans barreur. - 1. Grande-Bretagne; 2. Allemagne; 3. Slovaquie; 4. France (Andrieux, Holland).

BASKET

MESSEURS
Groupe A. - Angola b. Espagne, 83-63; Croatie b. Allemagne, 99-78; États-Unis b. Brésil, 127-83.
Groupe B. - Porto-Rico b. Venezuela, 96-82; Australie b. Chine, 88-88; CEI b. Libanie, 92-80.
Après quatre journées, les États-Unis, la Croatie, la CEI, la Libanie, l'Australie et Porto-Rico sont déjà qualifiés pour les quarts de finale. La Chine et le Venezuela sont éliminés.

CYCLISME

DAMES
Vitesse. - 1. Salinas (Est.); 2. Naumann (All.); 3. Haining (P-B); 4. Ballanger (Fra.).
Poursuite individuelle. - 1. Reusser (All.); 2. Watt (Aus.); 3. Lynne Twigg (E-U); 5. Longo-Ciprelli (Fra.).
MESSEURS
Vitesse. - 1. Fiedler (All.); 2. Neiwand (Aus.); 3. Harrett (Can.).
Poursuite par équipes. - 1. Allemagne; 2. Australie; 3. Danemark.
Course aux points. - 1. Lombardi (Ita.), 44 pts; 2. Van Bon (P-B), 43; 3. Matthys (Bel), 41; 4. Magnin (Fra.), 24.

ESCRIME

MESSEURS
Fleuret individuel. - 1. Omnes (Fra.); 2. Golobitski (CEI); 3. Gregory (Cub.).

GYMNASTIQUE

MESSEURS
Concours général individuel. - 1. Chitchebo (CEI), 59,025 pts; 2. Misoutine (CEI), 58,825; 3. Belenki (CEI), 58,825.

HALTÉROPHILIE

Catégorie 82,5 kg. - 1. Dimas (Gr.), 370 kg (167,5 + 202,5); 2. Simionov (Pol.), 370 kg; 3. Sarnedov (CEI) a refusé la médaille de bronze.

HANDBALL

MESSEURS
Groupe A. - Corée du Sud b. Tchécoslavaquie, 20-19; Islande b. Hongrie, 22-16; Suède b. Brésil, 22-15.
Groupe B. - CEI b. Égypte, 22-18; France b. Allemagne, 23-20; Espagne b. Roumanie, 21-20.

JUDO

DAMES
Catégorie 56 kg. - 1. Blasco (Esp.); 2. Fairbrother (G-B); 3. Tatenio (Jap.) et Morales (Cub.)... 7. Arnaud (Fra.).
MESSEURS
Catégorie 91 kg. - 1. Kops (Jap.); 2. Hjos (Hon.); 3. Smaga (Isr.) et Chung (Sud-Corée); 5. Carabatta (Fra.).

NATATION

DAMES
200 mètres papillon. - 1. Sanders (E-U), 2 min 8 s 67; 2. Wang (Chine), 2 min 9 s 01; 3. O'Neill (Aus.), 2 min 9 s 03.
200 mètres dos. - 1. Egerszegi (Hon.), 2 min 7 s 08; 2. Hias (Jap.), 2 min 9 s 46; 3. Stevenson (Aus.), 2 min 10 s 20.
50 mètres nage libre. - 1. Yang (Chine), 24 s 79 (nouveau record du monde, ancien record 24 s 98); 2. Zhuang (Chine), 25 s 06; 3. Marino (E-U), 25 s 25; 4. Pignatelli (Fra.), 25 s 36 (nouveau record de France, ancien record: 25 s 50).

MESSEURS
200 mètres 4 nages. - 1. Damyi (Hon.), 2 min 0 s 76; 2. Burgess (E-U), 2 min 0 s 97; 3. Corne (Hon.), 2 min 1 s.
4x100 mètres 4 nages. - 1. États-Unis (Rouse, Diebel, Morales, Olson), 3 min 36 s 93 (record du monde égalé); 2. CEI 3 min 38 s 56; 3. Canada 3 min 39 s 68; 4. France (Schott, Vossart, Guitot, Caron), 3 min 40 s 51 (nouveau record de France, ancien record: 3 min 42 s 15).
1500 mètres nage libre. - 1. Perkins (Aus.), 14 min 43 s 48 (nouveau record du monde, ancien record: 14 min 45 s 40); 2. Housman (Aus.), 14 min 55 s 29; 3. Hoffmann (All.), 15 min 2 s 29.

TENNIS

Journées noires pour les Français. Chez les hommes, Lacombe a été éliminé par le Mexicain Lavalle (6-4, 3-6, 4-6, 6-3, 10-8). Pierce, Tauziat et Haldor ont subi le même sort chez les dames.

TIR

MESSEURS
Carabine petit calibre trois positions 50 mètres. - 1. Perkins (CEI), 1267,4 pts; 2. Foth (E-U), 1266,8; 3. Koba (Jap.), 1265,8.

Potions



Suite de la première page

Le second, James Doehring, un autre Américain, a appris, qu'il pourrait concourir à Barcelone seulement huit semaines avant l'ouverture des Jeux. Il venait de réussir à faire passer, pour vice de forme, la sanction décidée par la Fédération contre un contrôle positif à l'épistémone. Il n'avait en revanche pas pu échapper à une peine de six mois de mise à l'épreuve, imposée par la justice américaine pour sa complicité dans un trafic de stéroïdes anabolisants. Quant à un médaillé de bronze, Vladimir Lykho, un membre de l'équipe de la CEI, il a été déclassé des championnats d'Europe de Split, en 1990, et suspendu trois mois après un contrôle positif.

Le concours de Barcelone s'était-il ingénié à récompenser les brebis galeuses du lancer du poids? La liste de ceux qui ont trébuché aux portes du podium montre qu'il aurait eu du mal à se donner à l'homme totalement sain. Ainsi, le cinquième, le vice-champion olympique de Séoul Ulf Timmermann, a été abondamment cité lors des révélations sur les pratiques illicites dans l'ex-Allemagne de l'Est. Le grand favori de l'épreuve, qui aura finalement échoué à la quatrième place, le champion du monde suisse Werner Günthör, ressemble déjà lors d'un auge immensité au milieu d'un tel voisinage. Les arènes du colosse à la crinière blonde n'ont jamais avoué de substances interdites. Il a «seulement» été mis en cause, en début de semaine, par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Selon le magazine, Werner Günthör aurait consommé en tout près de 2.000 milligrammes d'anabolisants pour décrocher la médaille de bronze des Jeux de Séoul.

Son entraîneur pouvait hurler à la machination, clamer que l'on cherchait à déstabiliser son athlète

20 kilomètres marche Plaza d'Espagne

Une formidable clameur a tiré, vendredi 31 juillet, la marche de son pudique anonymat: celle qui a accueilli dans le stade un jeune homme désolé, au visage marqué d'un rictus entre bonheur et fatigue. Un Espagnol, qui s'était offert à son pays sa première médaille d'or en athlétisme. Mieux qu'Espagnol il était Catalan.

Pour Daniel Plaza Montero, cette victoire ressemblait à une double vengeance. Aux derniers championnats du monde, il avait été déclassé, pour avoir couru. Vendredi, en respectant scrupuleusement le carcan de sa discipline, il s'est taillé un triomphe que d'autres lui envieront sûrement.

J. Fa.

OBLIQUES

Inventaire

Il y a eu des prétendants. Popov, qui voulait battre Biondi et qui s'y était, Goutsou, Egerszegi, Lin li, des noms, des muscles plus ou moins entrants ou connus. Il y a eu des records du monde. Neuf en moins d'une semaine en natation. Et des médailles. Deux cent quatre-vingts en six jours, dont 40 pour les États-Unis, 24 pour la Chine, autant pour l'Allemagne. Et 44 pour cette équipe unifiée, où chacun court pour soi, stratégie qui ne donne pas de si mauvais résultats. 280 médailles pour 36 pays sur les 172 engagés, moins l'Afghanistan qui a fini par déclarer forfait.

Il y a eu les hymnes russe, ukrainien, biélorusse, géorgien, moldave et arménien. Il y a eu le tireur letton qui a donné à son pays sa première médaille depuis 1936. Et au moins autant de victoires olympiques, le vice-ministre éthiopien de la culture et des sports. Le maire de Sarajevo, qui a versé une larme sur ses installations olympiques de 1984. Quincy Jones et Frédérique Bredin. Jack Nicholson doit arriver et les sponsors se relaient. Il en coûte 108 000 F par cabine sur le Club Med One, un palace flottant français où tout est luxe, calme et vivacité. Il y a eu un contrôle anti-dopage sur un prince héritier que le sort avait désigné.

Accélération des cadences

Il y a eu des nouvelles réglementations, une accélération des cadences pour séduire la télé. Les tireurs pleurent encore leur sanglier courant, remplacé par des cibles électroniques, et les escrimeurs sont entrés dans l'ère olympique du sabre à l'électricité. Il y a eu les débuts du badminton, pas tout à fait réussis de ce côté-ci de la terre, mais en Malaisie, on compte sur les frères Sisk pour gagner la première médaille du pays. Il y a eu le parcours du combattant du pentathlon moderne - escrime, natation, tir, course et équitation sur un cheval inconnu. Une invention de Couberlin, impossible d'y renoncer. Il y a eu l'annonce que les derniers marcheurs n'auraient qu'à aller se réhabiliter sans tour d'homme, le stade olympique était rationné pour la cérémonie de clôture qui doit signi-

fier une dernière fois au monde que la Catalogne existe et que Barcelone l'a rencontrée. Il y a ceux qui d'ores et déjà proposent de confectionner des autocollants «Freedom for Atlanta».

Il y a eu les performances technologiques. L'hélicoptère, désigné pour signaler la pollution aux «pelicans» chargés de l'évaluer avant que les navigateurs des Bermudes n'aillent encore protester. Il y a eu la brosse des taxis contre les 5 000 véhicules officiels qui les mettent sur la paille et celle des VIP contre leur nombre insuffisant. Il y a eu le désarroi de la bébé-nageuse néerlandaise qui cherchait un moyen de rejoindre sa maman. L'entraînement de l'équipe allemande derrière un bus en panne. L'émerveillement des 395 000 Barcelonais qui, en quatre jours, ont pris et repris les nouveaux escalators de Montjuich.

Travellings sous-marins

Il y a eu l'annonce de l'augmentation du prix du ticket de métro de 10 à 15 % à l'automne. Les 6 000 coups de fil quotidiens depuis le village olympique. Les 50 000 consultations par jour de la banque de données qui procure jusqu'à la biographie des chevaux. Il y a eu des faits divers, la mort par crise cardiaque d'un délégué équatorien. Et un scandale panaméen avec revende abusive de billets.

Il y a eu la petite reine de l'info, la caméra sub-aquatique de la «radio-télévision olympique», un organisme autonome au sein du COOB. La natation se dandine plus qu'on ne croyait. Les travellings sous-marins entre les lignes 4 et 5. Et la caméra périscope, pour la natation synchronisée, qui montre au même temps la tête, l'eau et les jambes. Pour suivre l'athlétisme, il y a 47 caméras, dont l'une sur un rail de 125 mètres sur la toiture du stade, pour ne rien perdre du 100 mètres des têtes. Et une autre encore, la vedette, placée sur une voiturette électrique pour accompagner la course de fond. 12 mètres par seconde, Leroy Burrel ne fait pas mieux. Il y a déjà tout cela. Mais pour y mettre bon ordre, les Jeux cherchent un roi.

CORINE LESNES

AGENDA

THÉÂTRE

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-38-02). L'Esprit de la folie : 18 h et 21 h.
BERRY-ZÉBRE (43-57-51-55). En Joel : 20 h 30, dim. 15 h 30. Les Champêtres de la nuit : 20 h 30.
BOBINO (43-27-75-75). 1944-1945 : 21 h.
BOUFFES PARISIENS (42-06-50-24). Sans mentir : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Bosquet : 21 h.
CEINTRE - GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Raul : 21 h, dim. 18 h.
COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). La Mère : 19 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-21). Pétouchkine : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h.
CRYPTÉE - SAINT-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 18 h 30. Le Roi Lear : 18 h 15, dim. 17 h 15. Les Larmes : 18 h 15.
ESPACE MARAIS (48-04-81-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 17 h 30. La Moutarde : 20 h, dim. 18 h 30. Faut-il que madame : 20 h, dim. 18 h. Mercredi : 20 h 30, dim. 18 h.
GRAND ÉDGAR (43-20-90-08). Qui va à la chasse... : 20 h 15, Eric Thomas : 22 h.
HÉBERTOT (47-23-23). La Vérité sur l'homme : 21 h.
HOTEL DE SULLY (44-61-21-50). Coup de chance : 21 h 15.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Leçon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. La Petite Prince : 18 h 45. Adieu monsieur Tchékhov : 20 h. La Rive du Tchékhov : 21 h 30. Théâtre rouge. Bersht : 18 h 15. Faut-il que madame : 20 h. Silence, on bouge : 21 h 30.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30, dim. 15 h.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h.
MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs : 21 h.
MICHOUDÈRE (42-45-22-22). La Puce à l'oreille : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
OLYMPIA (47-42-25-49). C'est relâche : 18 h 30.
POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Madame de la Carrière : 21 h, dim. 16 h.
PRE-CATALAN - JARON SHAKESPEARE (43-71-14-26). 28 degrés à l'ombre : 15 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50). La Juvénat des mémoires : 17 h et 21 h.
SALLE BRASLIA (48-07-20-17). De passion en passion : 20 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (48-06-10-17). Princesse garde à toi : 20 h 30. Christian Briand dans Tout est show-biz : 22 h.
THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-83). Gérard Philou : 20 h 30.
THÉÂTRE DE NESTLÉ (45-34-61-04). Le Bel

Indifférent : 19 h. Douce Violence : 20 h 15.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : On purge bébé : 21 h, dim. 15 h.
TOURTOUR (48-87-82-48). L'Homme sur le parapet du pont : 19 h. Faut-il que madame : 20 h 30. D'être à deux : 22 h 15.

RÉGION PARISIENNE

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (47-45-76-80). Tuer sans gages : 20 h 30.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI
 Une histoire du film policier français : L'Homme de Londres (1943), d'Henri Decoin, 16 h 30 ; Panique (1948), de Julien Duvivier, 18 h 30 ; Monsieur Hire (1989), de Patrice Leconte, 21 h.

DIMANCHE
 Une histoire du film policier français : Signé Arsène Lupin (1958), d'Yves Robert ; Arsène Lupin contre Arsène Lupin (1952), d'Edouard Molinaro, 18 h 30 ; Monsieur Perceval (1958), de Christian-Jaque, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI
 Le Cinéma américain regarde ses indiens : Danses d'esprits Sioux (v.o.), de Edso ; Les Cheyennes (1964, v.o.), de John Ford, 20 h.

DIMANCHE
 Le Cinéma américain regarde ses indiens : The Indian (1914, v.o.), de Kew et Estlin ; The Santa et Ederly (1915, v.o.), de D.W. Griffith ; Custer's last fight (1912, v.o.), de Ince ; The Last of the line (1915, v.o.), de Ince ; The Yagui Cor (1913, v.o.), de D.W. Griffith, 18 h 30 ; Embuscade (1950, v.o. s.t.f.), de Sam Wood, 18 h 30 ; L'Aigle solitaire (v.o.), de Delmer Daves, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-76-62-00)

SAMEDI
 Portraits de Paris : Théâtre : Les Enfants du paradis (1943-1945) de Marcel Carné, 14 h 30 ; Les Enfants du paradis (1945-1946) de Marcel Carné, 16 h 30 ; Cinéma d'avant-garde : le Sang d'un poète (1930-1932) de Jean Cocteau, Entr'acte (1924) de René Clair, l'Appartement de la rue de Valenciennes (1973) de Christiane Tardieu, Rumeurs Saint-Maur (1987) de Jost-bois, 18 h 30 ; Théâtre : Paris nous appartient (1960) de Jacques Rivette, 20 h 30.

DIMANCHE
 Portraits de Paris : L'Amour tout court : Une Histoire d'eau (1958) de François Truffaut et Jean de Godard, les Musées Tréquentations (1985) de Jean Eustache, les

Vaures de quinze ans (1966) de Jean Rouch. Tous les gosses s'appellent Patrick (1967) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; L'Amour fidèle : L'Air d'aimer de Dominique Cabré, Une assise longue absence (1960) d'Irène Cobi, 16 h 30 ; L'Amour pressé : A la Varenne (1933), Casque d'or (1952) de Jacques Becker, 18 h 30 ; L'Amour calculé : le Coup du berge (1956) de Jacques Rivette, les Dames de bois de Loup (1944) de Robert Bresson, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-62-37).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Danfort, 14 (43-21-41-01).

SEIZIÈME (Fr.-Tun.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; 14 Juillet Parnasse, 15 (45-32-91-88) 16 h.

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

I WAS ON MARS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20).

OPENING NIGHT (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Lumborg, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Balzac, 8 (45-51-10-00) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

RETOUR À HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-00-33) ; 14 h 30 ; Les Océans, 8 (43-25-59-83) ; La Pucelle, 4 (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 4 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-20-76-23) ; Gaumont Grand Écran, 15 (40-77-00-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (Fr.-Amér., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 4 (43-59-04-67) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Méditerranée, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Pathé Français, 4 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-00-33) ; UGC Montparnos, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 15 (45-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

RUBY (Fr.-Amér., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

LA SENTINELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-00-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Club Gaumont (Publicis Montparnos), 14 (42-58-52-78) ; Sept Parnasses, 14 (43-01-15-15) ; Les 120 Jours de Sodome (v.o.), 14 (43-01-15-15) ;

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (45-33-42-26) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Elvénard Montparnos, 15 (45-33-42-26) ;

THE PLAYER (v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 4 (43-57-80-81) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; Les Montparnos, 14 (43-27-62-37).

TOUTS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (43-28-58-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Français, 4 (47-70-33-88) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

VAN GOGH (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09).

LE VENT SOMBRE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A TOUTES VITESSES (C) : Cinéma, 19 (42-08-34-00) 19 h.

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 20 h 10.

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Danfort, 14 (43-21-01-01) 17 h 20.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 16 h.

CÉRÉMONIE SECRÈTE (Brit., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5 (42-54-51-50) 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

DIVA (Fr.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.

DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-81-55) 18 h 30.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinéoches, 8 (43-33-10-32) 0 h 15 ; La Berry Zebra, 11 (43-57-81-55) 22 h.

LES ENCHAÎNÉS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.

FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-50) 0 h 36.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 36.

L'ILE NUE (Esp., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

MARY POPPINS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 16 h.

MEDICINE MAN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

LES MILLE ET UNE NUITS (A., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-85-85) 17 h 30.

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 17 h 15.

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.

POINT BREAK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

LE PRINCE DES MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 18 h.

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-81-55) 17 h.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 21 h 30.

REGGAE SUNPLASH (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) 21 h 20.

ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 19 h 45, 22 h.

SAO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 10.

SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-85-85) 21 h 30.

LA STRADA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 18 h.

TAXI DRIVER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 15.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 19 h 15.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

LA VIE DES MORTS (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 18 h.

20.000 LIEUX SOUS LES MERS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 16 h.

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Espace Saint-Michel, 5 (47-40-20-49).

LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE BUNKER DE LA DERNIÈRE RAFALE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 8 (43-26-49-18).

LE CRIME ÉTAIT PRÉVOU PARFAIT (A., v.o.) : Action Chrétienne, 6 (43-28-11-30).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinéoches, 8 (43-33-10-32) 0 h 15 ; La Berry Zebra, 11 (43-57-81-55) 22 h.

LES ENCHAÎNÉS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.

FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-50) 0 h 36.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 36.

L'ILE NUE (Esp., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

MARY POPPINS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 16 h.

MEDICINE MAN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

LES MILLE ET UNE NUITS (A., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-85-85) 17 h 30.

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 17 h 15.

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.

POINT BREAK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 30.

LE PRINCE DES MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 18 h.

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-81-55) 17 h.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 21 h 30.

REGGAE SUNPLASH (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) 21 h 20.

ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 19 h 45, 22 h.

SAO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 10.

SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-85-85) 21 h 30.

LA STRADA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 18 h.

TAXI DRIVER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 15.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 19 h 15.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

LA VIE DES MORTS (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 18 h.

20.000 LIEUX SOUS LES MERS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 16 h.

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Espace Saint-Michel, 5 (47-40-20-49).

LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE BUNKER DE LA DERNIÈRE RAFALE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 8 (43-26-49-18).

LE CRIME ÉTAIT PRÉVOU PARFAIT (A., v.o.) : Action Chrétienne, 6 (43-28

CHEZ LES PEINTRES

La fureur de Joan Mitchell

Suite de la première page

Dans le toit, côté nord, un carré de plastique translucide verse une lumière égale et comme neutre au dépit du soleil dehors. Contre les murs, des panneaux blancs. Des tubes de couleur, des boîtes de pastel, des chiffons, quelques livres et des tables appuyées contre le mur. Interdiction de les retourner pour les voir. « Vous n'avez pas le droit. Ce serait comme si j'allais chez vous lire votre correspondance... Peut-être que ça se fait chez d'autres peintres, mais ça ne se fait pas chez Joan Mitchell. » Premier avertissement. Chez Joan Mitchell, les règles sont intangibles.

Jusqu'à l'instant d'entrer dans l'atelier, elle semblait d'humeur cauteuse et, presque, joyeuse. Elle faisait de bonne grâce les honneurs de son jardin et de sa maison. Elle offrait du vin blanc et expliquait comment faire cuire le maïs. Au déjeuner, elle se laissait aller à évoquer son enfance à Chicago et le musée de l'Art Institute. Elle portait et plaisait. Un esprit naïf, celui d'une rencontre tranquille, amicale, presque, sans aucune de ces colères qui aggravaient la noire légende de l'artiste.

Travailler dans le frais

Espoir absurde. Le soleil passé, l'humidité change d'un coup. Inutile de demander à voir une œuvre, plus inutile encore de prétendre poser une question. Les seules peintures que Joan Mitchell consent à montrer sont demeurées inachevées, gâchées à cause de la mauvaise qualité d'un bleu qui se craquelle dès qu'il sèche. Par la faute du marchand, un « incapable », elle a perdu de la toile et du temps, beaucoup de temps. « Il m'a envoyé une lettre. D'excuses... Comme si sa lettre me faisait regretter le temps que j'ai perdu à cause de cet idiot ! » Se souvenir de cet accident suffit à la faire tourner à l'air.

Quand elle s'assied enfin, on pourrait la croire prête à la conversation. Erreur : elle ne parle que pour prévenir qu'elle est « mauvaise pour les interviews », qu'elle déteste « les questions stupides », que, du reste, elle s'est déjà expliquée plusieurs fois sur sa peinture et qu'il est donc parfaitement vain

de la solliciter à nouveau. Du reste, elle n'a aucune estime pour les journalistes, ils ne savent rien, ils ne comprennent rien, ils sont corrompus et intéressés, ils ne viennent la visiter qu'avec des intentions suspectes. La philippique se développe, enrichie de saillies, provocations et insultes variées qu'il convient d'endurer, sans

Les gens ne savent plus regarder

Une respiration. « Aujourd'hui, on n'apprend plus. C'est pourquoi il y a de moins en moins de peintres. Il n'y a plus que des artistes », qui travaillent avec des photographies, des bandes dessinées, des objets, beaucoup d'objets. Ils font des installations dans les coins, par terre. Tout ça ne m'intéresse pas. Je suis d'un autre siècle sans doute, du temps où l'on savait ce que c'était que peindre. Personne ne sait plus.

lars, il payait une bière aux autres et on restait des heures à discuter tout ensemble. Mais ça ne peut pas durer. Ça n'est pas d'accord sur la peinture. Rothko ? « Il habitait uptown et, chaque fois qu'on se rencontrait, il me demandait si on parlait de lui downtown. Mais n'écoutez pas ça, il est mort. » De Kooning ? La réponse est impubliable.

D'autres noms passent, Sam Francis, Cy Twombly, qui a peint de « mauvais Mitchell », qui sont aussi de mauvais Twombly. Dans les années 50, Rauschenberg, Johns... « le pop art... je n'ai jamais été pop, moi. Rien à voir. Rien à dire ».

Pourquoi avoir quitté New-York et ces amitiés ? « Ah, ça c'est une

Pourquoi, décidément, s'être établi ici, à la campagne, isolée ? « Il me fallait une maison avec un grand jardin à cause de mes chiens... les pauvres... je ne pouvais plus les garder dans un appartement... Et puis je ne cherchais pas l'isolement. C'est faux, complètement faux. Simplement, je veux être libre... Je ne veux pas la solitude, mais ce monde, the world of art, le milieu comme vous dites, est devenu abominable, vraiment dégoûtant. Je ne veux rien avoir de commun avec lui, avec ces gens, dans les galeries, à la FIAC, partout, qui achètent sans regarder le tableau. Ils ne demandent que deux choses, la signature et le prix, c'est tout ce qui les intéresse. Pas la peinture. C'est par rapport à ce monde que je veux être libre. Je veux pouvoir dire merde quand il faut dire merde. C'est ça, être libre. »

Du côté de la poésie de la sensation

Elle enchaîne d'elle-même, pour elle-même plus que pour son interlocuteur, qui a renoncé depuis longtemps à diriger l'entretien à sa guise et cherche à se faire oublier. « Je n'ai jamais rien fait de façon calculée. Je ne me suis jamais dit : il faut être moderne, il faut être d'avant-garde, d'un « isme » quelconque, jadis. La dernière mode, elle ne m'intéresse pas... Je suis allée à l'abstraction doucement, peu à peu, tableau après tableau. C'était au Lavandou, les toiles venaient les unes après les autres, sans idée préalable. Elles venaient naturellement. Simplement, j'allais vers l'abstraction parce que je sentais qu'il y avait là une possibilité, une richesse nouvelle, quelque chose d'inconnu qui en valait la peine. Je ne me demandais pas si j'étais expressionniste ou pas expressionniste. Tout ce que je voulais, tout ce que je veux toujours, c'est sentir quelque chose. Il faut que le tableau soit senti, c'est flagrant et c'est peu explicable. »

Un temps. Un sourire soudain, qui rajoute le visage et le métamorphose. « Si nous allions dans un musée ensemble, je vous montrerais les tableaux sentis et ceux qui ne le sont pas. On les distingue du premier coup. C'est la même chose en musique ou en poésie. J'en lis souvent, beaucoup... Il y a les gens de la prose et les « poetry people ». Moi, je suis de ce côté-là, le côté de la poésie et de la sensation.

« Ce matin, j'ai rangé des pinces dans l'atelier. Il a suffi que je les voie, que je voie les couleurs, pour avoir envie de travailler, de reprendre les pinces. Alors je me suis dit : Joan, tu n'es pas encore finie. J'étais rassurée parce que je savais que j'avais encore envie de la peinture. »

Le sourire cesse. « Bon, ça va comme ça. Je suis fatiguée de parler. » La conversation finit net. Dans le jardin, en redescendant vers sa maison, Joan Mitchell est prise du remords de s'être un tant soit peu livrée. « Il y a deux Joan en moi. La petite Joan, la peureuse, qui a envie qu'on l'écoute et la rassure - et la grande qui lui interdit d'être sentimentale. Tout à l'heure, la petite s'est laissée aller et la grande l'a laissé faire. Elles ont eu tort. »

PHILIPPE DAGEN

La semaine prochaine :

Martial Rayssé

AVIGNON

Bilan globalement positif

Journalistes et spectateurs ont salué l'action d'Alain Crombecque

Alain Crombecque quitte la direction du Festival d'Avignon, mais pas la ville puisqu'il reste président du CNF (Centre national du théâtre) le 30 juillet, - installé à l'Hospice Saint-Louis, et qui sera opérationnel en 1994. L'annonce dans la plume et la contestation, son dernier mandat se termine dans la plénitude d'une chaleur lourde et la satisfaction des salles pleines, les prévisions de recettes atteintes malgré l'annulation globale des spectacles, pour cause d'agitation sociale le 16 juillet : 700 000 F de porte. Ce n'est pas peu si l'on sait que le Festival doit présenter des comptes en équilibre et que les recettes directes avaient un tiers du budget global.

115 000 entrées, dont 20 000 pour la danse en général, et 35 000 uniquement dans la cour d'honneur, remplie à 90 % de sa capacité pour l'ensemble des quatre spectacles au programme : le flamenco - qui se donne les 2 et 3 août à bureau fermé, - Anne Teresa de Keersmaecker, Jean-Claude Gallota, qui a rempli les gradins à 100 % malgré un accueil réticent, comme d'ailleurs le spectacle de Luis Pasquel, le Chevalier d'Orléans, avec Jean-Marc Barr. Terra incognita, de Georges Lavaudant, aux Taillades, a fait un beau score : 97 % de la jauge. Le spectacle a commencé à plein le 11 juillet pour une longue série de représentations, puisqu'il se maintient jusqu'à la fin et qu'on ne prévoit un tassement de fréquentation que les 2 et 3 août. La zarzuela n'a fait « que » 80 % dans un nouveau lieu, l'Hôtel Saint-Marthe, et les programmes latino-américains ont souffert d'une sorte de malentendu.

La divine surprise de « Calderon »

Mais la littérature se porte bien, en dehors même des incommensurables de lecture qui, de la chapelle Sainte-Claire à la Chartreuse en passant par le cloître du Collège d'Anecy, ont trouvé leur public. Bien que le Siège de Numance, de Cervantes, par Robert Cantarella ait déconcerté la majorité de la presse et - à écouter les conversations - la plupart des spectateurs, la curiosité a été la plus forte et le cloître des Carmes n'a pas désempli. De même les Pénitents Blancs pour le Livre des Juges, de Le Clézio, par François Marthouret, et surtout le Calderon, de Pasolini, par Jean-Louis Martini, la divine surprise des derniers jours de festival.

Face à la presse, comme face au public, l'équipe du festival a fait le point. Daniel Girard, directeur de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, a dit qu'il souhaite continuer avec Bernard Faivre d'Arce - ce qui semble acquis - le type de collaboration mis sur pied par Alain Crombecque. Si l'on excepte quelques réclamations des spectateurs concernant le prix des places et le système de réservation et un début de polémique - très retenue - à propos des intermittents du spectacle, ses huit ans de festival ont été salués avec émotion. Pour une fois d'accord, spectateurs d'un côté et journalistes de l'autre se sont souvenus des nombreux moments de magie avignonnaise, dès à l'obstination silencieuse et à la sensibilité d'Alain Crombecque. Il a décidé d'éviter les discours. Ce n'est pas étonnant de sa part.

COLETTE GODARD

De Chicago aux bords de la Seine

Joan Mitchell est née en 1925 à Chicago, où elle accomplit l'essentiel de ses études artistiques entre 1944 et 1947 à l'Art Institute. Elle s'y initie à l'impressionnisme et à Matisse. Après un premier voyage en Europe en 1947 et 1948, elle s'installe à New-York et côtoie les expressionnistes abstraits au plus fort de leur bataille artistique.

Proche de De Kooning, Rothko, Newman, elle débore un style où la violence gestuelle de l'action painting est contenue et équilibrée par une construction très puissante. Elle expose alors, de 1951 jusqu'au début des années 60, à la Stable Gallery à New-York ainsi que lors de manifestations collectives au Whitney Museum - dès 1951, au Museum of Modern Art dès 1956.

Longtemps la compagne de Jean-Paul Riolle, elle s'installe à Paris, en 1955 et demeure en France depuis cette date. Elle y apparaît comme une figure d'exception, à la croisée des traditions française et américaine, et son influence va grandissant tout au long des années 70 et 80. A partir de 1967, elle présente régulièrement ses œuvres à la galerie Jean-Fournier à Paris, et, à New-York, chez Martha Jackson, puis chez Xavier Fourcade.

En 1982, le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris organise une importante rétrospective de ses œuvres, imité en cela en 1988 par les principaux musées américains. Elle vit et travaille à Vétheuil.

paraître en concevant le dépit. « Mais : « Bon, alors vos questions ? »

Le questionneur ne sait plus laquelle hasarder. Il imagine de prendre prétexte des cartes postales postales au mur de l'atelier, reproductions de Van Gogh, de Cézanne, de Matisse ou de fresques archaïques. Pourquoi ces photos ? « C'est une question stupide ! Parce que des amis m'ont envoyé ces cartes, évidemment ! Je les ai gardées. C'est tout. » Si elle les regarde ? « Je regarde tout, toute la peinture, celles-ci, d'autres... » Mais Cézanne ? Sur ce point, elle consent enfin une réponse moins laconique. « On ne peut pas entrer dans Cézanne, parce qu'il répondait : L'ail est répondu à la surface. Il n'y a rien derrière. Voilà pourquoi je n'aime pas Titien. Il y a trop de trous dans ses tableaux, et pas assez de surface... Mais Cézanne n'est pas un coloriste, pas comme Matisse ou Van Gogh. Il ne travaille pas comme eux, avec les rapports des couleurs entre elles. Vermeil est un coloriste, Chardin aussi, pas Cézanne. » Et elle-même ? Silence. « Non... Pas tout à fait coloriste. Je ne crois pas. »

Sur sa manière de peindre, elle ne se livre pas plus. Elle travaille seule dans son atelier - cela, elle l'affirme violemment, à la manière d'une revendication d'indépendance absolue. Son rythme de création, dit-elle encore, est irrégulier. Tantôt l'exécution d'un tableau dure longtemps, tantôt une journée. Elle préfère la lumière du jour à l'électricité et, par conséquent, les galeries où ses œuvres ne sont pas martyrisées par des éclairages artificiels trop violents. Elle travaille « dans le frais », couleur après couleur sans temps de séchage entre elles. Comment fait-elle ? « J'ai appris. Je connais la peinture, figurez-vous. J'ai appris à Chicago, à l'Art Institute. Quand j'étais jeune, les leçons avaient lieu dans le sous-sol de l'institut, sous les salles de musée. Et dans les salles, Sargent, Cézanne, Van Gogh, Lautrec, Monet... Quand j'étais enfant, je croyais que toute la peinture était française, à cause des noms... Vous pensez qu'à Chicago il n'y a que des sauvages... » - malgré les protestations, sans les écouter, elle entreprend l'apologie de sa ville natale - «... mais, à Chicago, il y a la plus grande collection de

Et personne ne sait plus regarder la peinture. Toute la journée, les gens sont devant leur poste de télévision. Ils ne voient plus rien, ils ont perdu la vue. C'est ça, l'époque moderne, la télévision... De toute façon, vers l'âge de huit ans, quand les enfants passent au stade conceptuel, ils perdent le sens visuel. Anton Ehrenzweig l'a démontré... Avez-vous lu Ehrenzweig ? Ah... Bon... Mais il faut réapprendre à voir. Si vous vous voyez, je vous apprendrai. Mais c'est difficile. Je l'ai fait avec des amis. Je leur ai appris. Il faut du temps... Je peux même vous apprendre à peindre. Il faudra encore plus de temps. Mais on peut y arriver, avec de la patience. Je l'ai fait avec un universitaire américain... Il s'améliore, je suis assez contente de lui. »

Après quelques détours et anecdotes ironiques sur les progrès incertains de ce disciple instruit, la conversation revient sur la technique et le goût de Joan Mitchell pour les compositions en diptyques ou polyptyques. « J'ai commencé à en faire parce que c'était le seul moyen de réaliser de grandes toiles qui puissent sortir facilement de l'atelier. C'est la raison. » Puis, s'avisant que cette explication triviale ne suffit peut-être pas : « Ce que j'aime dans les diptyques, c'est la ligne verticale au centre.

« Parce qu'elle suggère une symétrie ? » - Pas du tout. C'est ridicule, cette idée. La symétrie ne m'intéresse pas. Ce qui me retient, c'est que la ligne verticale déstabilise l'effet horizontal, l'effet de paysage. Sinon, on vous dit : « Il y a un ciel, il y a un paysage. » C'est idiot. Comme ces histoires d'impressionnisme abstrait, toutes ces stupidités qu'on a pu écrire sur moi, je ne veux plus en entendre parler. Depuis des années, je suis poursuivie par ça parce que j'ai l'habitude Vétheuil... Impressionnisme ! Pas du tout.

« Expressionnisme abstrait, alors ? »

« Ni expressionnisme abstrait - c'est complètement faux. » N'a-t-elle pas cependant fait partie de ce groupe, à New-York, dans les années 50 ? « Ce n'était pas un groupe, absolument pas. C'était des amis qui se voyaient tous les jours au Cedar Bar et dans leurs ateliers. Quand l'un d'eux avait vendu une toile, cent dollars, deux cents dol-

bonne question... Pourquoi être venu ? Pas à cause des Français en tout cas. » Les Français, apprend-on aussitôt, sont caractérisés par leur amour du mensonge et de la dissimulation. « Ils ne parlent pas. Ils se réunissent pour déjeuner ou dîner, mais c'est pour ne rien dire, que des politesses, des idioties. En France, on ne parle pas de sa vie, on ne parle pas de sexe, on ne parle de rien en fait... Et puis il y a les manières des Français avec les femmes aussi, leur gentil mépris, pas gentil du tout... J'en ai souffert. » Elle évoque les années partagées avec Jean-Paul Riolle à Paris. « Quand nous nous sommes séparés, nos « amis » ont cessé de me voir peu à peu. Pas lui, moi. J'ai observé ça souvent en France : une femme qui divorce, une veuve, on les oublie vite, on oublie de les inviter. Un homme seul, c'est l'inverse : on continue à le fréquenter. Pourquoi ? Aux Etats-Unis, ce n'est pas la même chose... Evidemment ici, il y a d'autres avantages, les paysages, les bistros, tout ce que vous appelez la qualité de la vie. New-York est une ville si brutale... »

CINÉMA

15 kilomètres d'Abel Gance à la Défense

La projection des 15 kilomètres de l'intégralité de la pellicule du Napoléon d'Abel Gance a duré, avec les entractes, sept heures. Une nuit bien blanche pour les quatre mille spectateurs et les soixante-cinq musiciens de l'orchestre de la garde républicaine. Le plus grand écran du monde installé sur le parvis de la Grande Arche de la Défense pour un des plus grands films de l'histoire du cinéma. La nuit ne pouvait être qu'à la mesure d'Abel Gance. Elle le fut.

Au fil des années, les copies de Napoléon s'étaient effritées ou perdues, et il a fallu attendre cinquante-trois ans après sa première projection, en 1927, pour voir le film tel qu'Abel Gance l'avait conçu. C'est cette version, restaurée par la Cinémaèque française, que Paris quartier

d'été et l'EPAD ont présentée à la Défense. Le public, hétéroclite, est venu : des gens de tous âges (mais peu d'enfants), des fans d'Antonin Artaud avec un livre sous le bras (il interprète Marat), d'autres plus prosaïquement avec des coussins et du ravitaillement.

Moment magique que la projection sur triple écran de la double tempête, Napoléon seul sur une mer déchaînée au centre et l'Assemblée nationale en ébullition, sur les côtés. Le public applaudit, mais timidement, manifeste peu à la vision des nombreux morceaux de bravoure pourtant brillamment soulignés par les musiques d'Arthur Honegger et de son ancien élève Markus Constant.

Bien avant le premier entracte, pendant la longue jeunesse corse

de Bonaparte, quelques spectateurs commencent à succomber au sommeil, des corps s'affaissent mollement sur leur chaise. Profitant de la pause, les sonorisateurs diffusent un peu de heavy-metal qui, conjugué avec la soupe à l'oignon vendue dans les stands, modifie nettement l'atmosphère de l'épopée. La Terreur, Robespierre et Saint-Just, incarnés par Abel Gance lui-même, reprennent le public en main, et rouvrent les yeux mi-clos. Pour la troisième et dernière partie, les brèves sont toujours là, ce sont de loin les plus nombreux, les autres ont déserté ou se sont roulés dans les couvertures prêtées par l'organisation. La multitude survit jusqu'au bout de la nuit.

C. H.



Joan Mitchell : « Il y a de moins en moins de peintres. Il n'y a plus que des artistes. »

Les lettres-plafonds de M. Bérégovoy pour la préparation du budget

Étroite rigueur

Contre vents et marées, M. Pierre Bérégovoy est décidé — il l'a dit vendredi 31 juillet à Rouen — à assumer la « responsabilité » de l'impopularité du gouvernement, alors qu'un récent sondage BVA publié par Paris-Match le 29 juillet fait état d'un taux record de 76 % de mécontentement. L'irrésistible envolée des licenciements économiques — 282 000 sur le seul premier semestre — joue beaucoup dans ce mauvais résultat, malgré la permanente mise en relief par les pouvoirs publics de bons indices sur l'inflation ou le commerce extérieur.

Dans les lettres-plafonds qu'il a adressées à ses ministres le 30 juillet, le premier ministre confirme donc les objectifs arrêtés dans sa lettre de cadrage du 6 mai. Le cap est maintenu sur une « grande rigueur » et M. Bérégovoy n'entend nullement se laisser distraire de sa voie par l'impératif électoral de mars 1993. Car, il n'a pas repris à son compte l'objectif de son prédécesseur de faire évoluer la dépense globale de l'Etat « au niveau de l'inflation prévisionnelle » — d'autant plus difficile à réaliser que certaines charges augmentent automatiquement de plus de 5 %, comme les intérêts de la dette publique (+ 8 %). Mais la hausse globale de 3,5 % pour le budget 1993 — soit une progression des dépenses en volume de 0,7 %, l'inflation attendue étant de 2,8 % — ne laisse qu'une très faible marge.

A l'exception des quatre priorités (éducation, emploi, justice, sécurité), tous les ministères connaîtront un régime sec, avec, à la clef, des réductions d'effectifs dans la fonction publique. Mais même cette rigueur sera difficile à mettre en œuvre, alors que les augmentations d'impôts sont écartées et que l'effondrement des recettes fiscales a toutes les chances de se poursuivre tant que la France ne connaît pas de véritable reprise tirée par la consommation des ménages. Celle-ci est stagne et le redressement important du commerce extérieur ne fait pas l'affaire, puisque la TVA, qui représente 45 % des recettes fiscales de l'Etat, est au taux zéro à l'exportation.

Le gouvernement risque d'être confronté, malgré son souci de ne pas faire de relance électorale, à une nouvelle aggravation du déficit budgétaire en 1993, qu'il aura bien du mal à limiter à 2 % du PIB (150 milliards de francs). Déjà, la Caisse des dépôts a tiré le sonnette d'alarme pour 1992, comme le patronnet, redoutant un déficit de 165 milliards et un craint que le chiffre de 180 milliards soit atteint en 1993. Il faudrait que le gouvernement elle bien au-delà dans son programme de cession d'actifs d'entreprises publiques, ou que la consommation des ménages reparte enfin, pour faire mentir les Cassandra. La morosité ambiante rend encore peu crédible une telle perspective.

MICHEL NOBLECOURT

Le gouvernement limite globalement à 3,5 % la progression des dépenses de l'Etat en 1993

M. Pierre Bérégovoy a adressé, jeudi 30 juillet, à l'ensemble des ministères, les lettres-plafonds fixant le maximum de dépenses autorisées pour chacun d'eux, en 1993. Dans un communiqué, l'Hôtel Matignon indique que « la progression globale des dépenses a été limitée à 3,5 % et les priorités du gouvernement seront financées, grâce à un redéploiement des dépenses publiques en leur faveur » (le Monde du 4 juin).

Pour 1993, comme l'année précédente, l'Etat est aux restrictions budgétaires, et seuls quatre secteurs (éducation nationale, justice, emploi, sécurité) bénéficieront de quelques crédits additionnels. Les crédits alloués à l'éducation nationale connaîtront une augmentation plus importante (+ 7,2 %), de même que ceux de la justice et de la sécurité, qui progresseront respectivement de 6,7 % et 5,3 %. L'emploi demeurera lui aussi un objectif prioritaire : le communiqué, publié par Matignon vendredi 31 juillet, souligne que « le budget de l'emploi avec une progression de 3,5 % pourra contribuer activement à la lutte contre le chômage ». La progression globale des dépenses a été limitée à 3,5 % (pour une pré-

vision d'inflation de 2,8 % en 1993), ce qui signifie d'importantes restrictions dans d'autres ministères (le Monde du 4 juin).

« La vraie difficulté est du côté des recettes », remarquent-on à Matignon. Effectivement, les rentrées fiscales sont bien plus faibles que prévu, sur la base d'une année 1991 déjà peu satisfaisante. Il sera donc pratiquement impossible de maintenir le déficit budgétaire en-deçà de la barre de 2 % du PIB, soit 150 milliards de francs, chiffre avancé dans la lettre de cadrage envoyée aux ministres le 6 mai. Cette année, le déficit du budget de l'Etat pourrait déjà atteindre 170 milliards et 180 milliards de francs en 1993.

En dehors des importantes dépenses exceptionnelles de l'année (4 milliards pour le plan université 2 000, peut-être 4 milliards sur deux ans pour l'indemnisation des victimes du sida par transfusion, 3 à 4 milliards pour la mise en œuvre de l'accord salarial dans la fonction publique), certains crédits plus modestes, comme la contribution française aux opérations de l'ONU au Cambodge et dans l'ex-Yugoslavie (600 millions de francs environ) ont rendu très délicats les derniers arbitrages.

Côté recettes, le gouvernement a encore un mois devant lui pour trouver des sources de revenus

additionnels. Pas question, répète-t-on à Matignon, de mettre en cause les principes de la politique économique (en acceptant une augmentation rapide du déficit, ou de songer à un renchérissement de la fiscalité. Malgré les exemples donnés récemment à l'étranger, en Espagne entre autres, les impôts ne seront pas augmentés. Alors que l'activité économique tarde à repartir, et juste avant le référendum sur le traité de Maastricht, on voit mal comment il pourrait en être autrement. L'annonce de recettes fiscales additionnelles prélevées sur des fonds dormants, comme ce fut le cas l'an dernier avec le Fonds de garantie de l'épargne logement ou la Caisse nationale des télécommunications, n'est pas à exclure. Quant aux privatisations partielles, leur produit pourrait atteindre jusqu'à 20 milliards cette année, et 30 milliards l'an prochain. Le communiqué de Matignon se borne à indiquer que, « comme en 1992, le produit des cessions d'actifs servira à financer les dotations en capital et les dépenses exceptionnelles en faveur de l'emploi, correspondant aux actions lancées en 1992 ».

F. L.

SOCIAL

Selon le maire de la commune

Le département n'est pas habilité à relancer l'activité des chantiers navals de La Ciotat

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Selon le maire (UDF-PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafond, le département des Bouches-du-Rhône « n'a strictement aucune compétence » sur le domaine public maritime de la commune et n'est donc pas habilité à relancer l'activité des chantiers navals sur le site de l'ex-société Normed. A l'appui de sa thèse, M. Lafond cite un arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 6 février 1984, relatif aux transferts de compétences de l'Etat, en matière de ports maritimes. D'après ce document, le transfert opéré au profit du département, ne concerne que le seul plan d'eau du « port vieux » de La Ciotat, le port de commerce et de pêche de la commune (d'une superficie de 15 000 mètres carrés) à l'exclusion de toute autre partie des 36 hectares du domaine public maritime occupés par les anciens chantiers.

Le procès-verbal établi contradictoirement entre les parties, le 12 juillet 1985, et portant sur la consistance des biens remis, se borne, également, à la description du seul « port vieux ». Il écarte, selon M. Lafond, que tous les actes accomplis par le conseil général, en vertu de sa concession « supposée » de l'intégralité de ce domaine public maritime, sont « juridiquement inexistants ». L'assemblée départementale n'aurait, ainsi, aucune compétence pour retirer à la société de construction navale Normed, en novembre 1989, les autorisations d'outillage privé dont elle était bénéficiaire, ni pour les accorder, temporairement, un an plus tard, à la société américano-suisse Lesmar. Elle n'en aurait pas davantage pour attribuer, comme elle en a l'intention, une nouvelle concession à cette dernière société qui est toujours sur les rangs pour la reprise des chantiers.

M. Lafond estime, en l'occurrence, dans une lettre adressée, le 30 juillet,

Baisse de 0,1 % des dépenses d'assurance-maladie en juin

Après avoir progressé de 0,3 % en mai, les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAAM) ont baissé de 0,1 % en juin par rapport au mois précédent, selon les dernières statistiques publiées, jeudi 30 juillet, par la CNAAM, ce qui porte à 4,6 % la progression des dépenses d'assurance-maladie sur les douze derniers mois. Ce second recul des remboursements depuis juillet 1991 — le premier avait été enregistré en avril (- 0,3 %) — s'explique essentiellement par la baisse de 0,3 % des versements aux hôpitaux publics, accompagnée d'une diminution des indemnités journalières de moins de trois mois (- 1,8 %) et de la relative stabilité des remboursements d'honoraires et des prescriptions qui progressent de 0,1 %. En revanche, les versements effectués au titre des arrêts de travail de plus de trois mois sont en hausse de 1,8 % et les versements aux cliniques en progression de 0,6 %.

GUY PORTE

A l'appel de la FDSEA

Les éleveurs ont bloqué la ville de Limoges

LIMOGES

de notre correspondant

A l'appel de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et des jeunes agriculteurs de la Haute-Vienne, plusieurs centaines d'éleveurs limousins ont investi, dans la journée de vendredi 31 juillet, l'agglomération de Limoges. En canalisant, à l'aide de barres de piques enfilées, les flux routiers des principales voies d'accès à la ville — et notamment la déviation autoroutière Paris-Toulouse — ils ont concentré le flot des automobilistes, des caravanes et des poids lourds vers le centre-ville et créé de forts embouteillages.

GEORGES CHATAIN

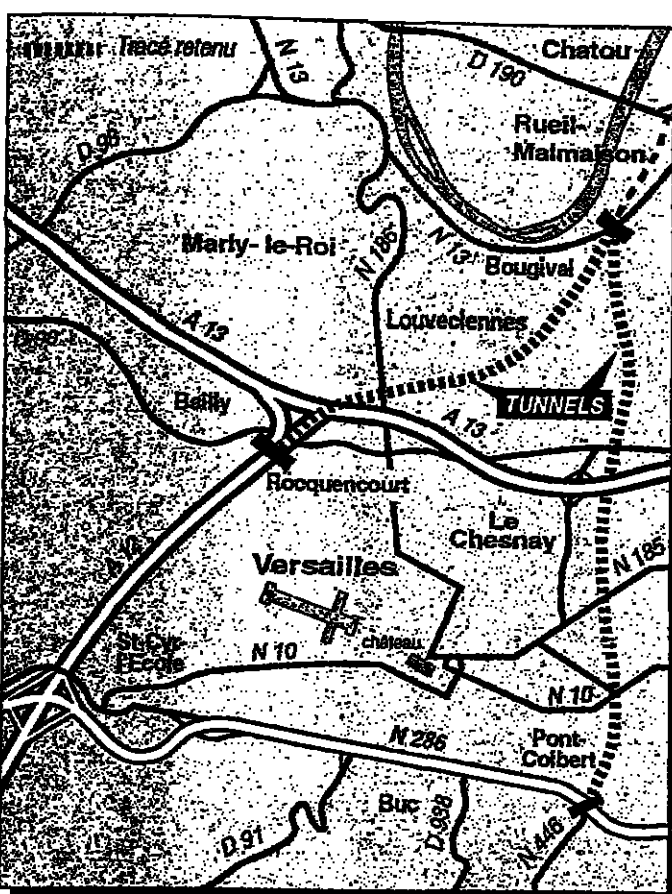
EN BREF

■ Schlumberger rachète l'activité sismique de Raytheon. — Le groupe franco-américain Schlumberger rachète au groupe américain Raytheon Company deux sociétés spécialisées dans la sismique, a annoncé Schlumberger dans un communiqué publié lundi 27 juillet. Seismograph Service, filiale de Raytheon, emploie 1 400 personnes et fournit sur tous les continents des services d'exploration géophysique pour le pétrole, le gaz et les minéraux. La seconde filiale, Geo Quest Systems, conçoit et commercialise des logiciels pour les stations d'interprétation de données géophysiques et pétrolières. Elle emploie 160 personnes et compte plus de 90 clients dans une trentaine de pays.

■ Baisse de 0,8 % des allocations des ASSÉDIC indemnisés en juin. — Selon les statistiques, publiées vendredi 31 juillet par le régime d'assurance-chômage (UNEDIC), le nombre d'allocataires indemnisés par les ASSÉDIC a atteint 2 423 200 au mois de juin, soit une baisse de 0,8 % par rapport au mois de mai (2 496 900) — en données corrigées des variations saisonnières — et une progression de 6,4 % en un an. Le nombre total des demandeurs d'emploi indemnisés s'est établi à 2 063 800, dont 1 639 000 dans le cadre du régime d'assurance (en progression de 12,1 % en un an). En juin, 377 947 dossiers ont été déposés aux ASSÉDIC, ce qui représente une progression de 2,9 % par rapport au mois de mai et de 13 % sur un an.

EQUIPEMENT

M. Bianco choisit le tracé « mixte » pour le bouclage de l'A 86 à l'ouest de Paris



Pour le bouclage à l'ouest de Paris de l'autoroute A86, qui devrait ceinturer la capitale à une dizaine de kilomètres, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, s'est prononcé en faveur du tracé dit « mixte », qui prévoit deux tunnels à péage d'une longueur de dix kilomètres (nos dernières éditions du 1^{er} août). La solution retenue est celle d'une liaison souterraine directe entre Ruell-Malmaison (Hauts-de-Seine) et Pont-Cochet, au sud-est de Versailles (Yvelines), qui sera réservée aux véhicules légers. Le second tunnel, pour les poids lourds, reliera Ruell-Malmaison à l'autoroute A12, à la hauteur de l'échangeur de Roquencourt (Yvelines). Ces deux ouvrages, à péage, seront gérés en concession par la société privée Cofiroute. Le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Girard (RPR), s'est déclaré « satisfait » du choix gouvernemental, ajoutant qu'il sera « vigilant quant à la localisation précise et à l'insertion dans leur site des futures échangeurs et à la réalisation simultanée des deux ouvrages souterrains ».

COMMUNICATION

Alors que les chaînes publiques s'apprentent à changer de nom

Le CSA somme le Parlement de se prononcer sur la fusion Antenne 2-FR3

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a quasiment sommé le « législateur » de se prononcer « rapidement » sur le principe d'une fusion entre les deux chaînes de télévision publique, Antenne 2 et FR3. A l'occasion de son examen annuel du bilan des deux chaînes de télévision présidées par M. Hervé Bourges, le CSA s'est déclaré « perplexe » devant « la complexité de l'organisation des différents niveaux de décision au sein des deux sociétés et de la structure de la présidence commune ». Bien que M. Bourges soit le PDG commun d'A2 et de FR3, il ne peut fusionner de facto les deux chaînes — ce qui ne signifie pas la fusion des antennes — et son pouvoir est limité par les textes qui instituent deux directeurs généraux dotés de responsabilités, notamment budgétaires, importantes.

Malgré ces obstacles institutionnels, une « politique de rapprochement des deux sociétés de télévision » a été tentée par la nomination de directeurs communs (M. Devaux est ainsi devenu directeur de l'information d'A2 et directeur de l'information de FR3 ; M. Pascal Joseph a été nommé directeur chargé de l'antenne à A2 et directeur chargé de

l'antenne à FR3 ; quant à M. Eric Giully, directeur général d'Antenne 2, il est parti...).

Au-delà des lenteurs suscitées par la gestion commune de sociétés implantées sur des sites différents, le CSA note que le processus en cours est « difficilement compatible avec le cadre juridique actuel ». Il convient donc, conclut le CSA, « que le législateur lève rapidement l'ambiguïté qui résulte de la loi du 2 août 1989 sur la présidence commune et décide si une telle fusion doit être tenue comme l'objectif à atteindre ». Autrement dit, qu'il donne à M. Bourges les moyens de mener sa fusion à bien. Comme le secrétaire d'Etat à la communication, qui dirige M. Jean-Noël Jeanneney, n'a aucun projet législatif de ce type dans ses cartons, c'est bien au Parlement de se prononcer. D'autant plus vite que les chaînes publiques s'apprentent à changer de nom : à l'automne, Antenne 2 s'appellera France Télévision 2 et FR3, France Télévision 3. Le logo sera également modifié et, en façade du moins, le rapprochement des deux chaînes publiques sera effectif.

YVES MAMOU

■ Le Conseil régional de la Réunion vote une double étude sur l'audiovisuel. — Le conseil régional de la Réunion a voté, vendredi 31 juillet, la mise en chantier d'une double étude sur l'audiovisuel « afin d'éclairer les élus sur la couverture audiovisuelle la plus large possible de l'île », après les récentes attributions de fréquences par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le conseil régional, présidé par le PDG de Télé Free Dom, M. Camille Sudre, considère que le choix du CSA « ne correspond pas aux demandes des différents candidats ». Le CSA n'a attribué à Free Dom que trois canaux sur les 13 demandés. Les élus socialistes ont refusé de voter ce texte qui « servira surtout à Free Dom », a déclaré le PS en déclarant que le conseil régional devienne une « officine » de la télévision de M. Sudre.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Augmentation de 0,5 % des dépenses de consommation et stabilité des revenus. — Les dépenses de consommation aux États-Unis ont progressé de 0,5 % en juin 1992 et les revenus des ménages sont restés stables pour le même mois, a annoncé, vendredi 31 juillet, le département du commerce américain. Selon la même source, les commandes industrielles ont augmenté de 2,3 % en juin, enregistrant leur plus forte hausse depuis onze mois.

ITALIE

■ Déficit de 736 milliards de lire de la balance commerciale et 0,2 % de hausse des prix. — La balance commerciale italienne a enregistré, en juin, un déficit de 736 milliards de lire (3 milliards de francs), a annoncé, vendredi 31 juillet, l'Institut national de la statistique. Ce résultat porte à 13 388 milliards de lire (65 milliards de francs) le déficit de la balance commerciale pour les six premiers mois de l'année 1992. La hausse des prix a été de 0,2 % en juillet, ce qui porte à 6,5 % l'inflation en Italie depuis juillet 1991.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers un assèchement du marché de l'écu ?

Le marché de l'écu, qui n'a plus vu d'opérations nouvelles depuis longtemps, risque fort de s'assécher, car certains emprunteurs songent à mettre à profit la lourde chute des cours des obligations qui s'est récemment produite dans ce compartiment. Les prix sont tombés si bas qu'il vaut la peine de racheter ses propres titres, amplement bradés sur le marché, à des niveaux bien inférieurs à leur valeur nominale, celle à laquelle il faudra normalement les rembourser si on attend passivement qu'ils viennent à échéance. Il est très tentant d'effacer ainsi à bon compte une partie de sa dette.

La Danemark est au nombre de ceux qui ont déjà mis leur projet à exécution. Ce pays avait placé de grands espoirs dans le développement du marché de l'écu, auquel il a d'ailleurs contribué de façon importante. Au mois de mai, il avait lancé un gigantesque emprunt de plus d'un milliard d'écus à Copenhague, de façon à promouvoir sur place l'utilisation du panier de devises européennes. L'évolution récente, le conduit maintenant à réduire au contraire le poids de l'écu dans la composition de sa dette. Globalement, cela revient à faire une place plus large au deutschemark, monnaie à laquelle sont associés des taux de rendement beaucoup moins élevés.

D'une manière générale, l'état du marché international des capitaux a encore empiré ces derniers jours. Les difficultés des compartiments de l'écu, de la livre, de la peseta et du franc ont, comme par contagion, fini par atteindre celui des titres en marks. Les incertitudes politiques liées à la construction européenne et au référendum du 20 septembre, ainsi que les graves problèmes de l'Italie sont très durement ressentis. L'inquiétude est grande si bien qu'on ignore pratiquement les bonnes nouvelles.

Une formule remise à la mode

Les services d'études de nombreuses banques de différents pays annoncent pour un avenir assez rapproché une « baisse » des taux d'intérêt, dans les obligations de moyenne et longue durée en Allemagne. Ils justifient leurs prévisions par le ralentissement du rythme de la croissance écono-

mique outre-Rhin et par les succès remportés dans la lutte contre l'inflation. Or les investisseurs demeurent insensibles à de telles considérations.

L'attention s'est, en fait, surtout portée sur le marché du dollar américain, où une formule très en vogue il y a quelques années vient d'être remise à la mode. Il s'agit d'opérations à taux variable, mais dont le coupon ne pourra en aucun cas tomber au-dessous d'un plancher, ni dépasser un plafond. Quatre emprunts de ce type ont vu le jour jeudi et vendredi, et ils ont été fort bien accueillis, particulièrement en Suisse. La rémunération des obligations à taux variable est gérée sur le loyer de l'argent à court terme.

Actuellement, pour ce qui est du dollar, les niveaux de référence sont très bas, bien inférieurs à 4 %, et ce genre de placement n'attire donc guère les particuliers. Dans le cas présent, ils se sont précipités car on les assure d'un revenu minimum proche de 5 %. Le maximum a été fixé à 10 %, ce qui, visible, n'a pas été considéré comme une limite trop contraignante. Les emprunteurs sont tous des établissements financiers de tout premier plan qui en ont profité pour offrir des titres subordonnés de dix ans de durée.

Deux banques françaises figurent parmi les débiteurs. Le Crédit local, qui s'est annoncé jeudi par l'intermédiaire de la maison américaine Goldman Sachs, a pu se contenter d'offrir un minimum de 5 %. La Société générale, qui, sous la direction d'une autre banque américaine, Kidder Peabody, s'est présentée le lendemain dans un marché déjà saturé, a dû relever la barre d'un cran : le plancher sera de 5,125 %. Il faut préciser que les emprunteurs ayant conclu des contrats d'échange n'ont pas à craindre de surpayer leur opération. Tout se passe pour eux comme s'il n'y avait pas de plancher. Le coût final de la transaction du Crédit local, par exemple, est de l'ordre d'une dizaine de points de base de plus que le Libor en dollars, le taux interbancaire offert sur le marché international.

Le Crédit local a par ailleurs émis, à la veille du week-end, un deuxième euro-emprunt, mais libellé en dollars canadiens. C'est une transaction dont l'intérêt ne

sera versé qu'à l'échéance, dans dix ans, en même temps que le capital sera remboursé. L'opération que dirige Wood Gundy est intéressante à plusieurs titres. Elle représente une des rares euro-émissions de grande taille émises ces derniers jours. Elle n'est pas subordonnée et elle revient très peu cher au débiteur, qui, grâce à un autre contrat d'échange conclu cette fois avec Morgan Guaranty, recevra le produit sous la forme de dollars des Etats-Unis à taux variables qu'il aura à rembourser à un niveau beaucoup plus bas que le Libor.

Les spécialistes s'intéressent également à cette affaire parce qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un programme d'euro-obligations à moyen terme. Lorsque les grands débiteurs se dotent de tels programmes, ils mettent à la disposition des banques qu'ils chargent de s'en occuper un prospectus détaillé. Cela permet de monter très rapidement des transactions financières et revient beaucoup moins cher que s'il fallait à chaque fois établir une nouvelle documentation. Habituellement, les emprunts émis dans ce cadre ont un caractère privé. Or la dernière émission en dollars canadiens du Crédit local est offerte en souscription publique. Et comme, au départ, l'emprunteur s'était lui-même réservé la possibilité de monter des obligations pour son propre compte, il a eu toute liberté de choisir les établissements qu'il voulait pour diriger sa transaction. La simplicité de la formule et l'économie qu'elle permet de réaliser font attendre que cette pratique se généralise.

Sur le marché de l'eurofranc français, un emprunteur allemand de grand renom, la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg, s'est procuré quelques 300 millions de francs en empruntant par l'intermédiaire de la BNP l'euro-courant d'un euro-emprunt d'un milliard. Par ailleurs, un établissement étranger, la filiale parisienne de l'Union de banques suisses, a dirigé sa première opération en francs français. Il s'agit non pas d'un emprunt obligatoire mais d'une émission de warrants qui permettront à leurs détenteurs de bénéficier d'une réduction des cours des obligations du Trésor de dix ans de durée.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Marché nerveux

Le dollar a peu varié cette semaine, sur des marchés des changes qui redoutent de nouvelles interventions des banques centrales. Ses cours ont évolué entre 1,47 DM et 1,49 DM et entre 4,97 F et 5,05 F, tandis qu'à Paris, le mark dépassait un moment 3,38 F pour se retrouver à 3,370 F en fin de semaine, ce qui est tout à fait honorable. Cette quasi-stabilisation peut, toutefois, être remise en question, si la Réserve fédérale des Etats-Unis abaissait à nouveau son taux d'escompte, ce qui n'est pas totalement impossible. En ce cas, la glissade du dollar reprendrait.

Le franc CFA, dont la valeur (deux centimes métropolitains) est restée inchangée depuis 1948, et qui constitue la monnaie de qua-

torze pays d'Afrique francophone, ne sera pas dévalué. La rumeur en courait depuis trois semaines, car tout le monde savait que la Côte d'Ivoire réclamait une telle dévaluation pour stimuler ses exportations de cacao et faire rentrer davantage de devises. Mais les autres pays de la « zone CFA » ne sont pas de cet avis, estimant qu'une telle mesure présenterait plus d'inconvénients que d'avantages.

La rumeur en question avait provoqué des transferts massifs de capitaux en provenance des quatre pays vers des destinations diverses : la France, la Suisse, etc. A cet égard, la géographie des « circuits du franc CFA » est assez curieuse et instructive. Du fait de la libre convertibilité du franc en

question, et de la libre transférabilité, à quelques restrictions près, on a pu voir des citoyens de ces quatre pays emprunter à ces banques nationales des capitaux non négligeables et les sigiller, le cas échéant, par des transports « physiques » (valises), vers des havres discrets (Suisse, Monaco ou autres). Naturellement, les billets CFA ainsi exportés, et échangés contre d'autres devises, sont restitués à la Banque de France par les banques étrangères qui les acquièrent. C'est un point sur lequel les pouvoirs publics français, et africains restent très discrets. On les comprend...

F. R.

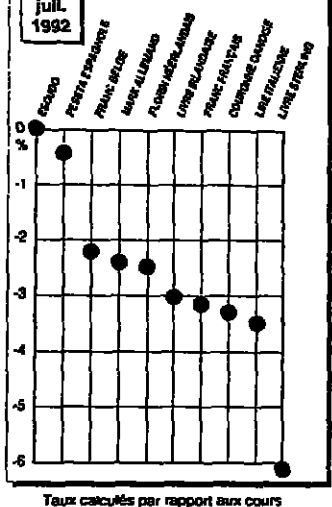
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 JUILLET AU 31 JUILLET 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.marc	Franc belge	Florin	Lira italienne
London	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
New-York	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Paris	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Zurich	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Frankfurt	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Bruxelles	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Amsterdam	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Milan	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32
Tokyo	1,4935	1,5190	9,6646	2,5312	2,4639	58,5295	3,2028	2148,32

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 31 juillet, 3,9332 F contre 3,9357 F le vendredi 24 juillet 1992.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Amplitude des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte



Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le syndrome de Maastricht

Le marché financier de Paris est, décidément, en pleine déroute. En fin de semaine, le cours de l'échéance septembre de l'emprunt notional sur le MATIF (100 = le cours d'un emprunt d'Etat émis à 10 % sur 10 ans) était retombé à son plus bas niveau depuis la fin de juillet 1991, soit 104,46, ce qui correspond à un rendement de 9,24 % contre 9,04 % il y a huit jours, 8,97 % il y a quinze jours, 8,78 % il y a trois semaines et 8,45 % début juin, avec un cours de 109. Ces variations dénotent la mesure de la chute des cours et de la hausse des rendements. A l'origine de ce phénomène, on trouve, certes, la ruine des espoirs d'une baisse des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, après le relèvement du taux d'escompte de cette banque le 16 juillet. Mais, surtout, et de plus en plus, se développe ce qu'on peut appeler le « syndrome de Maastricht », c'est-à-dire la peur d'un vote négatif du peuple français lors du référendum du 20 septembre sur la ratification du traité instituant l'union économique et monétaire. La non-ratification, dans l'esprit des opérateurs, isolerait la France, empêcherait le rattachement du franc au mark et écarterait toute possibilité d'une diminution durable des taux d'intérêt français, à court terme et à long terme, ce qui paraît très excessif et, même, plutôt irrationnel au regard des performances de notre pays en matière de désinflation et de redressement de la balance commerciale.

Mais, pour l'instant, c'est ainsi, et les étrangers ont réagi en se retirant prudemment du marché parisien des emprunts d'Etat, notamment les « anglo-américains » de Londres (Salomon, Shearson-Lehman, Morgan Stanley, etc.). A vrai dire, aucun opérateur prudent ne se hasarderait à prendre des risques avant l'échéance du 20 septembre : il y aurait peu à gagner et beaucoup à perdre, même si les cours actuels commencent à prendre en compte le risque de non-ratification.

En tout cas, le marché de l'écu est « à l'agonie », suivant l'expression vigoureuse d'un opérateur. Le cours de l'échéance septembre sur le contrat OAT dix ans 10 % en écus du MATIF était passé de 105 à fin 1991 à 109 en janvier 1992, soit un rendement d'environ 8,30 %, pour se retrouver, après quelques « faiblesses », à 108,30 à la veille du « non » au référendum danois sur le traité de Maastricht. Le lendemain, le cours retombait à 105, le rendement passant à 9 % il y a huit jours, on cotait 102,35 et 9,65 % et, à la veille de ce week-end, 101,40 et 9,75 %. Ce véritable effondrement, dû aux craintes sur la ratification française du traité et à la désaffection des non-résidents, a manifestement pesé sur les cours du

notional français sur le MATIF, le tirant vers le bas. Ajoutons-y une atmosphère inquiète, se nourrissant des rumeurs les plus diverses. Ainsi, il y a quinze jours, tout le monde parlait de la publication par le Figaro, pour le samedi, d'un sondage révélant un vote négatif au référendum de septembre. La rédaction du Figaro, assassinée de questions, dut publier un démenti : pas de sondage à paraître. Même rumeur à la veille du week-end pour un prétendu sondage du Point. Mais, la semaine prochaine, l'Europe publie, jeudi, un sondage BVA sur les intentions de vote au référendum, dont les résultats seront communiqués aux organes de presse dès le mercredi. Notons, au passage, que plusieurs hommes politiques se sont inquiétés, ces jours derniers, de la possibilité d'une montée des « non » et que le dernier sondage BVA, révélant une chute de la popularité du président Mitterrand et de M. Pierre Bérégovoy, font craindre à certains une réaction anti-gouvernementale des électeurs consultés. Ajoutons, enfin, un facteur aggravant, à savoir la détérioration du marché allemand, où le rendement du Bund dix ans atteint 8,08 %, ce qui entraîne l'OAT dix ans, l'écart entre les deux titres se maintenant à 1,09 point, ce qui est beaucoup, et même manifestement trop, en fonction des performances françaises plus qu'honorables, comme on l'a vu.

Pessimisme excessif ?

Une question se pose, maintenant : le marché de Paris ne sombre-t-il pas dans un pessimisme excessif ? On serait tenté de répondre par l'affirmative, même si le fond de la baisse peut n'être pas totalement atteint. La situation actuelle de la France, la seule à satisfaire des maintenant aux fameux « critères de convergence » prévus par le traité de Maastricht à l'approche des échéances de 1997 ou 1999, lui permettrait d'obtenir des taux d'intérêt moins élevés que ceux en vigueur aujourd'hui, que ce soit à court terme (plus de 10 %) ou à long terme, avec des taux d'intérêt réels qui battaient leurs records tous les jours. Comme nous l'avons dit, il est possible que les cours du MATIF prennent déjà en compte, pour une bonne part, un « non » au référendum. Et, en cas de « oui », hypothèse la plus plausible en ce moment, sans tendance contraire, de quelle ampleur pourrait être la réaction ? Une hausse immédiate, suivant le vieil adage boursier : « On vend au son du canon ».

Pour les hommes de « graphiques », on pourrait bien, effectivement, être proches du fond. Ceux de la Société générale, pessimistes

depuis des semaines, affichent pour la première fois, un optimisme prudent. « Nous pourrions avoir, dans peu de temps, le signal d'une fin de trend (tendance). Notre objectif à 104,52 étant atteint, sans écarter la possibilité de tomber à 103,80-104, il nous semble judicieux de reprendre une optique de recherche de points d'achat. La semaine qui vient est importante, car elle peut nous apporter la confirmation des divergences haussières et les premiers signaux tangibles de retournement d'un marché qui a déjà beaucoup baissé ».

A l'extérieur de nos frontières, on continue à redouter un nouveau durcissement de la politique de la Banque fédérale d'Allemagne, bien que l'indice du prix de détail soit resté stable en juillet par rapport à juin et ne s'inscrive que de 3,3 %, en augmentation par rapport à juillet 1991. D'autre part, l'indice des prix des produits importés a diminué de 0,4 % en juin 1992 sur mai de la même année, et de 3,3 % sur le même mois de 1991, ceci grâce à la montée des cours du mark.

Notons que la politique restrictive de la Bundesbank est vivement critiquée outre-Rhin. L'Institut de recherche économique de Berlin la qualifie d'« ahurissante et absurde », tandis que, pour M. Dieter Wer-muth, directeur de la filiale allemande de la Caisse des dépôts à Francfort, « la masse monétaire allemande stagne depuis un an et demi », si on élimine de la masse M 3 les placements à terme inférieurs à quatre ans, en hausse de 18,6 % depuis un an, en raison de l'inversion des taux, qui place le court terme au-dessus du long terme et le rend temporairement plus attrayant. On voit même des gens emprunter à long terme pour replacer à court terme plus cher.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Espoirs mesurés pour le cacao

Nuages et éclaircies pour le cacao. L'horizon a paru se dégaizer à Genève, où producteurs et consommateurs, réunis du 6 au 24 juillet, ont noté les « progrès accomplis » dans la difficile négociation d'un accord international sur le mécanisme-actuel (en somme) depuis deux ans) devant expirer en septembre 1993. Dans le même temps, à Londres, l'Organisation internationale du cacao (ICO) révisait à la baisse son estimation du déficit mondial pour la campagne 1991-1992 en cours : initialement prévu à 115 000 tonnes, il ne devrait plus atteindre que 98 000 tonnes. Autrement dit, les perspectives de remontée des prix se trouvent compromises, même si le cacao enregistré sa première campagne déficitaire depuis trois ans. Mercredi 29 juillet, le quotidien britannique Gill and Duffus a confirmé la tendance observée par l'ICO, ramenant pour sa part de 107 000 tonnes à 92 000 tonnes ses prévisions de déficit.

Pour mémoire, l'excédent de la campagne précédente s'était élevé à 164 000 tonnes. Aussi le marché reste-t-il fortement engorgé, avec des stocks estimés pour la fin de

campagne à 1,4 million de tonnes, soit l'équivalent de sept mois de consommation. Ces chiffres ont de quoi laisser perplexes les négociateurs de Genève qui, pour la première fois depuis de longs mois, sont parvenus à quelques compromis jugés significatifs pour redonner vie à un accord doté de clauses économiques, d'un mécanisme de défile des prix et d'un système de retrait des fèves du marché.

L'avancée principale des discussions de Genève, tenues sous les auspices de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), consiste dans la proposition de créer un « comité des producteurs » qui élèverait à Londres pour mettre en œuvre et surveiller l'application, campagne déficitaire après l'autre, des mesures de l'offre. « Sur les 1,4 million de tonnes de stocks, 600 000 tonnes sont considérées comme une réserve de travail « normale ». 240 000 tonnes sont détenues par le stock régulateur. Le trop-plein pour le marché représente donc environ 600 000 tonnes », précise le compte-rendu des récentes discussions.

Pénuries fictives

C'est cet embonpoint que les pays producteurs se sont engagés à faire disparaître, moyennant la réforme des systèmes internes de prix et de commercialisation, sans oublier le développement de la transformation sur place et de la diversification hors cacao pour les agriculteurs jugés trop dépendants de cette culture de rente (mais aujourd'hui peu rentable en regard aux cours mondiaux, au plus bas depuis seize ans...).

Les producteurs ont, outre-lac du test en acceptant que le futur système de retrait du marché soit plafonné à un certain volume restant à déterminer. Les « origines » ont proposé un plafond de 500 000 tonnes sur huit ans, les consommateurs : préférant 300 000 tonnes sur six ans... Ces derniers ont demandé qu'un observateur les représentant siège dans le futur comité des producteurs. On sent là le souci ancien des pays

importateurs de ne pas être à la merci d'un « cartel » des producteurs qui déciderait unilatéralement des politiques ayant pour conséquence de créer des pénuries fictives à seule fin de stimuler les prix.

De son côté, le représentant ivoirien, M. Kouassi N'Goumou, a proposé la création d'un comité des consommateurs dont les missions seraient de contribuer, autant que faire se peut, à une relance de la demande de cacao dans les pays du Nord. Il s'agit de privilégier la diminution des taxes sur les produits à base de cacao, et de réglementer plus sévèrement l'usage des substituts au beurre de cacao naturel dans les produits portant l'appellation « chocolat ». Les matières grasses végétales issues en particulier du soja menacent en effet la matière première traditionnelle, sous la pression des industries du nord de l'Europe (Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique).

Quelques points d'achoppement, et non des moindres, demeurent. Si les parties prenantes sont d'accord pour une nécessaire stabilisation des prix à l'intérieur d'une fourchette, l'écartement de cette fourchette est diversement apprécié. Les producteurs défendent un plancher de 11 450 francs et un plafond de 21 550 francs. Des chiffres jugés irréalistes par les consommateurs, dont les propositions portent sur 5 200 francs (plancher) et 9 200 francs (plafond). Le différend subsiste aussi sur le financement des mécanismes d'intervention sur les marchés. Les consommateurs ont identifié trois moyens : le remboursement par les producteurs de leurs arriérés de paiement au stock régulateur ; les recettes de la vente progressive d'une partie des 240 000 tonnes stockées ; enfin, sous certaines conditions, un prélèvement sur les échanges mondiaux de cacao. « Une attitude inacceptable » ont riposté les producteurs par la voix de M. N'Guessan, jugeant qu'un tel système fait la part trop belle aux consommateurs...

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 31/7
Cuivre h. g. (Londres)	1 336 (- 25) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 339 (- 21) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	7 415 (- 287) Dollars/tonne
Stain (Paris)	266,7 (- 6,7) Dollars/tonne
Café (Londres)	745 (- 3) Dollars/tonne
Cacao (New-York)	1 013 (- 10) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	317 (- 19) Cents/boisseau
Maïs (Chicago)	228 (- 1) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	1751 (+ 2,8) Dollars/boisseau

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Organisme interministériel à la disposition des élus, des préfets et du garde des sceaux

Le service central de la lutte contre la corruption sera chargé de l'expertise des soupçons

Le service central de lutte contre la corruption, dont le gouvernement a annoncé la création prochaine (le Monde du 31 juillet), sera « un organisme interministériel à la disposition des élus, des préfets et du garde des sceaux », a précisé, vendredi 31 juillet, le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle. Le porte-parole du gouvernement, M. Martin Mahy, a, pour sa part, reproché à l'opposition de « faire la moue quand le gouvernement fait de la prévention de la corruption une véritable priorité ». C'est cependant un élu de la majorité, M. Georges Frêche (PS), maire de Montpellier et député de l'Hérault, qui a émis les plus vives critiques, qualifiant le plan anticorruption du gouvernement de « cinéma » et ajoutant : « Si on avait voulu vraiment lutter contre la corruption, il fallait faire voter la loi sur le financement des partis en mai 1981 et pas attendre dix ans de plus. »

Le premier ministre est malheureux. Il a beau faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs, de gauche ou de droite, n'avait osé, son action est d'emblée décriée. Le premier, il a osé diagnostiquer le mal en parlant, ce qui n'est pas rien, de « corruption ». Loin de s'en tenir à de fortes paroles, il cherche à imposer rapidement des remèdes efficaces, créant une commission de prévention de la corruption dont, avant même qu'elle n'ait rendu son rapport final, il met en musique les propositions de son « rapport d'étape », un mois après qu'il lui a été rendu. Pendant ce temps, il laisse faire la justice, ses collaborateurs ne cessant de souligner la différence avec la période précédente : « Que l'on soit puissant ou misérable, tout le monde désormais a à s'expliquer devant la justice. »

Et, dans la discrétion de son cabinet, il a même tout récemment saisi la mission interministérielle d'enquête sur les marchés, instaurée par la loi du 3 janvier 1991, d'un dossier dont il a l'intime conviction qu'il n'est pas limpide, tout comme hier, au

ministère des finances, il se mit en travers des ambitions françaises du financier italien Parretti.

Or, malgré cette manifeste bonne volonté, certains font la fine bouche. Et voici qu'un socialiste joue les rabat-joie. M. Frêche se déclarant même opposé à la publication du patrimoine des seuls élus que, selon lui, l'on désignerait ainsi « à la vindicte ». Bref, M. Pierre Bérégovoy a beau faire, ses efforts semblent emportés par une infernale spirale de discrédit. Aussi l'hôtel Matignon est-il bien décidé à dissiper toute ambiguïté sur la nature de ses intentions. De ce point de vue, on y rappelle, comme l'a fait M. Vauzelle, que la création d'un service central de lutte contre la corruption n'a aucunement pour objectif d'offrir au garde des sceaux « un choix d'opportunité » élargi qui lui permettrait de faire un tri parmi les affaires de corruption.

Si ambiguïté il y a, précise-t-on dans l'entourage de M. Bérégovoy, c'est en raison du montage de préoccupations différentes. « Il nous faut tout à la fois empêcher, détecter, prévenir et poursuivre », résume l'un de ses collaborateurs. La préoccupation du garde des sceaux est l'efficacité des poursuites : la capacité de discerner dans la masse des plaintes, d'évaluer des faits parfois ténus et impalpables. Mais personne ne met en doute que le déclenchement des poursuites relèvera des seuls procureurs et la conduite des investigations de la seule police judiciaire. D'autre part, nous avons besoin d'un service d'expertise en amont des poursuites, à la fois pour détecter davantage de cas de corruption et pour en empêcher davantage. Devant les brèves d'information dont disposent la masse des agents publics, il nous faut une vision d'ensemble. »

Tel serait donc l'objectif de ce service central dirigé par un magistrat, placé « au carrefour de compétences juridiques, financières et techniques ». Les services du premier ministre admettent toutefois que le dispositif devra être affiné, de façon à dissiper tout malentendu qui pourrait laisser croire à une déposition des parquets compétents.

Mais ils insistent sur le fait que ce service d'expertise des soupçons ne sera pas une « commission d'intellectuels en chambre », puisqu'il aura le pouvoir d'obte-

nir la levée du secret professionnel et l'accès à tout document utile.

Cependant, la question du rattachement de cette structure interministérielle n'est pas encore tranchée bien que le ministre de la justice plaide pour qu'elle soit placée sous son autorité. Il est vrai que M. Vauzelle a pris la mesure des réserves des magistrats qui voient, à tort ou à raison, dans la création de structures parallèles, aux pouvoirs de plus en plus étendus l'expression d'une défiance à leur égard.

EDWY PLENEL

La quatrième ratification du traité de Maastricht

Le Parlement grec s'est prononcé à une très forte majorité en faveur de l'Union européenne

Le Parlement grec a ratifié le traité de Maastricht, vendredi 31 juillet, après cinq jours de débats et à une très forte majorité (286 sur les 300 députés). La Grèce est ainsi le quatrième pays de la Communauté à ratifier le traité, après l'Irlande, le Luxembourg et la Belgique, le Danemark l'ayant rejeté.

Seuls huit députés – sept communistes et un écologiste – ont voté contre. Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (au pouvoir), les socialistes du PASOK et les députés de la Coalition de gauche et du progrès se sont prononcés en faveur du traité, lors

d'un vote ouvert qui a été retransmis en direct par la télévision.

Intervenant lors des débats, le premier ministre conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, a souligné que la Grèce devait relever le « défi » de l'unification européenne pour sa modernisation et son développement. Le chef de l'opposition, M. Andreas Papandréou (socialiste) a critiqué « le coût social de la convergence des économies qui sera énorme », tout en se prononçant en faveur de la ratification.

La présidence de la Coalition de gauche et du progrès, Mme Maria

Damanaki, a précisé que le soutien de son parti « était critique ». Elle a exprimé des craintes sur les mesures économiques qui seront nécessaires dans la perspective de l'Union économique et monétaire et qui, selon elle, « pèseront lourdement sur les couches les moins favorisées ».

Les partenaires de la Grèce se sont à plusieurs reprises inquiétés de la lenteur de l'assainissement économique dans ce pays (persistance d'une inflation à deux chiffres, lourdeur du déficit budgétaire), malgré l'adoption d'un impopulaire programme d'austérité. (AFP, Reuters.)

La préparation du référendum du 20 septembre

Deux ministres en campagne

MONTPELLIER

de notre correspondant

Un tour sur la plage pour rencontrer les enfants qui avaient construit pour l'occasion des châteaux de sable sur le thème de l'Europe et de la Méditerranée ; une corrida pour finir, le soir, dans les arènes, avec la cavalière Marie Sara en vedette ; M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, et M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, seraient presque par passer pour des touristes, vendredi 31 juillet, lors de leur venue au cap d'Agde (Hérault), ou du moins pour des ministres en vacances, s'il n'y avait eu aussi une réunion publique au Palais des Congrès pour parler de l'Europe et du traité de Maastricht. Mais là encore, devant près de six cents personnes, on a continué à jouer la décontraction. Le ton n'était pas celui d'un meeting, mais d'une table ronde sans protocole, avec, de préférence, un dialogue direct avec le public.

« Depuis trente-cinq ans, on n'a rien dit sur l'Europe », a dit M. Guigou. On l'a fait entre spécialistes. Il est temps d'expliquer. Le ministre délégué aux affaires européennes a cité les questions, parle des « bobards » que racontent les

adversaires du traité. Elle répond sur tout, aussi simplement qu'elle le peut. Sur les écoles maternelles, l'automobile, la viticulture, les gaziers et électriciens... « Mais qu'on se le dise, affirme-t-elle, toujours très pédagogique, l'Europe n'a pas à s'occuper de tout. Ni de la santé, ni de la corrida, ni de la chasse à la palombe. Elle doit laisser à chaque région sa culture, son identité. »

« Une chance pour le Sud »

M. Vauzelle, lui, se veut plus militant. Il lance l'idée d'un comité Le Sud pour le « sud » à l'Europe. Un comité constitué de personnalités du Midi. « L'Europe est une chance pour le Sud, dit-il. Dire « non » c'est se mettre demain en position de quinquards et d'assistés. Les régions du Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Aquitaine, peuvent constituer un bloc avec Barcelone et Milan, elles ont tout à y gagner. »

Dans la salle, il n'y a pas de contestation. On applaudit poliment. D'ailleurs, c'est à peine si le cortège officiel provoque quelques embouteillages. Ici, tout le monde est en vacances. Pourquoi se presser ? (finir.)

Le différend sur l'autoroute A 16

Les Verts du Nord-Pas-de-Calais menacent de « reconsidérer » l'accord conclu avec le PS

LILLE

de notre correspondant

Les Verts du Nord-Pas-de-Calais n'ont toujours pas accepté, ni dans la forme ni dans le fond, le dénouement d'utilité publique signé par M. Jean Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, de l'autoroute A16 qui doit assurer la liaison entre Boulogne-sur-Mer et Amiens et, au-delà, la région parisienne. Cette décision les a conduits à s'interroger sur la validité de l'accord passé le 31 mars avec le PS pour constituer une majorité au conseil régional. La présidente, M^{me} Marie-Christine Blandin, et les élus Verts de cette assemblée allaient démissionner après ce qu'ils considéraient comme un « camouflet » de la part du PS.

La réponse est venue vendredi 31 juillet : les Verts n'ont pas l'intention de démissionner – « ce serait donner l'impression qu'on renonce dès la première difficulté », reconnaît M. Dominique Placide, président des Verts du Nord-Pas-de-Calais, mais ils n'en tiennent pas le PS quitte pour autant et renvoient la balle dans son camp. Les Verts viennent d'adresser une lettre de mise en demeure à M. Bernard Roman et Daniel Percheron, secrétaires fédéraux des fédérations socialistes du Nord et du Pas-de-Calais. « Votre parti, écrivent-ils, s'était engagé publiquement, par la voix de Michel Delebarre, d'un accord de programme sur la base d'un document élaboré par les Verts. Cet accord n'a pas été formalisé et la signature de la déclaration d'utilité publique de l'A16 le remet déjà en cause. Pour les Verts cette situation est intenable. »

Dès lors, les Verts réclament pour la fin du mois de septembre un « engagement écrit et public » qui définisse « les actions prioritaires de l'exécutif régional et les modalités de leur mise en œuvre ». A défaut, les Verts menacent de « reconsidérer les conditions de la participation des élus socialistes à l'exécutif régional ». Sans faire du dossier de l'A16 un « point de blocage », ils entendent bien poursuivre le débat et même le combat puisqu'ils assurent qu'eux « iront se coucher devant les bulldozers », faisant allusion à une petite phrase de M^{me} Blandin affirmant qu'elle n'aurait pas devant les bulldozers si le gouvernement prenait une décision favorable à l'A16.

Les Verts ont en outre indiqué qu'ils présenteraient des candidats dans toutes les circonscriptions du Nord et du Pas-de-Calais et qu'ils maintiendraient au second tour partout où ils le pourraient, excluant ainsi tout accord avec les socialistes sur un partage des circonscriptions.

JEAN-RENÉ LORE

Le conflit du Haut-Karabakh

Les forces arméniennes sont entrées dans Mardakert

Les forces arméniennes ont réussi, vendredi soir 31 juillet, à pénétrer dans Mardakert, le chef-lieu du nord du Haut-Karabakh, pris fin juin par les troupes azerbaïdjanaises, a annoncé, samedi par téléphone à l'AFP, le ministre arménien de l'intérieur. Selon cette source, « la ville avait été pillée et incendiée (...) des combats de rues se déroulaient dans le centre de Mardakert ». (AFP.)

L'UDF s'inquiète d'une montée du « non » à Maastricht

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, s'est déclaré « inquiet », vendredi 31 juillet, à l'occasion de la présentation de la campagne de sa formation pour le « oui » à Maastricht, devant « la confusion entre les questions européennes et la politique intérieure française ». Il a ajouté : « Les Français croient que s'ils votent non, ils garderont l'Europe telle qu'elle est, ce qui est faux (...) Ils auraient tort. »

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, une des principales composantes de l'UDF, a estimé, dans le *Quotidien de Paris* daté du 31 juillet, que « si on casse le système (...) ce sera de nouveau la loi du plus fort ; et le plus fort, ce sera l'Allemagne ». Quant à M. Alain Madelin (PR), vice-président de l'UDF, il a assuré, vendredi 31 juillet, sur France-Inter, que « la victoire du non serait désastreuse » et qu'il ne se laisserait pas « aller à dire que le non est la seule solution ». (AFP.)

construction européenne sur de nouvelles bases, s'il ajoutait. On la mettrait en panne, et durablement. On ne peut pas raisonnablement, de façon responsable, se prononcer pour le « non », d'autant qu'on ne peut pas construire quelque chose de solide, du lendemain d'une victoire du « non », sur la coalition des « non ».

Comme le RPR ou le PS, l'UDF compte cependant quelques dissidents hostiles au traité de Maastricht. Ainsi, M. Michel Finton, ancien député général de la formation que préside M. Valéry Giscard d'Estaing, qui affirme dans le *Point* (daté 1-7 août) que le traité « n'a rien à voir avec le libéralisme et l'humanisme dont l'UDF s'inspire » et qu'il « néglige la dignité et l'intégrité véritable de la France ». Il réclame, pour lui, le « non » à Maastricht est inséparable du « non » à Mitterrand.

Les recommandations du CSA pour la répartition des temps d'antenne

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a fixé les règles pour la campagne en vue du référendum du 20 septembre dans une recommandation publiée le 31 août par le *Journal officiel* et adressée à « l'ensemble des services de radiodiffusion sonore et de télévision ».

Le CSA distingue deux périodes : Du 10 août au 6 septembre inclus, à propos de l'actualité liée au référendum, « les services de communication audiovisuelle veilleront à ce que l'ensemble des organisations politiques bénéficient d'un accès équitable à l'antenne et assurent le respect du pluralisme ». Dans la période comprise entre le 7 et le 20 septembre inclus, le CSA indique que « toutes les organisations politiques habilitées devront pouvoir bénéficier d'un accès à l'antenne conforme à l'équilibre prévu dans la répartition des temps de parole de la campagne officielle radiotélévisée fixée dans les procédures électorales » par le décret relatif à la

campagne en vue du référendum et les arrêtés du premier ministre pris pour l'application de ce texte. »

Le pluralisme à l'antenne sera donc organisé, comme de coutume, en fonction des partis, et non en fonction des tendances pour ou contre Maastricht qui existent dans la plupart des grandes formations. Opposé à Maastricht, M. Philippe de Villiers, député app. UDF, ministre du Combattant pour les valeurs, proteste contre ces dispositions qu'il considère, dans le *Quotidien de Paris* du 1^{er} août, comme « une menace à la liberté d'expression ». Il estime que « la campagne sera ainsi occupée aux neuf dixièmes par les partisans du « oui ». M. de Villiers adresse également un avertissement aux responsables de l'UDF en indiquant : « Si l'UDF persiste à vouloir nous réduire au silence, il sera plus difficile après le référendum de recueillir les morales. »

Fin de l'occupation du Théâtre de l'Odéon

Les professionnels intermittents du spectacle qui occupaient le Théâtre national de l'Odéon depuis le 1^{er} juillet dernier, ont décidé, dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, de cesser ce mouvement. Le principe de cette décision avait été acquis dès le jeudi 30 juillet lors d'une précédente assemblée. Les intermittents non syndiqués, issus des coordinations qui avaient, les premiers, mené le mouvement de protestation contre le réformisme de leur système de protection sociale, ont obtenu, la nuit dernière, des différentes parties en cause les garanties qu'ils considéraient nécessaires à leur départ.

RAYONNAGES
BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

25 années d'expérience

L.M. LEROY, 208, rue de Valenciennes, 75014 Paris, M^{re} Allard - Tél. : 45-40-51-40

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

12. - La Horde croisée à Constantinople..... 2

ÉTRANGER

Les Etats-Unis avancent la date de leurs manœuvres militaires au Koweït..... 3
Six « casques bleus » ukrainiens blessés à Sarajevo..... 4
Loin des capitales : le monde à part de l'eurocratie à Bruxelles..... 4
La grève générale lancée par l'ANC est attendue avec anxiété..... 5
Feu vert de la Commission de Bruxelles à l'adhésion de la Suède à la CEE..... 5

SOCIÉTÉ

Justice : quatre ans d'emprisonnement requis contre le docteur Gerretta dans l'affaire du sang contaminé..... 6
Catastrophes aériennes : un Airbus de Thai International s'écrase au Népal avec 113 personnes à son bord ; Plus de cent morts dans un accident d'avion en Chine..... 6
Mission européenne pour la navette Atlantis avec la mise en orbite de la plate-forme Eureca..... 6

JEUX OLYMPIQUES

Escrime : Philippe Omnès médaille d'or au fleuret ; Natation : record du monde sur 1 500 mètres nage libre pour Karin Perkins, le « wonder girl » ; Un entretien avec Stephen Caron ; Gymnastique : le concours général masculin ; Oblique : inventaire..... 8 et 9

HEURES LOCALES

« You, une île vulnérable » : Compétition pour l'Europe à La Ville de Metz contre ses femmes de ménage..... 7

CULTURE

Chez les peintres : Joan Mitchell..... 11
Le bilan du dernier mandat d'Alain Crombèque au Festival d'Avignon..... 11
La projection de l'intégralité du *Napoleon* d'Abel Gance à la Défense..... 11

ÉCONOMIE

Les lettres plébiscites de M. Bérégovoy pour la préparation du budget..... 13
La contestation du maire de La Ciotat dans la région des activités des chantiers navals..... 13
La ville de Limoges bloquée par les éboulements..... 13
M. Bianco choisit le tracé mixte pour le bouclage de l'A 86..... 13
Revue des valeurs..... 14
Crédits, changes, grands marchés..... 15

COMMUNICATION

La CSA somme le Parlement de se prononcer sur la fusion A2-FR3..... 13

Services

Abonnements..... 10
Carnet..... 12
Météorologie..... 12
Météo croisée..... 12
Télévision..... 12
Spectacles..... 10
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro de « Le Monde » daté 1^{er} août 1992 a été tiré à 478 114 exemplaires.

LES FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



ROLAND ET SABRIYA MOULAUD

La prise de Bagdad par les Mongols

Lundi 3 août daté mardi 4

LE RÊVE BRISE DE FRÉDÉRIC II
Portrait du fossoyeur de l'empire à l'occidentale
par Michel Sot

Mardi 4 août daté mercredi 5

TEMPÊTE MONGOLE SUR BAGDAD
La fin du califat abbasside
par Thierry Blancquis

Mercredi 5 août daté jeudi 6

LA MORT DE TIMOUR LE BOITEUX
Attaquer la Chine: le rêve mortel de Tamerlan
par Pierre Chuvin

Jeudi 6 août daté vendredi 7

A MEXICO, LES TAMBOURS SE SONT TUS
La chute de l'« empire » Aztèque
par Serge Gruzinski

Vendredi 7 août daté samedi 8

SOLIMAN ET LA POMME D'OR DE VIENNE
Le Turc recule devant la chrétienté d'Occident
par Gilles Veinstein

Samedi 8 août daté dimanche 9 - Lundi 10

CHARLES QUINT A YUSTE
La crépuscule de la grandeur espagnole
par Serge Gruzinski

A LIRE CETTE SEMAINE DANS

Le Monde

Le Monde

RADIO TELEVISION

COUVERTURE CHRONIQUES ET STATION
régionales de FR 3



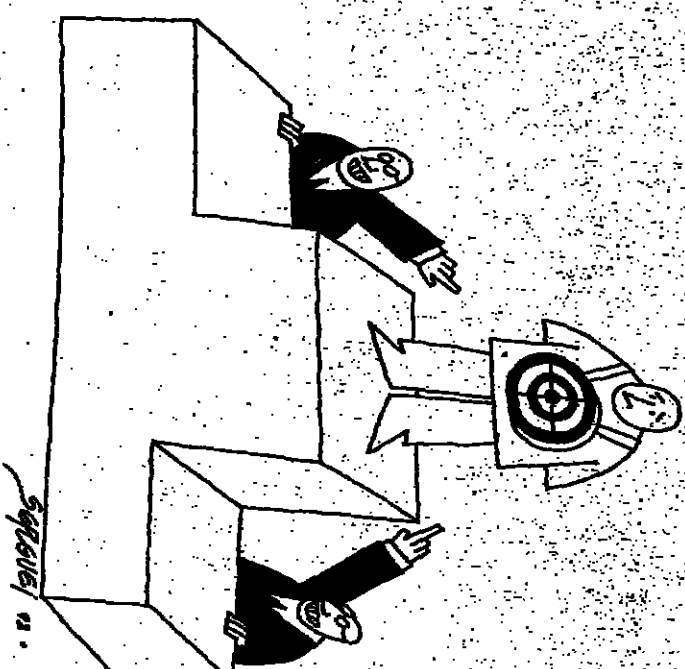
« Marilyn, son dernier tournage »
un documentaire fascinant
de Ken Turner sur Antenne 2

« Vilebamba » : un reportage
sur des centenaires en Equateur
dans le magazine « Montagne » sur FR 3

31

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	5
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---

par THOMAS FERENCZI



centaines d'hémophiles furent
coïncimées par le virus du sida
bouleverser les consciences. Le plan
de lutte contre la corruption que
Pierre Bérégovoy vient de présenter
devant le conseil des ministres
nourrit une fois de plus la polém-
que sur les « salaires » qu'écabouss-
sent le Parti socialiste.



Ces trois événements ne sont assurément comparables ni par la nature des faits ni par la gravité des maux. Mais ils se ressemblent en ce qu'ils invitent à s'interroger sur la notion de responsabilité. Responsabilité de ceux qui, par prudence, intérêt, ou aveuglement, ont opéré aux ordres de l'occupant, quand les autres ont pas précédés. Responsabilité de ceux, mais fondamentalement de ceux, pour manque d'humilité et d'ouverture d'esprit, qui ont refusé de reconnaître le rôle de son pays dans cette histoire. Et surtout de ceux experts alors que cela-est-mais-taten en péril des vies humaines. Responsabilité de ceux qui ont couvert des pratiques illicites de financement des partis politiques et syndicaux, aujourd'hui d'être pourrifiés.

C'est dans toute cette complexité des puissants dans l'esquive et le déni de la vérité qui fait traîner le premier veni. Il ne comprend pas que ses dirigeants refusent de reconnaître leur part de culpabilité lorsque des décisions auxquelles ils ont été associés ont conduit à des dommages ou à des illégalités. Il se dit que ses élites lui seraient moins suspectes si elles acceptaient, en contrepartie du pouvoir qu'il leur est confié, d'en assumer tous les risques au lieu de prétendre jeter un voile pudique sur les erreurs, parfois tragiques, du passé.

Un sociologue, Alan Ehrenberg, affirmait, non sans raison il y a quelques années, dans la revue *le Débat*, que le spectacle sportif résout en imagination la contradiction entre l'égalité et l'inégalité, incarnée une symboles exemplaire, entre une « culture de la concurrence » et une « culture de la coopération ». On ne peut pas dire que l'athlète, dans son qu'il exerce loyalement et que chacun a sa chance. L'inégalité est acceptée puisque les meilleurs gagnent, mais ces hommes et ces femmes qui s'entraînent pour une médaille, un titre ou toute autre récompense, réelle ou symbolique, sont pareils à nous, ils sont sortis de nos rangs et y retournent.

Fallait-il extraire Erich Honecker pour le juger en Allemagne ? Les journaux télévisés s'aggravaient, peul voir que les Allemands étaient aussi divisés sur le sort de l'ancien chef du parti communiste par la télévision ? Pourquoi enfin le dossier de Vichy. Certes, la comparaison ne va pas de soi entre l'héritage du nazisme et celui du stalinisme, et la question de l'épuration ne se pose pas de la même façon dans l'Europe de l'Est d'aujourd'hui, que dans la France d'aujourd'hui. Pourtant, la question de la mémoire se pose, elle aussi, dans des termes assez proches, et celle de la responsabilité n'y est pas moins brûlante.

Jean Paulhan, qui ne désertait pas la poé-

[illegible][illegible]

Les ténébres de l'Histoire

Le 19 juillet, dans le cadre du 50^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, TF 1 a diffusé le film *Les Gueulets du Louvre*, puis un débat, puis un document.

Ce document, intitulé *Paroles de survivants*, a donc été programmé pour être diffusé à 1 h 10, autant dire à une heure d'écoute où ces paroles avalsent de grands risques de n'être entendues que par bien peu de vivants. Curieux anniversaire que celui qui relègue les pri-

Le 19 juillet, la projection du film *Les Gueulets du Louvre* a été suivie de discussions et de témoignages relatifs à la rafle dite du Vel d'Hiv. L'ambition fondamentale était de faire de la mémoire le tombeau de ceux qui n'ont pas eu de sépulture. Comment peut-on atteindre ce but par une émission commentée à

Docteur ETIENNE VERNIER (Paris)

Faisons un rêve

Des images du 14 juillet 1942 à Vichy et à Paris, la rafle du Vel d'Hiv avec les commentaires d'époque, les images du 27 juillet 1942 (« l'indépendance » de la Carde sous protectorat germano-finlandais)... autant de documents

Séminaire du 20 au 26 juin	Les émissions	Les plus regardées
Médiamètre		
En début de soirée		
Jeux olympiques : Cérémonie d'ouverture ...	18,0 %	
Feuilleton : L'odyssée (vendredi 24, TF 1)	17,3 %	
Cinéma : Le Pont de Cassandre (dimanche 26, TF 1)	15,1 %	
Cinéma : Le Magnifique (mardi 21, TF 1)	13,8 %	
Téléfilm : Méditerranée Ardée (mardi 22, TF 1)	13,5 %	
En milieu de soirée		
Cinéma : L'Air de Paris (vendredi 24, TF 1)	6,9 %	
Magazine : Dans le baba (jeudi 23, TF 1)	6,8 %	
Série : Imogène (lundi 20, TF 1)	6,1 %	
Magazine : De souvenirs en souvenirs (mardi 21, TF 1)	5,8 %	
Série : Histoires fantastiques (jeudi 23, A2)	5,2 %	
(1 % Médiamètre = 497 000 téléspectateurs en moyenne)		

Les Bretons et « la Tosca »

Ce courrier pour but de vous faire connaître un fait qui a été minutieusement étudié, ce qui me révoque au plus haut point. Comme beaucoup de gens, j'ai suivi avec passion la retransmission de *la Tosca* sur FR 3. Je m'apprêtais à savourer le dernier acte à 6 heures dimanche matin, et quel ne furent pas ma surprise et mon désespoir de ne trouver devant un écran noir pendant les trois quarts de l'acte ! Dans le même temps, sur France-Musique, tout était normal et par-

fait. On peut émettre quelques réserves ici et là sur cette production, mais, au total, c'était remarquable et constituait enfin (!) un spectacle populaire, puis-je ajouter le plus grand nombre, mais pas au rabais : la qualité tant musicale que technique était de très haut niveau. On a peut-être trouvé à une forme d'expression totalement nouvelle et ne pouvant être réalisée que par la télévision.

Eh bien, si un milliard de téléspectateurs ont pu recevoir ce spectacle dans cinquante pays, en Bre-

Docteur FRANÇOISE DUPONT (Nantes)

La face cachée de Canal +

Les journalistes sont indulgents pour Canal +. On les comprend ; les départs de la chaîne ont été difficiles, sans doute parce qu'eux n'ont pas de projet esthétique comme leur en faisait grief le même texte. Mais décodons aussi cette face cachée de « l'immense de la chaîne cryptée ».

CHRISTIAN PICARD (Paris)

Précisions

L'ensemble fortifié du dix-neuvième siècle qui a obtenu le 1^{er} prix du concours Cnef-d'œuvre en péril est situé en Savoie et non dans l'Ar-dèche, comme nous l'avons écrit dans notre supplément daté 19-20 juillet.

Dans l'article de Claudine Mulard relatif à James Baldwin (*noir supplémentaire daté 21-22 juin*), nous avons oublié de préciser que l'essai de l'écrivain américain *The Fire Next Time* a été publié en France, chez Gallimard, sous le titre *Prochaines Fois le feu*.

« Retiens bien cela, Daniel... » Aurions-nous traité à la légère le conseil paternel, qui revient pourtant comme un leitmotiv dans *la Famille Rikiki* ? Nous prions nos lecteurs de nous excuser d'avoir omis Daniel, fils de César Rikiki, dans l'énumération des membres et appareils ménagers de la célèbre famille créée par Cami (*noir supplémentaire supplémentaire*).

du soir

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
7 août	8 août	9 août
20 h 45 FEUILLETON Les Couers brisés Mireille Darc est enfin seule à diriger son hôtel.	20 h SPORT Jeux olympiques Football : finale en direct et, à 21.35, basket-ball : finale en direct.	20 h 50 CINÉMA La Verdict ■ Paul Newman dans un thriller judiciaire efficace.
22 h 25 MAGAZINE Club olympique		23 h 10 MAGAZINE Club olympique
20 h 50 JEU Fort Boyard	20 h 45 SÉRIE Tatort Enquête chez les dockers du port de Dillibourg.	20 h 40 SÉRIE Tatort Empoisonnement à Glasgow.
22 h 10 FEUILLETON Marie Galante Les débuts d'une jeune Française à la fin des années 30.	22 h 25 MAGAZINE La Bar de la plage Invité : Pascal Sevran.	22 h 25 MAGAZINE Etoiles Jean Gabin.
20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 SÉRIE Les Incorruptibles	20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 SÉRIE Les Incorruptibles	20 h SPORT Jeux olympiques De l'athlétisme, un résumé des compétitions et la cérémonie de clôture. 23 h 50 CINÉMA Acetone ■ Le premier long métrage de Pasolini.
20 h SPORT Jeux olympiques Volley-ball et basket-ball : finales.	20 h SPORT Jeux olympiques Les dernières épreuves et les meilleurs moments.	20 h SPORT Jeux olympiques Arrivée du marathon et, à 21.25, cérémonie de clôture.
20 h 40 TÉLÉFILM La Cinquième Victime A la poursuite d'un tueur psychopathe.	20 h 40 TÉLÉFILM Le Mécréant Disaccord entre une mère et son fils instituteur en Lorraine en 1913.	20 h 40 TÉLÉFILM Passion interdite Une étudiante américaine dans une université chinoise en 1979.
22 h 15 SÉRIE Mission impossible, vingt ans après	22 h 25 TÉLÉFILM Bleups Business Comment financer l'installation d'une salle de musculation.	22 h 50 CINÉMA Nuits très chaudes aux Caraïbes ■ L'érotisme selon Francis Lercel.
20 h 40 MAGAZINE Transit 22 h 10 TÉLÉFILM Luigi's Paradise Le retour vers l'Italie d'un père et de sa fille.	20 h 40 DOCUMENTAIRE Frères et sœurs La RDA avant et après la chute du mur.	19 h 10 SOIRÉE THÉMATIQUE L'Allemagne d'après-guerre Trois œuvres de Werner Schroeter, Rainer Werner Fassbinder et Rosa von Praunheim.
23 h 40 MAGAZINE Mégamix	22 h 35 DOCUMENTAIRE Sing Loud, Play Strong En Australie, des groupes de rock aborigènes.	

PHOTO DE COUVERTURE : JOSÉ DUPONT/EXPLORER

Sommaire 3

TOURNAGES

Dans les stations régionales de FR 3 :

Le repos du pianiste 16

Des Indiens au pays des gardiens 17

TELEVISION

Les films de la semaine 4-5

Lundi

Francesca : Eau de rose 7

Mardi

Marilyn, son dernier tournage 9

Des absences répétées

Mercredi

Chat en poche 11

Les Imbragios de Feydeau

Jeudi

Histoires naturelles : Regards effrés 13

Drive-in : Des vêtements chauds pour l'été 13

Vendredi

Que le meilleur gagne : Nagui en deuxième semaine 15

Samedi

Montagne : Comment dépasser la centaine 19

Dimanche

Au pays des kangourous : Le roc aux fées 21

RADIO

France-Musique

Le Jardin des Strauss : Emile le diable 23

France-Culture

Les Rencontres de Pétrarque : Les jeux du pouvoir 25

Les autres radios 26

ACTUALITÉ

Envidéo

Interdit aux adultes et aux parents 28

Echos 29

Courrier 30

Chronique

Eloge du premier venu par Thomas Ferenzi 31

محذاهم الأمل

Les films de

CANAL +

Green Card men
Fram américain du Pier Wier (1980), avec
G. Depuey, A. Mac Dougal, B. New-
with, G. Edelman, R. Proby, J. Kosselin.

[illegible]

Un hindouiste suisse prend conscience, cinquante ans, de l'échec de sa vie bouddhiste. Il rompt avec son maître et s'inscris dans un tertiaire vegu, avec des men-

[illegible][illegible]

FRANÇOIS DUHAMEL/SYGMA

«Green Card» de Peter Weir.

Les soirées du 10 au 14 août

LUNDI 10

[illegible]

JEUDI 13

[illegible]

VENDREDI 14

[illegible]

La haute définition sur de petites antennes

Cette performance est rendue possible par une modification du signal qui sera intégrée, dès l'an prochain, dans la norme européenne de décodage HD MAC. Elle ouvre la voie à de nouveaux services à la télévision en haute définition, tels que la transmission des images de télévision en France Télécom ont fait la démonstration que l'on pouvait parfaitement recevoir des images de télévision haute définition européennes (norme HD MAC) à partir du satellite Télécom 2.

Comme les autres paramètres du signal, la bande passante nécessaire pour transmettre l'image est réduite (jusqu'à 90 centimètres, même si, par sécurité, il recommande 75 centimètres).

Le Mipcom s'agrandit

Le Mipocom - Marché international des films et programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite - Rêve cette année sa huitième édition. Petit frère du Mip-TV, qui a lieu au printemps, il se déroulera du 12 au 16 octobre à Cannes. A cette occasion, le Mipocom disposera d'un espace supplémentaire de 400 m², à l'intérieur du Palais des festivals.

un chasseur préhistorique dont le corps fut découvert cet été dans un glacier autrichien. Des compagnons hollandais, suédois, anglais, belges et norvégiens seront sur la première fois représentés. London Television Service, l'un des nouveaux exposants du système-Udi, proposera une série documentaire scientifique : les hommes de l'époque glaciaire.

Mémoires de bronze

de nos amours ? (Je 5 septembre).

Les clochers de Bourgogne retenti-

de nos amours ? (le 5 septembre).

Journalisme

une réalité plus dramatique, enfilant des vidéos, des animations, de l'actualité, des courts métrages, qui déboulent l'histoire de l'audiovisuel. De la conférence et expositions photographiques compléteront les projections.

Chaque année pendant le festival à lieu aussi désormais la Rencontre annuelle de la production au Bistrot, qui débute des prix pour de l'argent. Films ou des vidéos proposés au public. En 1982, le festival a été organisé à la Biennale de Venise. Depuis 1982, le festival a contribué à la création de l'Institut de la Vidéo et de la Vidéo, association française de promotion de diffusion du cinéma. Documentaire, mais est devenu concentré

[illegible]

« Fort Boyard », le livre

vir de cadre à une nouvelle émission. Il l'acquiesce alors pour 1,5 million de francs - son ancien propriétaire ne l'avait payé, en 1979, que 28 000 francs ! - tandis que le département de la Charente-Maritime devient, pour le franc symbolique,

que, propriétaire et que le conseil général prend à sa charge les travaux de réhabilitation. Classé monument historique, Nettoyé et rénové, Fort Boyard peut alors entamer sa nouvelle carrière de star de la télévision.

* *Fort Bayard, un châteaun fort de la mer*, de Pierre-Henri Martin. Disponible au Centre international de la mer, La Corderie Royale, BP 108, 17303 Rochefort Cedex. Tél.: 46-87-01-50. Prix: 39 F (+ 11 F de port).

**Informations rassemblées par
Michel Colonna d'Istria,
Edouard Masurel,
Jean-Baptiste de Montvalon,
Dorothée Troumpant.**

Le rappel des programmes du samedi 1^{er} et du dimanche 2 août se trouve dans le quotidien.

6 Lundi 3 août

TF1	A2	FR 3
<p>6.00 Série : <i>Sauvages</i>. 6.27 Météo (à 6.55, 8.15). 6.30 Série : <i>Infirmités</i>. 7.00 Journal. 7.20 Série : <i>Les Rues de San-Francisco</i>. 8.20 Télé-épopée. 8.50 Club Dordogne : <i>Le Tour du monde</i>. 9.15 Jeu : <i>Millionnaire</i>. 11.55 Jeu : <i>1000000</i>. 12.20 Jeu : <i>La Jeune Fille</i>. 12.30 Méga : <i>À la recherche de...</i>. 13.00 Météo. 13.25 Feuilleton : <i>Les Fous de l'Amour</i>. 14.25 Série : <i>Les Fous de l'Amour</i>. 14.45 Club Dordogne : <i>Le Tour du monde</i>. 16.45 Le Collège : <i>Les Fous de l'Amour</i>. 17.35 Série : <i>Les Fous de l'Amour</i>. 18.30 Jeu : <i>Une famille en...</i>. 18.35 Feuilleton : <i>Sauvages</i>. 19.25 Jeu : <i>La Roue de la Fortune</i>. 19.55 Divers : <i>Peu de filles les belles</i>. 20.00 Journal. 20.45 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 21.00 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 21.15 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 21.30 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 21.45 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.25 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.30 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.35 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.40 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.45 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.50 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 22.55 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.00 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.05 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.10 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.15 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.20 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.25 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.30 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.35 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.40 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.45 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.50 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 23.55 Méga : <i>Le Pêcheur</i>. 24.00 Méga : <i>Le Pêcheur</i>.</p>	<p>8.00 Club Dordogne. 8.05 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 8.30 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 8.55 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 9.20 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 9.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 10.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 10.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 11.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 11.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 12.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 12.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 13.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 13.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 14.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 14.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 15.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 15.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 16.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 16.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 17.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 17.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 18.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 18.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 19.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 19.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 20.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 20.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 21.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 21.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 22.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 22.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 23.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 23.45 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>. 24.15 Feuilleton : <i>Le Tour du monde</i>.</p>	<p>8.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 8.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 9.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 10.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 11.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 12.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 13.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 14.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 15.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 16.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 17.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 18.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 19.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 20.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 21.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 22.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.00 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.05 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.10 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.15 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.20 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.25 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.30 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.35 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.40 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.45 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.50 Les Vacances de Monsieur Lupo. 23.55 Les Vacances de Monsieur Lupo. 24.00 Les Vacances de Monsieur Lupo.</p>

سكزا من لامل

LE MONDE diplomatique

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

AOÛT 1992

Nos envoyés spéciaux racontent :

- SUÈDE : A la recherche d'un autre « modèle » (*Ingrid Carlander*).
- GUYANE : Danger d'explosion (*Maurice Lemoine*).
- ARABIE SAOUDITE : Les nouveaux visages de la contestation islamique (*Aldin Gresh*).
- FRANCE : La colère rentrée des harkis (*Anne Tristram*).
- CAMBODGE : La paix des riches et la guerre des pauvres (*Collette Brackman*).
- SOMALIE : Une infinie dés-espérance (*Michel Saitan*).

Également dans ce numéro :

- EX-YUGOSLAVIE : La dérive d'une Croatie « ethniquement pure ».
- RUSSIE : La Fédération menacée par les « émeutes du rouble ».
- JEUX OLYMPIQUES : Comment on fabrique des « champions ».
- MÉDIAS : Un nouveau spectacle, les procès télévisés.
- ÉCOLOGIE : Le pavé de Heidelberg.

UN ETHNOLOGUE A EURO DISNEYLAND

Le Folivore joue son va-tout

Le matin des tribus

Économie de guerre en Algérie

Le monde diplomatique

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 FRANCS

NG

FR
(3)

8.60 **Séto** : *Saint les hommes.*
8.57 **Méto** (ex 6.55, 8.18).
8.50 **Séto** : *Méventures.*
7.00 **Journal**.
7.20 **Séto** : *Les Rues de San-Francisco.*
8.20 **Télé-specting**.
8.60 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
11.25 **Faulstich** : *Le Dénoué du Grand Calvair.*
11.55 **Jeu** : *Tournez-ménage.*
12.30 **Jeu** : *La Joute Piv.*
12.55 **Mégaène** : *A vrai dire.*
13.00 **Journal**, *Reunus des J.O.*
13.35 **Méto**, *Reunus et Méto des piégers.*
14.25 **Faulstich** : *Les Foux de l'amour.*
15.20 **Séto** : *Marie Perennette.*
Fausseur et Rosevère, de Jean Segah, avec Daniel Desroches, Christian Akou.
16.45 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
17.35 **Séto** : *Loth de ce monde.*
18.00 **Séto** : *Première balera.*
18.30 **Jeu** : *Une famille en or.*
18.55 **Faulstich** : *Saints Brichers.*
19.25 **Jeu** : *La Roue de la fortune.*
19.55 **Déplacement** : *Pas folles la biéto.*
20.00 **Téléto**, *Méto et Topa vert.*
20.50 **Cinéma** : *La Panache.* Avec André Gille, de Pierre L'Ami (1981). Avec André Gille, Dominique Ladorier, Christian Aïté.
22.25 **Mégaène** : *Cuba olympique.*
0.10 **Documentaire** : *Embarquement porte n° 1.*
0.50 **Journal** et *Méto.*
1.15 **Télé** : *Jeux.*
1.40 **Faulstich** : *On ne vit qu'une fois.*
1.50 **Méto** : *Documentaire* : *Kondary.*
2.05 **Documentaire** : *La Déesse bleue (2 épisodes).*
3.00 **Séto** : *Les Armées de la Belle Époque.*
3.25 **Documentaire** : *L'Aventure des périmés.*
3.50 **Faulstich** : *L'Homme à poigne (ex épisode).*
4.50 **Mégaène**.
Documentaire : *Histoires mystérieuses.*
5.10

6.00 **Clip**, *Séto.*
6.05 **Faulstich** : *Pontes et Séto.*
6.30 **Téléto**, avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
6.30 **Faulstich** : *Amourusement vôtre.*
6.55 **Faulstich** : *Amour, gloire et beauté.*
8.20 **Pièce-moi**, le *Jeux.*
8.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
9.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
10.05 **Jeu** : *Désobéir c'est fagagel Junior.*
11.20 **Faulstich** : *Documentaire.*
11.55 **Jeu** : *Méto.*
12.30 **Jeu** : *Pennala.*
12.55 **Jeu** : *Quin meilleur général.*
13.00 **Journal** et *Méto.*
13.30 **Journal** et *Méto.*
13.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
14.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
14.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
14.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
14.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
14.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
14.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
15.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
15.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
15.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
15.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
15.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
15.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
16.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
16.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
16.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
16.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
16.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
16.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
17.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
17.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
17.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
17.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
17.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
17.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
18.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
18.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
18.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
18.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
18.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
18.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
19.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
19.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
19.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
19.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
19.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
19.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
20.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
20.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
20.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
20.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
20.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
20.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
21.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
21.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
21.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
21.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
21.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
21.50 **Journal**, *Reunus des J.O.*
22.00 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
22.10 **Journal**, *Reunus des J.O.*
22.20 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint les hommes* ; Clip : *Sex.*
22.30 **Journal**, *Reunus des J.O.*
22.40 **Cuba** : *Documentaire* sur Juan Gualberto Gómez, le 14ème, Les Chevaliers du Zoukouré ; Nelly Larson : *Saint*

Les jeux du pouvoir



Certes, il ne s'agit ni de dénoncer l'Etat, comme l'habitude sourde du « mal français », ni de faire, à l'égard des personnes, les jugements de valeur, qui ne sont, selon Georges Fédala, que « des manœuvres agitées par des éternels politiques », mais de mettre fin, comme l'a dit le sociologue Jean-Louis Missail, à une « hyperactivité de l'Etat entrepreneurial », qui va de pair avec une « atrophie de l'Etat régulateur ».

En trois phrases, François Bayrou avait bien résumé le débat sur la « crise du politique », que caractérisait notamment, selon le diagnostic établi par les participants, la méfiance croissante des citoyens à l'égard de leurs représentants.

Les hommes politiques ont encore trop de pouvoir ? C'est qu'il faut lutter sans cesse contre les abus de pouvoir et permettre à la démocratie de se développer jour après jour, c'est-à-dire au

irrepass et espagnols, parmi lesquels Daniel Bressard, Jean-Claude Casanova, Alain Finkielkraut, Blandine Kriegel, Gilles Martinet, Jean-Louis Misska, René Rémon, Abba-Grande Siam, Gérard Vincent et, du côté espagnol, Manuel Azconar, Joan Culla, Antonio Elorza (cf. *le Monde* du 22 juillet).

ARTE

7.00	M. 6 express (cf. à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 11.50).	20.40	Téléfilm : Présentation des Chayemans. De Les H. Kaitun, avec Christopher Comely, Susan Day. Cinéma américain entrecroisé par des indiens.
7.05	Boulevard des Alpes (cf. à 8.05, 9.20, 10.05, 11.40).	21.85	Téléfilm : Casanova. In the city and his amours d'un Venitien. De Simon Langton, avec Richard Chamberlain, Roger Dumas. Faire étranger (1 ^{er} partie), 1 ^{re} fois du grandeur amoureux.
9.05	M. 6 boulevard, Tchécoslo.	20.00	Documentaire : A descente du, par les K. Karovits. De J. J. Karovits.
11.05	Jeu : Whitt-Hill-Horner.	20.30	8 1/2 Journal.
11.10	Les Terrasses de l'Est (cf. à 1.10).	20.40	Soirée thématique. Paire étrangère (1 ^{re} partie), Soirée proposée par Anne Fren, présentée par S. Trotter et Catherine Simplot.
12.00	Série : Lassel.	20.50	Documentaire : Elie Island. De Marcelle Monk et Robert Rosen. Série miniatures d'émigrants durant l'ère d'immigration, ce qui a été le cas du Nouveau Monde.
12.25	Série : M. exotisme bien-aimé.	22.40	Documentaire : Anatole Upogel. noté d'après. De Martin Dessau, Chridel Mary et Horst Zander. L'émigration d'un pianiste en Allemagne.
13.00	Série : Rosemarie.	23.35	Documentaire : Dans la libérratie. D'Ivana Filip. Un émigrant litte des émigrants.
13.25	Série : Madeline est venue (recit.).		
13.50	Série : Les Amélie FM.		
17.15	Mégarine : Nodda.	1.00	Six minutes d'information.
17.35	Série : Bigade de nuit.	1.05	Mégarine : Eco 6.
18.30	Série : L'Éclat noir.	1.20	Développement : Les Fous du ma.
19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.	1.50	Réductions. Nodda : Culture pub. La Terre des hommes. Le Centre et la Balance : World Philharmonic Orchestra. La Corps, The sans visage : Culture pub.
19.55	Six minutes d'information.		
20.00	Série : Madeline est venue.		
20.25	Mégarine : Eco 6.		
20.35	Mélie des plagues.		

Samedi 8 août

[illegible]